

ISBN 978-2-917486-61-0
© Éditions À plus d'un titre

L'évènement Gilets jaunes

.../temps critiques

L'évènement Gilets jaunes

Éditions À plus d'un titre

Pour suivre le mouvement :

Journal de bord autour du mouvement des Gilets jaunes :
<http://blog.tempscritiques.net/archives/2231>

Temps critiques : <http://tempscritiques.free.fr/>

Blog de Temps critiques : <http://blog.tempscritiques.net/>

Sommaire

Adresse	9
Sur le mouvement des Gilets jaunes.....	13
Réunion publique des Gilets jaunes de Givors, le 19 décembre 2018.....	33
Sur cette révolte en général et sur celle des Gilets jaunes en particulier	37
Les manifestations lycéennes ou le difficile alliage	51
Libertaires et ultra-gauche dans la tourmente.....	53
L'envie de Révolution française des Gilets jaunes	57
Le 29 décembre 2018 aux alentours de Montauban.....	65
Du bon usage du harcèlement	67
L'exemple de la manifestation du 8 décembre à Lyon.....	71
Une tenue jaune qui fait communauté.....	73
Impressions de Villefranche-sur-Saône	83
Ce qui dure dans la lutte des Gilets jaunes	85
Adresse à l'Assemblée générale des Gilets jaunes de Lyon	101
Gilets jaunes : « une République du genre humain »	105
Les ratés de la convergence abstraite : la manifestation climat	115

Dans les rets du RIC	121
Atelier de philosophie plébéienne autour des Gilets jaunes	125
Trois exemples contrastés de l'alliage Gilets jaunes-salariés en lutte.....	129
Gilets jaunes : Sur la ligne de crête.....	133
Si t'as envie de vivre, tu décourbes ton dos.....	149

ADRESSE

Alors que le pouvoir en place et l'État attendent toujours, plus ou moins, une petite révolte paysanne, violente ponctuellement, mais fermement encadrée par le syndicat productiviste des gros exploitants, une grève de cheminots ou d'enseignants qui peut être dure, mais qui ne dépasse jamais la ligne blanche qui la ferait être autre chose qu'une défense du statut de fonctionnaire, ou même un mouvement lycéen ou une émeute de banlieue déjà plus difficiles à contrôler, c'est du côté d'une fraction de la population rendue invisible par les différentes restructurations du capital, qu'a surgi l'imprévu qui, en à peine une semaine, s'est transformé de quasi fait-divers journalistique en événement politique fondamental.

Un événement au sens fort, c'est-à-dire en dehors de son emploi au pluriel, c'est un phénomène qui marque une rupture avec ce qui est attendu, que ce soit du point de vue de ses composantes (les Gilets jaunes ne forment ni une classe, ni ne sont une catégorie ou une corporation), de ses objectifs qui peuvent être aussi bien globaux (porteurs d'une « urgence sociale ») que paraître dérisoires (l'augmentation du prix du carburant), de son organisation qui ignore ou refuse les médiations syndicales ou politiques au profit de l'action directe sous toutes ses formes : occupations et blocages de lieux inédits, détermination à manifester partout sans entraves.

L'événement, c'est aussi ce qui marque une rupture entre l'avant et l'après. Rupture avec l'avant parce que rien ou pas grand-chose ne le laissait prévoir. Les Gilets jaunes représentent en effet une caricature de majorité silencieuse, à la fois réduite au silence par le pouvoir et en apparence rendue indifférente à tout par son aptitude à faire de nécessité vertu... jusqu'à ce qu'un grain de sable vienne griffer le processus. Rupture avec l'après parce

que rien ne présage ce qui suit le soulèvement. Par rapport à une simple émeute, il persiste parce que tout d'abord, il contient une dynamique de mouvement. Cinq mois déjà pour les Gilets jaunes, ce que nous avons titré dans une de nos brochures : *Ce qui dure dans la lutte des Gilets jaunes*. Un mouvement rythmé par les « actes » et quelques ultimatums qui le rappellent au bon souvenir de ceux qui à chaque fois pensent en être débarrassés, parce qu'ils comptabilisent des chiffres à la baisse. Il persiste aussi parce que parallèlement, dans son combat, il agit comme un analyseur du capitalisme du sommet et tant que celui-ci ne lui apporte pas une réponse au moins de même niveau, il s'inscrit toujours dans l'actuel comme évènement à prendre en compte.

Mais la dynamique à l'œuvre n'est pas gage de dépassement. Pour prendre un exemple historique, il y a quelques points communs entre l'évènement Mai-68 et l'évènement Gilets jaunes parce que dans les deux cas, il y a bouleversement des pratiques des protagonistes de la lutte, dans un processus ni prévisible, ni linéaire. On ne peut faire des interrogations : « Quelle perspective ? » ou « Comment cela va-t-il finir ? » la question essentielle. L'évènement se suffit à lui-même et ne préjuge pas de son devenir, ni des risques encourus à le porter à ses limites, incluant de possibles dérives (la Terreur révolutionnaire, par exemple), plutôt que de se contenter de l'autolimiter (l'exemple du syndicat polonais *Solidarnosc* dans les années quatre-vingts).

Il ne préjuge pas non plus de sa fin : Mai-68 en France n'est pas réductible aux accords de Grenelle ou à la libération des mœurs, le mouvement des fourches en Italie n'est pas réductible au parti Cinq étoiles.

Qui dit évènement dit, pour un mouvement qui en est le produit, se poser des questions dans des termes nouveaux permettant d'accueillir justement ce qui n'est pas advenu, d'où l'allure « sauvage » qu'il revêt souvent. Communauté de lutte en fusion, qui manifeste une grande autonomie et désinvolture par rapport à toutes les règles de bienséance envers les différents pouvoirs politiques, économiques, médiatiques et évidemment vis-à-vis des

forces de l'ordre, une fois qu'elle a enregistré et compris leur fonction en tant que corps répressif de l'État ayant le monopole de la violence légitime... y compris contre ceux qui jusque-là ne se sentaient pas concernés par les tirs de LBD (dans les banlieues par exemple). Le choix entre respect de la légalité ou passage à l'acte illégal n'est alors plus un principe défini à l'avance une fois pour toutes, comme dans l'action syndicale, politique ou associative, mais un sujet à traiter de façon pragmatique, au coup par coup et si passage à l'acte il y a, il est assumé sans autre forme de procès ou de civilité...

SUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Un autre fil historique que celui des luttes de classes

On pourrait raisonnablement y voir des analogies avec plusieurs événements historiques comme le soulèvement des Fédérés pendant la Révolution française. Même si bien évidemment il n'y a jamais de véritable répétition dans l'histoire, force est de constater que des éléments communs caractérisent les grandes révoltes populaires dont la lutte antifiscale représente sûrement le point le plus basique¹. Ainsi en fut-il du soulèvement insurrectionnel des Fédérés de l'été 1793 dans les Provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposaient au coup d'État des Jacobins, lesquels cherchaient à imposer leur pouvoir despotique à l'État-nation bourgeois sur l'ensemble du territoire. Il n'est pas irraisonné de faire une analogie entre les Fédérés et les Gilets jaunes puisque les uns comme les autres ne contestent pas les fondements républicains de l'État, mais demandent une reconnaissance de leur citoyenneté provinciale et la fin de leur condition de sous-citoyens. De la même façon, certaines doléances des manifestants rappellent les fameux « Cahiers de doléance » des années 1788-1789, ainsi que les oppositions actuelles aux taxes rappellent les actions menées contre les fermiers généraux à l'époque. Cette analogie peut prendre consistance lorsqu'on sait que la puissance du capital globalisé et totalisé a conduit à un affaiblissement de la forme

1 – Certains parlent de jacquerie ou de « jacquerie numérique », mais le phénomène n'est pas réductible au monde rural du fait même de la transformation générale des territoires et la place prédominante du rurbain (Henri Lefebvre) dans l'espace, hors métropole. À la limite, le terme de fronde serait plus approprié. Une fronde populaire qui fait mouvement contre ce qui lui apparaît comme une nouvelle caste, dont Macron se veut le roi Soleil. Dans un premier temps, la Fronde a été un mouvement très populaire avec ces « mazarinades » avant de connaître un deuxième temps correspondant à la Fronde des Princes.

État-nation démo-républicain. Or c'est cette forme² qui contenait le principe *d'égalité de condition* célébré par Tocqueville dans son livre sur la démocratie en Amérique. Elle s'est progressivement accomplie dans les formes républicaines ou/et parlementaires à travers les politiques réformistes plus ou moins social-démocrates et la victoire contre l'alternative fasciste des années trente-quarante et sa « révolution nationale ».. Sortie plus forte de 1945, elle s'est développée dans les différentes formes d'État-providence de la période des Trente glorieuses jusqu'à même triompher du dernier sursaut des luttes prolétariennes des années 1960-1970.

La perte de légitimité de l'État-nation

À partir de la fin des années soixante-dix, les restructurations industrielles et le processus de globalisation/mondialisation se déclenchent alors, dans ce qui n'est pas pour nous une contre-révolution (il n'y a pas vraiment eu révolution), mais une révolution du capital. Elle s'initie puis prospère sur les limites du dernier cycle de lutte de classes et épuise la dynamique historique de l'égalité portée par l'idéologie universaliste de la première bourgeoisie progressiste soutenue par la classe ouvrière au sein de l'État-nation. Désormais l'équité remplace l'égalité, la lutte contre les discriminations remplace la lutte contre les inégalités

Des formes précapitalistes de rapports sociaux subordonnés émergent à nouveau : les relations sociales (« le piston »), l'héritage sociale, reprennent de l'importance à l'intérieur même du processus démocratique comme le montre la situation dans l'éducation où de plus en plus d'élèves entrent dans le cycle supérieur sans que le pourcentage d'enfants d'ouvriers s'élèvent pour

2 – Comme le fait remarquer Gérard Noiriel dans *Les gilets jaunes et les « leçons de l'histoire »* [www.fondation-copernic.org/index.php/2018/11/22/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/] ces cahiers de doléances, première forme d'écrit populaire, ont changé la donne par rapport aux jacqueries ou autres révoltes populaires précédentes, parce qu'ils ont permis une extension de la lutte à l'ensemble du territoire. C'est ce qu'ont réalisé aujourd'hui les réseaux sociaux pour les Gilets jaunes.

autant ; comme le montre aussi une augmentation des taxes qui, dans le système redistributif français où 50 % de la population ne paie pas d'impôt sur le revenu, est la façon la plus directe de faire contribuer les pauvres, comme sous l'Ancien Régime finalement. Toutes ces mesures sont à la racine de la révolte fiscale actuelle. car elles sont ressenties comme d'autant plus injustes que contrairement à ce qui se dit souvent sur la part respective de chacun à la pollution, ce ne sont pas les moins aisés qui pollueraient le plus (on accuse l'automobile et le diesel), mais les plus riches. Tout cela est posé en termes individuels comme si cela était du ressort de chacun et non pas du rapport social capitaliste dans son ensemble.

D'après des statistiques³ récentes, un cadre supérieur sera beaucoup plus pollueur et aura une empreinte carbone supérieure (à cause surtout de ses loisirs supérieurs et des dépenses en carburant bien supérieures, en valeur absolue, à un ouvrier ou une aide-soignante, mais sa dépense en carburant représentera une part proportionnelle bien moins importante de son budget en valeur relative. Statistiquement en France, les 10 % les plus riches émettent quatre fois plus d'empreinte carbone que les 50 % les plus pauvres donc chaque foyer des 10 % des plus riches émet vingt fois plus que les plus pauvres, alors que le mode de vie des plus riches (avions, grosses voitures, 4x4) est non seulement préservé, mais en voie de démocratisation avec crédit et voyages *low*

3 – Cf. *Observatoire du bilan carbone des ménages* et aussi *Planetoscope* « Concernant le type de foyers, il apparaît que les foyers disposant des niveaux de revenus les plus élevés affichent des bilans globalement plus mauvais que la moyenne. La quantité de CO₂ induite par la consommation des ménages est, en effet, croissante avec le niveau de vie et plus spécifiquement avec la capacité à consommer des loisirs. À l'inverse, les catégories socioprofessionnelles et les tranches de revenus plus modestes se distinguent par des niveaux d'émissions moindres. Les foyers des professions intermédiaires, des employés et des ouvriers présentent des bilans carbone relativement proches ».

*cost*⁴. Ces données s'inscrivent en faux contre l'image donnée des Gilets jaunes comme de gros beaufs pollueurs. Certes, ils accordent sûrement moins d'attention idéologique à l'écologie que les cadres ou professions intellectuelles, mais leurs pratiques sont moins contradictoires que les leurs.

L'augmentation de la CSG avait déjà eu cet effet de taxation de tous (pauvres comme retraités), mais comme toutes les taxes, elle est proportionnelle et non pas progressive. Celles-ci n'ont aucun caractère redistributif, bien au contraire, puisque certaines touchent des produits qui représentent une plus grande part du budget des familles en difficulté que des familles riches (c'est par exemple le cas de la TVA). Il ne faut donc pas s'étonner de voir des petits retraités, dont beaucoup vivent mal le paiement de la CSG, être très actifs sur les barrages, d'autant qu'ils ont le temps disponible pour eux. C'est la fonction sociale de l'impôt qui est remise en question du fait du sentiment de déclin des services publics de proximité au profit de leur contractualisation (prestations-clients, numérisation), particulièrement évidente en ce qui concerne la SNCF, ce qui produit une réaction individuelle face à l'impôt faisant la balance entre ce qui est payé et ce qui est reçu. Toute solidarité, même abstraite, s'efface devant des réflexes individualistes qui se porteront facilement vers et sur des boucs émissaires.

Si toute augmentation des prix sur des produits de consommation courante a tendance à plus toucher les ménages à petit budget, les individus réagissent en général moins à ces mouvements de prix qui leur apparaissent comme quasi naturels, au moins dans les pays capitalistes développés. Néanmoins, de plus

4 – Toujours pour tordre le cou aux idées reçues, ce sont les personnes les moins aisées (moins de 9600 euros de revenu par an) qui utilisent le moins l'automobile pour se rendre à leur travail (38 %) et le décile inférieur de revenu ne roule en moyenne que 8000 kilomètres par an contre 22000 pour le décile supérieur. Par ailleurs, la part carburant des ménages dans le budget total reste stable depuis 1970 (4 %), mais est plus forte évidemment en valeur relative dans le budget des personnes du décile inférieur (8 %).

en plus de prix leur apparaissent comme des prix artificiels, soit parce qu'ils sont administrés par l'État et subis comme des prix politiques entraînant une augmentation des dépenses contraintes, soit comme des prix de monopole imposés par les firmes multinationales et la grande distribution. Mais, hormis dans les DOM-TOM, et encore aujourd'hui à la Réunion, ces prix sont rarement attaqués de front dans des émeutes populaires qui existent pourtant dans les pays pauvres (Tunisie, Égypte). Il n'y a pas d'émeutes de la faim dans des pays comme la France et la lutte contre les prix s'avère indirecte dans le cadre d'une lutte contre les augmentations de taxes qui apparaissent souvent incompréhensibles, du moins en France, vu le principe de non-affectation. Il n'en faut donc pas plus pour que les Gilets jaunes et leurs soutiens refusent une taxation soi-disant « verte » qui en fait renfloue la caisse globale de l'État qui ensuite seulement procède aux arbitrages budgétaires⁵. Question sociale et question environnementale restent donc séparées, même si elles sont reconnues comme légitimes, car beaucoup de présents sur les barrages ou dans les manifestations refusent l'image de « beauf » qui leur a été collée et qu'ils ressentent comme un mépris de caste si ce n'est de classe. Il n'empêche que la phrase énoncée dans les rassemblements : « Les élites parlent de la fin du monde quand nous parlons de fin du mois » est peut être la plus forte entendue parce qu'elle consacre cette tension.

La révolte contre l'impôt ou les taxes ne peut donc être assimilée au refus pur et simple exprimé par de nombreuses couches supérieures, professions libérales et autres petits patrons croulant sous les charges sociales.

5 – Si ce principe de non-affectation est bien républicain à l'origine et fait pour ne pas favoriser le corporatisme et les luttes d'influence, il ne peut rester légitime que dans le cadre incontesté de l'État-nation. À partir du moment où cette forme entre en crise, c'est tout l'édifice et les principes sur lesquels il repose qui menacent de s'effondrer.

D'où aussi des contestations contre les nouveaux « privilèges », et contre la paupérisation de la vie quotidienne. Un autre argument joue en faveur de cette thèse d'un soulèvement du peuple fédéré : la carte des révoltes et des soulèvements des Fédérés de l'été 1793⁶ correspond assez bien à la carte des régions où les blocages et les actions des Gilets jaunes sont les plus forts. Mais, là encore, la spécificité de l'État français et de son centralisme qui perdure malgré la crise générale de la forme État-nation empêche cette révolte de suivre la tentation italienne ou espagnole de l'autonomie (Padanie) ou de l'indépendance (Catalogne) ou encore de la sécession européenne comme avec le *Brexit*⁷. Il n'empêche que le redéploiement de l'État-nation en État-réseau ne se fait pas d'un coup de baguette magique. La contradiction entre le verticalisme centraliste de ce qui perdure d'État-nation dans la gestion des rapports sociaux se heurte à la forme décentralisée que prend l'aménagement des territoires. Une forme qui privilégie le développement des métropoles au détriment des villes petites et moyennes qui se trouvent dans le dilemme insoluble d'avoir à prendre plus de choses en charge avec moins de moyens. D'où le mouvement de démissions des maires qui se produit aujourd'hui et un sentiment de solde pour tout compte

6 – Soulèvement insurrectionnel qui est parti des provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposait au despotisme du pouvoir central des Jacobins lesquels mettaient en place à allure forcée l'État-nation bourgeois sur l'ensemble du territoire. Les Fédérés comme les Girondins dont ils étaient parfois proches étaient républicains et patriotes, mais ils ne faisaient pas table rase de certains modes de vie ruraux et agricoles issus de la féodalité.

7 – Le mouvement des « Bonnets rouges » de 2013 contre l'écotaxe sur les poids lourds a gardé un aspect régional dans une région bretonne particulièrement touchée par la crise et c'est pour cela qu'il est resté isolé. Il avait aussi une coloration plus corporatiste et moins sociale, à base de petits patrons.

Si les Gilets jaunes ont une correspondance en Italie, c'est plutôt avec le mouvement des *forconi* (les fourches) qui barrèrent les routes quelques années avant la création du parti des *Cinque Stelle*.

qui fait resurgir un « Peuple » qui n'a pas attendu Marine Le Pen où Mélenchon et leur notion de « peuple central » pour être affirmé. Une notion qu'on retrouvait déjà chez Arlette Laguiller dont on se moquait de la formule plus populaire que prolétarienne : « travailleuses, travailleurs, on vous exploite, on vous spolie⁸ » et qui semble assez proche de la perception actuelle de beaucoup de manifestants qui ont à la fois l'impression d'être exploités (chômage, CDD, allongement des temps de transport) et spoliés par des taxes qui portent en elles l'injustice, dans la mesure où elles touchent proportionnellement davantage les pauvres que les riches. C'est parce qu'ils sont arrivés à une grande connaissance intuitive de cette situation d'exploitation (qui ne passe pas par la case « conscience de classe ») que la radicalisation du mécontentement n'épouse pas les formes d'organisation traditionnelles (par exemple syndicales) et diffère dans sa composition sociale. Mais pourquoi s'en étonner quand les restructurations du capital ont liquidé les anciennes forteresses ouvrières et qu'on est bien loin de l'époque où dominait la figure de l'ouvrier-masse de Renault ou de Fiat. L'ouvrier de petite entreprise, du bâtiment, des services, l'employé du MacDo trouvent à cette occasion un lieu d'expression de sa révolte qui a du mal à exister sur des lieux de travail désormais fracturés (fin des « forteresses ouvrières », développement des services, ubérisation du travail), où les collectifs de travail peinent à s'agréger. L'ancrage local des points de fixation renforce cette possibilité de rassemblement, hors des cadres structurés et institutionnalisés. Cette connaissance intuitive s'appuie sur le fait que la croissance des revenus en valeur absolue qui ap-

8 – Le groupe Lutte ouvrière a d'ailleurs pris fait et cause pour le mouvement, ce qui n'est pas le cas de certains « radicaux » pour qui « le peuple, ça n'existe pas » parce que « c'est une chimère qui masque les fractures » (suit une énumération de particularismes) et pour qui « cette colère est non-émancipatrice » contrairement à celle qui règne dans le quartier de La Plaine à Marseille ! (cf. l'article de Défense Collective sur le site DNDF intitulé : « C'est moche, c'est jaune et ça peut vous pourrir la vie »).

paraît dans les statistiques et qui est répercutée par les médias entre en contradiction avec une baisse du pouvoir d'achat à cause de l'augmentation des dépenses contraintes (charges fixes). Mais cette connaissance intuitive n'est pas sans matérialité objective. En effet, si ce sont les habitants des régions rurales et périurbaines qui ont tendance à manifester c'est aussi en rapport avec un budget dédié à la « cohésion territoriale » qui vient d'être amputé de 1,4 milliards d'euros.

Il y a conjonction entre trois éléments, un « ça suffit » qui ne vise pas seulement Macron, comme avec le « Dix ans ça suffit » contre De Gaulle, en Mai-68, mais l'ensemble du corps politique ; une exigence d'égalité, de justice et de fraternité, même si on ne sait pas bien jusqu'où s'étend cette dernière, devant des rapports sociaux dont la dureté ne semble plus compensée par les acquis sociaux des années 1960-1970 et l'air de grande liberté (« libération ») qui l'accompagnait ; enfin des conditions matérielles de vie souvent difficiles eu égard aux standards en cours dans une société capitaliste avancée.

La soudaineté de l'évènement

Ce mouvement échappe aussi aux divers corporatismes qui ont pu être à la base d'autres mouvements plus anciens souvent désignés comme « inclassables » comme l'était celui de Poujade (rattaché aux commerçants et artisans avec l'UDCA⁹). La preuve en

9 – Le mouvement de révolte fiscale commence en 1953, dans les campagnes et petites villes. C'est un mouvement de commerçants contre les contrôleurs fiscaux qui s'appuie aussi sur le tissu de voisinage, mais il se veut général (« L'armée des braves gens en marche ») avant de devenir clairement nationaliste (« contre les trusts apatrides et le gang des charognards ») puis antiparlementaire après l'invalidation des députés de l'UDCA en 1955. À noter que le PCF les soutiendra jusqu'à cette date, parce qu'ils sont des représentants de la France rurale laissée de côté par la marche forcée vers la modernité. Plus proche de nous, dès le début des années soixante-dix, le CID-UNATI de Gérard Nicoud reprendra le flambeau contre les contrôles fiscaux et pour l'intégration des artisans-commerçants dans le régime de Sécurité Sociale. Là encore, bien que

est qu'alors que les syndicats de taxis et des transports routiers (FNTR) restent à l'écart ou même condamnent le mouvement (la FNTR demande au gouvernement de dégager les routes !) puisque ce sont des organisations qui ont négocié et obtenu quelques avantages, de nombreux routiers et des chauffeurs Uber sont aperçus sur les blocages. Les routiers jouant d'ailleurs souvent au « bloqué-bloqueur » et conseillant parfois les novices du blocage à déterminer les bons objectifs comme les dépôts d'essence (cf. Feyzin dans le Rhône, Fos-sur-Mer ou Brest). De la même façon, certains s'aperçoivent que les blocages des grands axes ont des répercussions sur l'approvisionnement en pièces pour les grandes entreprises qui sous-traitent au maximum. Ainsi, l'usine Peugeot de Montbéliard s'est retrouvée momentanément à l'arrêt.

On assiste bien là à un surgissement évènementiel qui se situe en dehors des habituelles convergences ou appels à convergence des luttes sociales traditionnelles, parce qu'il pose, dans l'immédiateté de son expression directe sa capacité à faire rassemblement¹⁰ en mêlant à la fois le caractère « bon enfant » et une grande détermination. Il faut dire que beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation. Ils s'étonnent, naïvement de l'écart entre les engagements formels à participer qui pleuvent sur les réseaux sociaux et le nombre relativement restreint des présents sur les barrages et aux manifestations. Le fait de les interroger sur leur absence ou indifférence aux manifestations de ces dernières années, les interloquent, mais ne les agacent pas tant ils ont l'impression d'un dévoilement soudain, d'être à l'origine de quelque chose de nouveau. Certains ressentent bien la contradiction entre d'un côté le fait de rester calme et en même temps la

plus apolitique à ses débuts, le mouvement sera soutenu par la Gauche prolétarienne, au moins jusqu'au procès de Nicoud à Grenoble en mai 1970, car elle y voyait un moyen de réaliser l'unité populaire et la violence des affrontements entre commerçants et forces de l'ordre s'insérait dans leur stratégie de confrontation directe avec l'État.

10 – « On a toujours une raison pour se rassembler » dit un Gilet jaune dans *L'Obs* du 22 novembre 2018.

nécessité de rester décidés et déterminés dans une ambiance qui ne peut tourner qu'à la confrontation (deux morts, 500 blessés, dont une vingtaine de graves, y compris chez un commandant de police¹¹) si ce n'est à l'affrontement violent (le 24 novembre à Paris). Il s'en suit un changement de position progressif vis-à-vis des forces de l'ordre qui passe parfois de la compréhension mutuelle à l'invective renforcée par le fait que le mouvement ne cherche pas d'abord et avant tout à négocier et ne déclare pas ses points de blocage, qu'il développe des moyens de communication par réseau et des moyens d'action qui sont plus ceux des associations que des groupes politiques ou syndicats (les « *flash mobs*¹² », par exemple). De la même façon qu'une ligne de partage de classe ne parcourt pas le mouvement (nous y reviendrons), les tenants de la ligne amis/ennemis, comme ceux de la ligne droite/gauche en seront pour leur frais. Certains s'essaient à des variantes comme « la France d'en bas contre la France d'en haut » ou, plus original, comme David Cormand, secrétaire national d'Europe-écologie-les-Verts qui retient la séparation entre ceux qui craignent la fin du monde et ceux qui craignent la fin du mois¹³ ou

11 – Sur certains barrages le filtrage se fait en ne laissant passer que les automobilistes ou camionneurs qui revêtent le gilet jaune. Berger, de la CFDT y voit une atteinte fondamentale à la liberté. On peut supposer qu'il s'opposerait aussi aux piquets de grève devant les usines qui empêchent les non-grévistes (les « jaunes » là aussi) de prendre leur poste de travail. Sur cette base on donne peu de chance à la proposition de ce même Berger à ce que la CFDT joue son rôle de médiateur entre l'État et le mouvement.

12 – Moyens largement employés par d'autres « Gilets jaunes », en 2009-2010 avec *École en danger* qui rassemblait parents et professeurs des écoles contre la réforme de l'école primaire et le fichage des élèves. Là aussi les protagonistes avaient défini de nouvelles formes de luttes (les enseignants désobéisseurs plus que revendicants, des déclarations plus ou moins aléatoires de manifestations, six porte-paroles nationaux et des délégués par département).

13 – Or, si on en croit beaucoup de personnes interrogées, le souci écologiste n'est pas éloigné des préoccupations des Gilets jaunes, mais ils s'estiment floués sur la fiscalité verte puisqu'ils lui reprochent son

une délocalisation et le chômage comme les salariés de Renault-Maubeuge qui ont eu le gilet jaune facile avant l'action du samedi 17, car l'exemple ne vient évidemment pas d'en haut, bien au contraire. La communication gouvernementale, particulièrement maladroite parce que peu au fait des stratégies politiques, s'avère particulièrement contre-productive pour le pouvoir. La phrase macronienne sur le fait de n'avoir qu'à traverser la rue pour trouver du travail, ont fait plus pour réintégrer les chômeurs dans la communauté virtuelle du travail que tout populisme de gauche. De même la phrase de certains élus de la majorité sur les Gilets jaunes « de la clope et du diesel » a exprimé au grand jour que la cigarette n'était pas, pour l'État et le pouvoir une question de santé publique, mais de santé morale dans le monde aseptisé dont ils rêvent¹⁴.

La tarte à la crème de l'interprétation en termes de classes moyennes

On ne sait pas encore si c'est « l'insurrection qui vient », mais comme dit Patrick Cingolani dans *Libération* du 21 novembre 2018, on a déjà « un peuple qui vient ». Il est toujours difficile de savoir ce qu'est « le peuple », mais concept mis à part, faut-il encore que ce « peuple » ne soit pas celui constitué autour de l'identité nationale, fut-elle de gauche qui clôturerait le choix entre populisme de droite et populisme de gauche, mais un « peuple » qui se constituerait dans le mouvement en dépassant la coexistence de différentes luttes et dans une sorte de coextension.

Car d'une manière générale et encore une fois tout le discours de classes est mis à mal. L'insistance sur la notion de classes

manque d'affectation précise et le fait qu'elle serve surtout à réduire le déficit public pour respecter les accords de Maastricht.

14 – Si beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation, beaucoup d'hommes politiques macroniens sont des novices en stratégie politique et gestion des conflits sociaux.

moyennes, de la part des journalistes surtout, en est la démonstration. Dans les années 1960 et 1970, cette notion pouvait encore avoir quelque pertinence, du point de vue des pouvoirs en place pour saisir les modifications alors en cours (la « Grande Société » de Lyndon Johnson et Hubert Humphrey, la démocratie de classes moyennes de Giscard) quand croissance et progrès social semblaient marcher de pair, mais aujourd'hui ce terme cherche juste à éviter de parler simplement en termes de riches et de pauvres en assimilant aux classes moyennes tous ceux qui ne sont pas assez aisés pour être riches et assez pauvres pour être assistés (un classement que le Rassemblement national et la France insoumise reprennent à leur compte) et bien évidemment en termes de prolétariat, notion devenue complètement obsolète dans les pays où une partie non négligeable des individus qui « tirent le diable par la queue » en fin de mois sont propriétaires de leur appartement (hors grandes métropoles) et possèdent une ou deux automobiles.

Le conseiller du Prince (en géographie) Christophe Guilluy a essayé de croiser cette analyse en termes de classes (ce qu'il appelle les « classes populaires »), avec les nouvelles territorialisations et ce qu'il appelle « la France périphérique ». Mais pour lui tous les salariés non-cadres et les artisans, commerçants, petits entrepreneurs forment cette classe moyenne inférieure (une autre appellation pour « classes populaires ») qui serait majoritaire en nombre. Ce grand niveau de généralisation le conduit à ne pas distinguer les Gilets jaunes de 2018 des Bonnets rouges de 2013 et à ne pas tenir compte de la grande différence de composition sociale entre les deux mouvements. En fait, chez lui le territorial surdétermine l'analyse en termes de couches sociales ce qui l'amène à exclure de sa notion de classes populaires les habitants des cités de banlieues et les immigrés récents qui peuplent certains quartiers des grandes métropoles, en les racialisant par opposition

aux « petits blancs » de la périphérie¹⁵. C'est qu'effectivement les formes de révolte qui peuvent exister dans ces quartiers ne prennent pas la même forme (révolte de 2005). Mais pourquoi faire comme si la segmentation territoriale était définitive alors que la mobilité géographique est de plus en plus forte et que beaucoup d'anciens travailleurs immigrés quittent ces cités pour aller habiter dans le pavillonnaire des périphéries ? D'ailleurs la diversité des personnes présentes dans les actions des Gilets jaunes, plus sur les barrages que dans les manifestations d'ailleurs, infirme les simplismes de Guilluy. Bien sûr les médias se feront un malin plaisir d'exhiber quelques actes antimusulmans ou homophobes, auxquels on pourra facilement, sur les barrages ou dans les rassemblements, opposer d'autres faits et déclarations¹⁶. De telles dénonciations, reposant sur un nombre de faits très réduit, ont d'ailleurs cessé, preuve qu'ils étaient montés en épingle dans le

15 – On en arrive au paradoxe d'un auteur anti-postmoderne et plutôt classé aujourd'hui dans les « néo-réacs » par les groupes politiques de gauche et une Université qui lui dénie le titre de géographe (il n'a pas de certification universitaire officielle), s'exprimant finalement dans les termes mêmes du langage postmoderne et particulariste, qu'il reprend à son compte par simplification idéologique à finalité politique (chasser sur les terres du Rassemblement national pour opposer un populisme de gauche au populisme de droite). Ce sur quoi il met le doigt avec raison, par exemple la déconnexion entre la perception de « l'immigré » aujourd'hui et celle du travailleur immigré de la période des *Trente glorieuses* (thème que nous abordons ailleurs dans « Immigration et salaires, un retour inattendu » [tempscritiques.free.fr/spip.php?article378]) perd tout son intérêt politique et flirte avec l'idéologie de l'identité nationale.

16 – À Lyon, au rassemblement de la place Bellecour, à 11 h 30 le 24 novembre, un porte-parole organisateur local des Gilets jaunes définit clairement le mouvement comme n'étant ni raciste, ni xénophobe, mais le mouvement de tous ceux qui veulent porter un gilet jaune. C'est affirmer sans grandiloquence et sans rappel historique exagéré, la ligne politique des clubs révolutionnaires de 1789-1793 faisant citoyens tous ceux qui œuvraient pour la République et contre le pouvoir royal et ses alliés étrangers, quelque soit leur nationalité d'origine et leur couleur de peau.

but de discréditer le mouvement et surtout de mettre l'accent sur ce qui serait son orientation fondamentalement réactionnaire et droitière.

S'il y a bien des réactions à une paupérisation relative, ce n'est pas non plus une manifestation des « sans parts¹⁷ » comme le prétend un disciple de Rancière dans *Libération* du 24 novembre 2018. Les personnes les plus pauvres où les plus en détresse sont dans les villes et éventuellement dans les cités, mais ce ne sont pas elles qui manifestent, car elles vivent en partie de l'assistance de l'État et il leur est difficile de s'y opposer. Sauf à La Réunion où Gilets jaunes et jeunes des cités semblent coexister pendant la journée sur les barrages avant que les débordements que l'on sait interviennent pendant les nuits entre jeunes de Saint-Denis et forces de l'ordre. Il est vrai que la question de la vie chère dans les DOM-TOM a déjà entraîné de nombreux conflits et affrontements depuis une vingtaine d'années et aujourd'hui, à La Réunion le couvre-feu qui a duré une semaine montre que la lutte est intense et profonde. Mais ce n'est pas un cas totalement isolé. À Douai, le 17 novembre, la proximité d'un barrage avec une cité a entraîné des heurts avec la police, soit un exemple de coexistence de différentes formes de lutte sans coextension.

Une même coexistence entre plusieurs forces, semble se manifester dans les rassemblements autour des raffineries de pétrole, comme à Feyzin, près de Lyon où les ouvriers du couloir de la chimie des syndicalistes et des militants politiques ont participé à une assemblée générale avec les Gilets jaunes avant de se rendre sur d'autres lieux d'action.

« Dans quel régime vivons-nous ? »

Ce qui se transforme dans la société capitalisée, c'est la perception que les individus ont du capital et de l'État. Le premier

17 – La notion de « sans parts » (sans papiers, sans domicile fixe) n'est pas sans intérêt, mais elle contribue à fractionner les dominations, sans qu'une perspective d'ensemble puisse se dégager.

n'apparaît plus comme fournisseur d'emploi, de lien social et de progrès (technique et social associés), mais comme un ensemble de monopoles au service d'un hypercapitalisme du sommet : les compagnies pétrolières, les entreprises du CAC40, les grandes banques *too big to fail* pour qu'on ne les renfloue pas en temps de crise, les hypermarchés de la grande distribution, les GAFAM créent certes encore des emplois, mais dans des lieux restreints à forte densité capitalistique comme on vient de le voir avec l'installation de nouveaux sièges de Google à Washington et New York qui laissent des zones entières en déshérence.

« Dans quel régime vivons-nous ? » est une interrogation qui semble faire le tour des barrages et manifestations. Beaucoup ressentent un système complètement corseté parce qu'ils n'ont pas de relations intermédiaires avec l'État qui leur ferait penser qu'il y a du donnant-donnant ou du « grain à moudre » comme disent les syndicats ouvriers, à condition de respecter un certain nombre de formes (déclaration préalable de manifestation par groupe ou personnes autorisées, déclaration de lieu de départ et trajet) qui font partie des règles du jeu social entre partenaires sociaux bien élevés. Le refus des « Gilets jaunes » d'être « parqués » au Champ-de-Mars est en revanche significatif de ce rapport direct à l'État qui leur fait choisir les Champs-Élysées alors qu'ils savent qu'ils vont y rencontrer les forces de l'ordre. Le mouvement a beau ne pas être « organisé », quelle est belle l'image retransmise par les télévisions de ce champ de Mars absolument vide à l'heure où il devait être plein !

Les médias, toujours dans une forme spontanée ou calculée d'infantilisation par rapport aux « gens du peuple », invoquent une colère à la base du mouvement (type « grosse colère », ça leur passera), pourtant le mouvement a une tout autre ampleur que celui des motards de la Fédération française des motards en colère ou du mouvement né en janvier 2018, de manière informelle et lui aussi à partir des réseaux sociaux, les deux initiatives s'opposant à la limitation de la vitesse à 80 km/h sur les routes. Des médias qui légitiment le mouvement... tant qu'il reste dans la

légalité et l'intervention pacifique, tout en montrant ce qui est pour eux la manifestation d'une autre France. S'ils ont jugé la grève des cheminots illégitime, celle des Gilets jaunes serait, elle, légitime. On ne peut mieux transcrire la perte de centralité du travail dans la société du capital qui rend inessentielle la force de travail pour la valorisation. Mais lorsque l'action de Gilets jaunes se poursuit et que ladite simple « colère » se manifeste dans des formes jugées illégalistes, les médias sonnent l'alarme et multiplient la désinformation.

Comme diraient les marxistes orthodoxes, le mouvement des Gilets jaunes est de l'ordre de la circulation, il n'est donc pas fondamental, alors que nous le voyons depuis plusieurs années, le blocage des flux est un élément essentiel des luttes dans la mesure où la société du capital est basée sur la flexibilité/fluidité et le minimum d'immobilisations et de stocks. Nous ne dirons pas que le mouvement est conscient de cela, mais le fait que des Gilets jaunes aient été réticents à se rendre à Paris, qu'ils aient maintenu les barrages et rassemblements en province indiquent qu'ils sentent bien la nécessité de rester un mouvement diffus et à cent têtes en quelque sorte (et donc sans leader la Poujade ou Nicoud), un mouvement qui ne laisse pas prise au spectaculaire, mais impose sa présence en quadrillant tout le territoire, ce que ne peuvent pas faire les forces de l'ordre par exemple. Bien sûr, ils ne refusent pas la présence des médias sur les rassemblements, mais ils la contrôlent mieux (c'est du donnant-donnant) que dans des opérations telle la « montée » sur Paris. En fait, peut être pour la première fois, les médias sont supplantés par les réseaux sociaux et sont obligés de donner une chambre d'écho encore plus forte pour représenter le mouvement puisqu'ils veulent tout représenter et parce qu'ils veulent le faire entrer dans un cadre connu et institutionnel, celui de l'espace public démocratique et communicationnel (Habermas).

Si Gérard Noiriel, dans sa tribune du journal (*op. cit.*) met bien l'accent sur la façon dont cette question sociale se repose aujourd'hui, c'est-à-dire finalement en dehors de l'hypothèse stric-

tement classiste qui a dominé au xx^e siècle, via les différentes formes de partis communistes, une des faiblesses de son analyse est d'affirmer que la presse ne pense que spectacle et que donc elle est pour le mouvement si elle peut en tirer des images spectaculaires. Les images et paroles des médias au soir des violences du 24 novembre montrent au contraire une réaction virulente contre des « casseurs » que les images n'ont pas réussi à transformer en Black Bloc¹⁸. Il était d'ailleurs piquant de voir des journalistes retranscrire en direct ce qu'ils représentent comme le spectacle de désolation laissé derrière eux par les « casseurs », alors qu'en arrière-fond des Gilets jaunes qui n'étaient sûrement ni des identitaires ni des membres de « l'ultra gauche », hurlaient contre les « flics collabos ».

Quand le pouvoir, en la personne de Macron, invoque une « souffrance » qui s'exprime, renvoyant les Gilets jaunes à ce qui serait leur condition de sacrifiés de la conjugaison aujourd'hui structurelle de la mondialisation et de la *start-up nation*, cela ne suggère-t-il pas qu'il s'agit d'un mouvement qui dépasse l'indignation démocratique telle qu'elle s'était développée autour du Manifeste des Indignés, et qui s'apparente à une révolte ? Cette dimension de soulèvement collectif bouscule les règles du débat et des luttes habituelles maintenues dans le cadre démocratique et politique traditionnel, dont celle de la SNCF nous a fourni un dernier exemple affligeant. Mais elle n'est pas dégagée d'une tendance au ressentiment (cette haine de classe sans conscience de classe) contre les élites et les « gros », les « voleurs », les « profiteurs » qui donne dans la facilité et fait que la dimension « anti-système » souvent relevée est finalement assez superficielle, le

18 – Sur la grosse centaine de manifestants déferés à la justice pratiquement aucun n'avait eu à faire à la police précédemment. Cette référence systématique aux « casseurs » montre bien que pour l'État les Gilets jaunes ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs : ils ne sont pas des paysans encadrés par la FNSEA qui ont « le droit » d'attaquer les préfectures et de casser sans être accusés d'être des « casseurs ».

« système » étant réduit à quelque tête d'affiche (le « banquier Macron », le mafieux Castaner, le clientéliste Gaudin à Marseille, etc.), mais non pas remis en cause dans ses fondements. Le rapport à l'État qui transparait ici est d'ailleurs très ambigu puisqu'à la différence du mouvement antifiscal des *Tea Party* aux États-Unis, les Gilets jaunes ne sont pas, dans l'ensemble, pour une politique plus libérale ni pour un État minimum. Il n'empêche que la plupart d'entre eux-ne sont pas descendus dans la rue en 2015 pour la défense du service public par ce qu'ils avaient l'impression de ne plus bénéficier que de manière dérisoire (fermetures d'écoles primaires, de petits hôpitaux, de gares ferroviaires et de postes¹⁹). C'est un mouvement non exempt de contradictions puisqu'il réclame la baisse générale des taxes tout en ayant des demandes par rapport à l'État conçu encore comme État social. Or la baisse des impôts et taxes est contradictoire à une action sociale amplifiée de la part de l'État. Cette impossibilité à concilier ces deux politiques peut accroître la crise de légitimité de l'État qui fait que les personnes défavorisées ne se reconnaissent plus dans son action et peuvent en cela rejoindre des fractions, elles aussi populaires, qui ne veulent plus de cette action sociale de l'État, en direction des chômeurs, des migrants et dénoncent le trop grand nombre de fonctionnaires, les « assistés », etc. Il est vrai que ce mouvement n'est pas guidé par la Théorie révolutionnaire historique ni par ses fractions communistes ou anarchistes

19 – Cf. Les déclarations du maire de Guéret (Creuse) pour sa région. Pour lui, les Gilets jaunes sont des « invisibles », des « interstitiels ». Il n'est toutefois pas exclu que ce mouvement très contradictoire puisse déboucher en négatif sur un *Tea Party* à la française sous une forme propre à la France : trop de taxes, trop d'impôts, trop de dépenses publiques, trop pour les migrants (leitmotiv du Rassemblement national au démarrage du mouvement), les immigrés, trop de cotisations sur le travail donc contraire à l'emploi et au pouvoir d'achat, trop de fonctionnaires...

contemporaines, qu'il est « interclassiste » (quelle horreur²⁰ !) et ouvert à tous les vents. Il s'inscrit en tout cas dans un ensemble de mouvements diffus qui, depuis l'occupation des places dans de nombreux pays, des luttes comme celles du NO-TAV ou de NDDL ou encore certaines actions au cours de la lutte contre la loi-travail, fédèrent des initiatives qui ne dépendent pas de partis ou syndicats et qui se développent d'une façon horizontale à partir des réseaux sociaux. Leurs caractéristiques sont toutefois suffisamment différentes pour qu'on n'y cherche pas des convergences possibles au sein d'un supposé bloc anticapitaliste et *a fortiori* « communiste ». Pour le moment, ces luttes coexistent sans connaître de coextension.

Temps critiques, le 29 novembre 2018

20 – Cf. Le commentaire assez venimeux, d'origine communiste de la page « Agitations », sur le site *Des nouvelles du front* (DNDF), titré : « Des gilets jaunes à ceux qui voient rouge » qui lui reproche son interclassisme tout en affirmant la « dissolution de toute identité ouvrière reconnaissable et communément partagée ». C'est fort de café quand même de reconnaître qu'un mouvement est interclassiste, quand on reconnaît qu'on ne peut plus « reconnaître » une classe ! Une partie de l'analyse (faite après le 17) est d'ailleurs invalidée par le 24 (attitude de la police et des médias prétendument favorables au mouvement ce qui prouve bien que...).

Deux enquêtes permettent de se faire une idée de la composition sociale des Gilets jaunes actifs aux barrages des ronds-points. Le géographe Aurélien Delpirou a relevé (<https://laviedesidees.fr/La-couleur-des-gilets-jaunes.html>), lui, « infirmiers, travailleurs sociaux, professeurs des écoles, personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales, techniciens de l'industrie, employés des services commerciaux ou comptables des entreprises, etc. ». Benoît Coquard, qui était sur un barrage en zone rurale le 17 novembre, a interrogé 80 personnes sur leur profession : « à 9 exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires. Typiquement, il s'agissait de femmes employées et d'hommes ouvriers » (source : *Alternatives économiques*, 27 novembre 2018, article de Xavier Molénat : « A quoi carburent les Gilets jaunes »).

RÉUNION PUBLIQUE DES GILETS JAUNES DE GIVORS, LE 19 DÉCEMBRE 2018

Beaucoup de monde dans la salle Malik Oussekiné prêtée par la mairie, soit environ 200 personnes de tous horizons. La réunion a largement été filmée et photographiée, présence d'un journaliste et d'un représentant du député de la région parti rapidement.

Les personnes à la « tribune » posent la nécessité de dialoguer pour réaliser un cahier de doléances. Le déroulé de la soirée est expliqué clairement avec un ordre du jour en 8 points et incitation à signer une pétition pour le RIC (non débattu). Chacun se présente par son prénom, pas besoin de plus.

– Retour sur les débuts du mouvement. Moment choisi par les « coordinateurs » pour présenter leur arrivée, très tôt, dans le mouvement qui semble leur donner toute légitimité à être à la tribune.

– S'ensuit un rappel des actions, notamment avec l'action à l'Hôtel de région et les gardes à vue qui s'en sont suivis. Le comportement des forces de l'ordre est dénoncé. Échauffement sur le fait que si la force devait être employée (exemple de la provocation des CRS qui se sont équipés au niveau d'un rond-point) contre des GJ et leur famille la réponse sera immédiate, ferme et déterminée.

– 1 h 30 prévu pour les doléances du cahier que certains ont fini par appeler le « cahier des exigences ». Temps de parole annoncé pour ces doléances à 2 minutes, mais finalement pas vraiment respecté.

Présenter toutes les interventions serait long et inutile, mais quelques aspects sont retenus :

– Première intervention par un jeune qui propose un mode d'organisation pour faire émerger des décisions.

– Des retraités demandent l’indexation de la retraite sur le coût de la vie.

– Le secteur des soins, notamment aux personnes âgées, était aussi bien présent, car en rapport direct avec la souffrance des retraités.

– La dénonciation de la finance est revenue plusieurs fois sous l’angle d’une nécessaire prise sur des bénéfiques qui dépassent l’entendement.

– Demande de faire exister la « maison du peuple » (assemblée nationale) en dehors des lobbies, joint à une demande de dignité retrouvée, notamment pour les personnes qui travaillent.

Défiance envers le terrain privilégié des politiques, celui de la négociation, cette dernière sur lequel les coordinateurs veulent s’aventurer. Réponse de coordinateurs : tout le monde est largement assez intelligent pour comprendre les pièges qui se présentent à ce mouvement, personne n’est dupe. On entend rapidement un « gouverner c’est trahir le peuple ».

Quelques lyonnais assurément militants pour parler de grève, grève générale ou actions qui prennent en compte le monde du travail comme levier indispensable.

La Maire de Givors, présente dans le public depuis le début de la réunion sans intervenir, se dit aussi Gilet jaune ce qui provoque de vives réactions. Elle se défend d’être sur les ronds-points pour ne pas être dans la récupération. Le prêt de la salle n’apparaît pas aux yeux de l’assemblée comme devant pacifier les relations présentes et futures face à des élus régionaux élus comme la Maire.

Deux interventions revenant sur la nécessité d’aboutir à une proportionnelle et aussi au RIC.

Dans tout cela la question de l’écologie est abordée, mais de façon concrète, par exemple, sous l’angle de la pollution des transports comme les porte-conteneurs.

– Futur du mouvement. Une personne relève que la force du mouvement est d’être en dehors du monde du travail et donc qu’une action au long terme est possible. Remerciement à une personne qui soutient le rond-point occupé tous les jours.

– Actions ? Les cibles sont les institutions et les grosses chaînes de commerce. Décision d'un départ samedi de la Croix-Rousse pour éviter le piège de la place Bellecour, quadrillée le samedi précédent, mais aussi d'un rendez-vous Place-Carnot et ce pour épargner aux familles d'éventuels gaz lacrymogènes comme cela a eu lieu lors des week-ends précédents.

– Mise en place d'une coordination entre différents acteurs du mouvement surtout pour des actions communes et la remontée des doléances. Rôle de coordination notamment par le biais des groupes Facebook.

Fin. La salle un peu vidée par une longue assemblée, s'entament des discussions à bâton rompu entre personnes qui ne se connaissent pas forcément, avec partage de bonne humeur et d'idées. Chaleur humaine et écoute étaient la base des discussions, tout le monde a pu s'exprimer s'il avait quelque chose à dire et c'est ce qui a fait la qualité de cette assemblée.

G.

SUR CETTE RÉVOLTE EN GÉNÉRAL ET SUR CELLE DES GILETS JAUNES EN PARTICULIER

Nous l'avons déjà mentionné dans notre supplément¹ au n° 19 de la revue *Temps critiques*, la Révolution de 1789 est une référence du mouvement². Mai-68 apparaît aussi en filigrane à travers des références au caractère d'évènement que constituerait le mouvement des Gilets jaunes comme on a pu parler de « l'évènement 68 ». En effet, il marque les esprits par sa soudaineté et son imprévisibilité. Il transparaît comme une mémoire des scènes de l'époque et de la violence qui y est attachée. De là à penser que « la casse » puisse être productive, il n'y a qu'un pas : « Il n'y a que la casse qui permet de nous faire entendre » dit un lycéen du lycée professionnel Lurçat à Lyon (mercredi 5 décembre 2018, *Le Progrès*), mais c'est une réflexion largement entendue ailleurs et partagée par un nombre de plus en plus important de Gilets jaunes qui s'aperçoivent que c'est cela qui a déjà fait bouger un peu les lignes. Après déjà plusieurs semaines de mouvement, est fréquemment exprimée l'idée générale que ce n'est pas le dialogue qui est productif, mais le blocage. Le 1^{er} décembre a d'ailleurs un certain nombre de points communs avec la journée du 24 mai 1968. En effet, alors que les manifestations de 1968 semblaient se contenter d'une territorialisation étudiante de la lutte en tournant tout autour du Quartier latin et en ne s'en éloignant que pour y revenir, la manifestation du 24 avait rompu avec cette logique pour irradier toute la ville et se répandre dans

1 – Voir page 13.

2 – C'est d'ailleurs la seule référence explicite à une révolution avec celle sur la Commune ou des doctrines communalistes (cf. *L'Appel de Commercy* <https://manif-est.info/L-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-853.html>) qui apparaissent parfois sur quelques écriteaux dans les manifestations. Aucun drapeau rouge. Très peu d'*Internationale*, même chez ceux qui l'entonnent systématiquement d'habitude.

les quartiers bourgeois, celui de la Bourse, etc. C'est bien ce qui s'est passé les 1^{er} et 8 décembre ; pour les manifestants c'était une évidence. Les barricades mêmes symboliques comme celles de l'avenue Foch vont de soi comme les caillassages de banques qui ont accompagné certaines actions à Paris ou en régions. Les manifestants, au moins dans les grands centres urbains, n'ont pas de territoire à conserver, de base arrière où se replier, car ils sont littéralement étrangers aux centres-villes et surtout aux quartiers du pouvoir et aux quartiers du luxe exhibé (Étoile, boulevard Haussmann). Et ce sont ces quartiers qui sont justement pris comme cibles ou objectifs loin des sempiternels défilés syndicaux Bastille-Nation, répétitifs et tristes à pleurer.

La représentation démystifiée

Et dire que Macron voulait commémorer Mai-68 ! En tout cas et contre tous ceux à l'extrême gauche qui pensaient que tout ce fatras commémoratif, c'était se rouler dans des histoires d'anciens combattants, il n'est pas impensable que cela ait réveillé certaines consciences ou simplement donné quelques idées. C'est d'ailleurs ce que nous pensons et deux ex-soixante-huitards transformés en acolytes de Macron, Romain Goupil et Cohn-Bendit sont montés en première ligne pour bien signaler la différence, séparer le bon grain de la révolte de l'ivraie de la dérive autoritaire. Le premier, dans une émission de Pujadas, « La Grande explication », le 27 novembre, accuse un représentant des Gilets jaunes de ne pas être élu (de qui est l'élu Goupil ?), de ne représenter personne (que représente Goupil ?), avant de dire qu'une manifestation qui ne fait pas l'objet d'une déclaration préalable et d'une désignation de trajet par la préfecture, est en soi un acte illégitime qui nécessite la répression de l'État (les manifestations du 24 mai 1968 en France ont-elles respecté cela ? Non). Quant à Cohn-Bendit, il fait fort dans la mystification : « *En 68, on se battait contre un général au pouvoir. Les Gilets jaunes aujourd'hui demandent un général au pouvoir* » (France-Inter, le 4 décembre) et encore : « *Le type de société qui peut émerger de ces tendances, ça me fait peur. On n'est*

pas dans une période révolutionnaire, arrêtez. Mais on est dans une période de tentation autoritaire, [...] une tentation autoritaire totalitaire ». Plus tard, au cours de l'entretien, il assène : « *Je n'accepterais jamais un mouvement qui me dit "tu passes, si tu mets ton gilet"* ».

Il ne s'agit pas de dire que cette pratique est la bonne, mais l'ex « Dany le Rouge » dénie-t-il le droit aux Gilets jaunes de faire ce que tous les ouvriers depuis cent cinquante ans ont fait aux « jaunes » qui voulaient briser leur grève ou qui, de fait, la brisaient ? Les arguments employés par Goupil et Cohn-Bendit, ces soixante-huitards ultra-minoritaires devenus conseillers du Prince³ reprennent en fait les critiques qu'Adorno et Horkheimer, les philosophes critiques de l'École de Francfort, adressaient au mouvement étudiant allemand en 1967-1968 en se posant en garants des institutions démocratiques faute de mieux, face au manque de réflexivité (encore bien plus fort il est vrai aujourd'hui) du mouvement. Le mouvement contre la démocratie libérale serait fondamentalement autoritaire, voire fasciste. Comme si la démocratie libérale n'était pas elle-même autoritaire.

Le gouvernement s'est cru un temps au-dessus de tout soupçon, car il était censé représenter la « société civile » comme alternative à la politique politicienne d'un personnel spécialisé déconsidéré, corrompu et cumulard, mais le mouvement actuel a achevé de détruire cette image de l'existence d'une société civile, déjà supprimée réellement depuis le milieu du siècle dernier. Si la « société civile » est donnée comme « démocratique » ou « sociale » c'est par anachronisme, par détournement de l'histoire. Dans la philosophie politique classique et notamment chez Hegel (grand admirateur de la Révolution française), la société civile c'était la classe des propriétaires, la classe bourgeoise qui était

3 – Cohn-Bendit encore, en parlant de Macron : « Il n'a pas le choix, il faut qu'il reconnaisse que le problème vient aussi de lui [...] Il a trahi sa promesse, celle d'une démocratie bienveillante et participative » (*Libération* du 5 décembre).

porteuse de progrès et de puissance pour l'État-nation, car elle a vaincu la noblesse et le clergé. La société civile ce n'était pas bien sûr la classe du travail, les salariés, etc. Nous ne sommes plus dans la société bourgeoise depuis longtemps, mais cette idéologie est encore diffusée par la caste politico-médiatique.

La société capitalisée d'aujourd'hui est justement la société dans laquelle il n'existe plus de société civile, ni d'ailleurs de « société politique » et où le rapport des « masses » à l'État devient direct. En effet, il s'exprime de plus en plus en dehors des fameux corps intermédiaires dont le rôle s'efface progressivement, à l'instar de celui des syndicats. En période calme, c'est un rapport individuel à l'État qui, forcément, s'exprime plus par la récrimination que par la revendication, parce que la première traduit mieux une frustration. C'est justement ce qui change quand un mouvement de lutte prend forme. Il est d'ailleurs piquant de constater que nombre de sociologues et politologues, et bien évidemment les médias, craignent que le mouvement ne bascule vers un populisme du type de celui du Mouvement Cinq Étoiles en Italie, alors que ce dernier mouvement a été en grande partie la conséquence de l'action menée par les médias contre les partis politiques italiens, particulièrement corrompus. Médias qui ont alors reporté leurs espoirs sur le gouvernement d'experts de Renzi comme en France ils le font avec Macron. Les sergents-fourriers du fameux populisme sont ceux qui maintenant crient au loup !

De la revendication particulière à une révolte plus générale

À l'origine, le mouvement a fait apparaître des revendications qui semblaient fiscalistes, anti-tatiques telles qu'elles s'expriment parfois aux États-Unis, mais nous n'avons pas en Europe et particulièrement en France les mêmes références historiques à l'aide desquelles même l'anti-fiscalisme peut revêtir l'aspect d'une révolte populaire contre les puissants comme avant la Révolution française de 1789. Mais sa dynamique l'a porté assez loin de son origine et de façon assez nette, le mouvement s'affirme aujourd'hui

d'hui autour de revendications simples qui réintroduisent la « question sociale », même si c'est en dehors de sa référence prolétarienne : retour de l'ISF, augmentation conséquente du SMIC (de 1180 à 1300 euros nets), échelle mobile des pensions et allocations, réallocation des subventions aux grandes entreprises pour l'investissement vers les services publics de proximité dans la France rurale, etc. Conditions de vie et pouvoir d'achat sont au cœur des exigences de la révolte d'individus qu'on pourrait définir comme sans qualités, alors que les syndicats sont incapables de se positionner sur un terrain qui pourtant est censé être le leur. Même ceux qui regardent avec plus de bienveillance le mouvement (certaines sections syndicales de SUD et de la CGT) sont désorientés parce que, justement, leur nature première, syndicaliste, qu'elle soit « dure » ou réformiste, est de qualifier les individus, uniquement à partir de leur identité de travailleurs ou retraités-travailleurs, avec leur statut, leur niveau hiérarchique, sans jamais rien mettre en cause de cet ordre-là et a fortiori le travail lui-même.

C'est sur ce point que le mouvement des Gilets jaunes met le doigt, là où cela fait mal. D'une part il pose la question de la représentativité à un niveau général, c'est-à-dire à celui de tous les niveaux de pouvoir et pas simplement celui du gouvernement et de l'État, même si son hétérogénéité ne lui fait pas critiquer la petite propriété des moyens de production et encore moins l'idéologie du travail ; d'autre part, il énonce en creux, parce que c'est contradictoire, que le travail ne détermine plus tout et que la question du revenu et du pouvoir d'achat est de plus en plus déconnectée de celle du salaire. Il s'ensuit que la lutte pour le salaire n'est plus une priorité ou du moins n'est plus la voie privilégiée de la lutte. Un autre point qui met hors jeu l'action syndicale.

Le revenu étant de plus en plus global, aussi bien du côté des cotisations et dépenses contraintes que des prestations, la lutte pour le pouvoir d'achat doit elle aussi être élargie (cf. par exemple, le poids exorbitant de la TVA par rapport à l'impôt en France qui accentue le caractère inégalitaire des taxes).

Paradoxalement, le mouvement ne met pas en tête de ses griefs la Commission européenne, pourtant il ne fait pas de doute que quelque chose se joue à ce niveau. Si on retrace tout cela par rapport à notre analyse d'une restructuration en trois niveaux du capitalisme⁴, on peut dire que dans le niveau I, celui de l'hypercapitalisme du sommet, l'action de la Commission européenne visait à maintenir une concurrence entre firmes multinationales (FMN) garantie, pour elle (théorie libérale de la concurrence parfaite) d'une baisse constante des prix et, en conséquence, source d'amélioration du pouvoir d'achat sans intervention d'augmentations de salaire, qui viendraient grever la politique de l'offre des entreprises mise en place depuis les années 1980-1990⁵. Mais cette politique ne pouvait tenir que si les dépenses contraintes qui se situent au niveau II de la domination, celui du territoire national, n'augmentaient pas, or c'est pourtant ce qui s'est passé avec l'explosion des prix de l'immobilier et les taxes nouvelles, rognant les marges de réserve des salariés.

En répondant, avec beaucoup de retard, à ce qui fut la première expression de la révolte des Gilets jaunes, c'est-à-dire le volet fiscal, l'État démontre son incapacité à anticiper la dynamique interne du mouvement et à lui reconnaître sa dimension de mouvement social. En effet, si on observe la genèse des mouvements historiques de révolte, le fait est que la plupart sont partis d'une ou deux demandes précises, que le pouvoir juge anecdotiques ou peu importantes. De ce fait, il tarde à y répondre et quand il

4 – cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>

5 – Si on veut schématiser, Trente glorieuses : augmentation générale des salaires et baisse des prix ; années 1980-1990 : stagnation des salaires moyens et baisse des prix ; depuis les années 2000, les indices de prix ont été complètement faussés, d'abord par le passage à l'euro qui a créé de gros écarts entre pays européens et par l'augmentation des dépenses contraintes qui ne sont que très peu comptabilisées dans l'indice des prix. D'où des décalages importants entre statistiques, situations concrètes et ressenties. Un aspect nullement pris en compte par l'État et les « partenaires sociaux ».

prend des mesures pour apaiser la révolte, il s'aperçoit que ce n'était que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les termes utilisés sont d'ailleurs éclairants puisque Macron « entend la souffrance des Français » (il a « ses lettres » donc il a lu Christophe Dejours). C'est certes un premier pas, car aujourd'hui, dans la délégitimation qui a été produite de toute « la question sociale », au sens noble du terme du XIX^e siècle, être victime reste la seule base ou position individuelle qui donne droit à l'attention. Mais en contrepartie, cela implique de la part des supposées victimes, une position de requérants respectueux de l'État et de ses dispositifs. Or, c'est bien ce que l'État et tous ses suppôts de différentes sortes et obédiences reprochent à ce mouvement, celui de dépasser le stade du « On n'est pas content » et qu'il risque, si on n'y prend garde, de passer au « On a la haine », même si ce n'est plus la haine de classe de la « rude race païenne » dont parlait Mario Tronti⁶. Une haine qui jusque là semblait circonscrite, par le pouvoir, aux nouvelles classes dangereuses des banlieues. Le mouvement ne joue donc pas sur cette idée de victimisation, d'autant plus que les médias et la plupart des politologues le renvoient à une situation de basse classe moyenne, bien moins à plaindre que la population des banlieues ou des migrants. Certes, les Gilets jaunes décrivent parfois individuellement leur misère sociale, mais l'action collective leur donne les ressources pour dépasser les plaintes et poser des exigences qui ne sont pas non plus réductibles aux 42 revendications du cahier central de doléances qui a été présenté publiquement et dont beaucoup de Gilets jaunes ne connaissent pas le contenu. Ils ne se concentrent, à la base, dans les lieux de rassemblement, que sur quelques unes jugées non négociables.

Le retour des « lascars » de banlieue

Cette dimension de mouvement social n'a pourtant pas échappé au mouvement lycéen. Celui-ci est aujourd'hui tiré par

6 – Mario Tronti, *Nous opéraïstes*, L'éclat, 2013.

les lycéens de banlieue inversant ainsi la tendance qui existait depuis les années 2000 d'une jeunesse coupée en deux qui avaient vu sévir la « dépouille » au sein de certains cortèges et la révolte des banlieues de 2005 être quasiment ignorée par la lutte étudiante de 2006... et réciproquement. Pendant toutes ces années, ce sont souvent les établissements des centres-villes avec des lycéens relativement conscientisés qui se sont principalement mobilisés, mais sont restés isolés sur leurs objectifs propres ou des positionnements idéologiques généraux auxquels les autres lycéens restaient insensibles. Ce ne semble plus être le cas aujourd'hui où on retrouve dans le mouvement lycéen qui se manifeste depuis fin novembre, des aspects de la lutte contre le projet de loi sélectif de Devaquet en 1986, dans lequel les « lascars » des lycées professionnels avaient joué un grand rôle et du mouvement lycéen-étudiant contre le CIP en 1994 où là aussi de nombreux établissements de banlieue avaient joué un rôle et où les manifestations et affrontements avec la police avaient été massifs et récurrents, à Lyon, Nantes et Paris particulièrement. Et ces élèves des établissements de banlieue ou/et techniques de la « périphérie », sont aujourd'hui ceux qui se sentent les plus proches de la misère sociale que ressentent aussi les Gilets jaunes et aussi du plus grand mépris dans lequel ils sont tenus⁷.

Au grand dam de la plupart des enseignants, leurs élèves, certes encore minoritaires, réagissent comme les Gilets jaunes, c'est-à-dire en désobéissant, en ne disant rien de leurs intentions jusqu'au dernier moment, en ne cherchant pas à s'organiser ou à se coordonner, même si l'idée d'un rassemblement central, souvent en fin de matinée, commence à se dessiner avec éventuelle-

7 – L'image des 200 élèves d'un lycée de Mantes-la-Jolie mis à genoux (sans jeu de mots) et les mains entravées dans le dos ou sur la tête, dans leur établissement, représente un « message fort » comme le disent les gens au pouvoir quand ils parlent des signaux qu'ils envoient à la population. Gageons que pour les jeunes et moins jeunes celui-ci, sera entendu et compris. Il y a des maladroites sur le terrain qui trahissent des pratiques plus générales de domination.

ment des assemblées générales de lutte que souhaitent d'ailleurs les syndicats enseignants car, dans ce cas, ils les encadrent du fait de leur présence. Certains lycéens s'étaient bien glissés dans les « cortèges de tête » depuis les manifestations contre la loi travail, mais là il s'agit d'autre chose. Plus personne ne veut de tête. Jusqu'à quel point cela peut-il constituer une limite ? C'était déjà une caractéristique du mouvement des places et de Nuit debout, mais là cela ne correspond pas à une volonté idéologique, initiée en sous-main par les tenants de l'action horizontale, les Fakir et Lordon de service, repris par des étudiants et autres travailleurs intellectuels. Il s'agit d'une exigence générale... qui n'est pas sans risque car la nature a horreur du vide si on ne lui donne pas un contenu conséquent.

Un corps collectif en formation

Que ce soit les Gilets jaunes ou les lycéens, il y a l'expression nouvelle d'un corps collectif en construction dans la lutte ; un collectif formé par les subjectivités qu'il dégage malgré ses fragmentations objectives. Il n'est pas un néo-prolétariat et on ne peut non plus l'appeler « peuple » car ces deux référents historiques ne lui correspondent pas. C'est ce corps collectif qui peut se passer d'une convergence abstraite des luttes quand on voit par exemple de nombreux cheminots venir en simples gilets orange, sans indication de syndicat, même si parfois on entrevoit quelques gilets CGT, sur ces points de rassemblement (ce ne sont pas des piquets de grève, Ô désarroi des « de gauche » !) qui servent de camps de base aux Gilets jaunes. Et ils n'y viennent pas pour la défense d'un statut qui leur a valu de rester isolés il y en a encore quelques mois, mais pour tout autre chose, la solidarité, un sentiment partagé d'exploitation et de domination au-delà des particularités professionnelles ou générationnelles⁸.

8 – Avec l'entrée en lutte des lycéens et la forte présence des retraités sur les points de blocage, le mouvement concerne toutes les classes d'âge.

Dans ses différentes formes d'action, ses initiatives, sa spontanéité, il crée une brèche au sein de la société capitalisée, une brèche qu'il doit entretenir et élargir sans que cela soit obéré par la stratégie d'opposition frontale que lui impose l'État et les violences qui lui sont inhérentes, violences certes nécessaires pour montrer le niveau de détermination et définir un rapport de forces, mais qui ne peuvent constituer une fin en soi.

Dans l'affrontement avec la police envers laquelle aussi bien Gilets jaunes que lycéens sont divisés quant à l'attitude à avoir, c'est en fait un corps à corps qui se joue entre manifestants et les représentants de l'État sur le terrain. Deux corps qui deviennent antagoniques jusqu'à se faire peur. Ainsi, avant les manifestations du 8 décembre, les pouvoirs d'État ont diffusé partout la menace du vaste déploiement de forces policières prévu contre les manifestants et les médias ne se sont pas fait faute d'annoncer des morts certaines avec des prévisions complètement fantaisistes sur ces probabilités et en agitant la présence de blindés de l'armée qui se sont révélés être des blindés d'opérette.

Cette orchestration de la peur n'a pas empêché une détermination toujours au moins égale à celle de la semaine précédente. Et le langage du pouvoir politique et de l'État, comme celui des médias, à savoir le langage qui oppose gentils manifestants en gilets jaunes et « casseurs » cagoulés ou habillés de noir tombe particulièrement à plat. D'abord parce que n'importe qui peut mettre un gilet jaune et que tout Gilet jaune sait à sa seconde manifestation ou d'après les images de la télévision qu'il vaut mieux se protéger, se cagouler, se couvrir le visage avec un foulard ou un masque, etc., bref ressembler à un méchant. Ensuite, le recensement des personnes arrêtées et parfois déjà condamnées est sans appel : la plupart des personnes interpellées n'avaient jamais été auparavant arrêtées (c'est encore le cas pour Paris ce 8 décembre) et les jeunes interpellés devant les lycées sont tous lycéens même s'ils ne sont pas forcément interpellés devant leur établissement d'inscription.

Que faire ?

Quelques constatations

– Remarquons tout d’abord que cette demande de démocratie directe est sûrement plus formelle qu’athénienne et que les Gilets jaunes n’arrivent même pas à s’y tenir puisqu’ils invalident en fait leurs propres représentants dès qu’ils les ont nommés ou plus précisément dès que ces derniers se sont auto-désignés « représentants ». C’est que le mouvement n’est pas sur le terrain de la représentation ou du moins que ce n’est pas son objectif prioritaire puisqu’il ne veut pas négocier. Donc ce qui s’impose immédiatement c’est plus des décisions sur le quoi faire et pourquoi le faire sur les barrages ou les blocages en semaine et le week-end et cela ne passe pas par un vote, mais par une estimation du rapport de force, de sa propre détermination, etc.

– le second point s’enchaîne puisque beaucoup de militants issus de l’ultra-gauche ou du gauchisme se posent la question de savoir quelle parole communiste développer sur le terrain. C’est le même formalisme que celui de la démocratie directe qui a été le problème constant (et sans solution sur ces bases) des différentes variantes de conseillisme; problème bien concentré dans les échanges Castoriadis (Chaulieu)-Pannekoek des années 1950.

Il n’y a rien de particulier à apporter ou à introduire de l’extérieur, les Gilets jaunes et autres protagonistes lycéens et demain d’autres catégories, sont nombreux à participer pour la première fois à une expérience de lutte collective. Dans la mesure où cette dimension collective se renforce par la durée et l’extension du mouvement (rien n’est joué, mais c’est la condition) elle aura tendance à balayer les scories individualistes, corporatistes, identitaires, récriminatoires qui participent de refoulés ressentis dans l’individualisation des conditions de vie qui poussent à chercher des boucs émissaires. Mais cela ne veut pas dire qu’on doit garder sa langue dans sa poche.

Prenons, un exemple. Figure souvent sur les barrages ou sur des banderoles l’allusion au « peuple français ». Il semble évident

que dans ce cas, il faut essayer d'en comprendre le sens. L'appel au peuple français n'est pas forcément un référent identitaire. On peut très bien le comprendre comme une remise en cause d'un processus de représentation imposé par les élites politiques et cautionné par les médias, qui leur fait dire que toute contestation d'un pouvoir issu des urnes se produisant dans la rue serait anti-républicaine (Joffrin dans les éditoriaux du journal *Libération* et Fottorino dans le journal *le Monde*). C'est une interprétation particulièrement restrictive de la République et en tout cas pas celle que prônaient les révolutionnaires de l'an III dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen⁹.

Mais en appeler au peuple français c'est aussi ne pas supporter le fait qu'au 2^e tour Macron fût en fait élu par une minorité des électeurs (43,6% du corps électoral; abstentions, nuls et blancs représentant 34%; Le Pen 22,4%). La formulation « peuple français » peut se référer à cette réalité électorale tronquée. Mais surtout et au-delà de cela, en quoi le « nous sommes le peuple français » supposerait-il implicitement l'exclusion des immigrés de différentes générations, alors que la France est une terre historique de migration politique et économique. Et pourquoi *La Marseillaise*, qui nous a fait si souvent grincer des dents, tant elle a servi les différentes formes de domination de la bourgeoisie, ne redeviendrait-elle pas un chant révolutionnaire, puisqu'à l'origine elle a été chantée aussi bien par les petits-bourgeois jacobins que par les « bras nus » de 1793, que des versions ont été réécrites et détournées par les anarchistes historiques, comme plus récemment par Gainsbourg (en réponse aux anciens parachutistes ou légionnaires qui voulaient se l'approprié) ? Certes, le mouvement

9 – « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (article 35). Ce droit n'existait pas dans la première déclaration de 1789 et il sera supprimé en 1795 marquant le triomphe de la bourgeoisie.

n'en est pas encore là, mais « le sang impur » des nobles¹⁰ de l'époque n'est-il pas remplacé par celui des riches, dans la sombre colère qui se développe aujourd'hui ?

– le troisième point porte sur la violence et ça concerne aussi les lycéens qui la subissent surtout depuis plus d'une semaine. Ce n'est pas une question qui doit être traitée abstraitement. D'abord il faut partir de la réalité qui est que la violence est celle du capital et qu'elle s'exerce tous les jours (exploitation, chômage, accidents du travail, misère, etc.), que c'est toujours le pouvoir qui impose son niveau de violence, le mouvement n'imposant que sa détermination. Par exemple, le fait que le mouvement ne respecte pas la déclaration officielle de manifester, et n'annonce pas ou ne respecte pas de trajet prévu à l'avance, n'est pas en soi une violence contrairement à ce que dit Goupil. Face à cette détermination, l'État ne peut que céder ou répondre par la violence. Ce qu'il fait puisque la répression est féroce avec l'usage de certaines armes qui ne sont utilisées que dans ce pays, en Europe du moins. Qu'il y ait ensuite des « dérapages » ne doit pas dicter la conduite du mouvement sous prétexte que cela le décrédibiliserait, mais il ne doit pas non plus se fixer sur ces grandes manifestations de grandes villes, l'impasse de la « montée » systématique à Paris se faisant jour au fur et à mesure des échecs à prendre une nouvelle Bastille ou un palais d'Hiver. Maintenir et multiplier la pression dans tout le pays pour que la police, requise partout, ne soit en fait presque nulle part est une stratégie déjà plus efficace. On a pu le constater lors de la journée du 8 décembre, mais cela ne règle pas tout. Tout ne se joue pas là, ni d'ailleurs dans le blocage des flux et des nœuds de connexion. Dans le procès de capitalisation, production et circulation ont tendance à être « totalisées », alors il faut aussi que cela soit effectif dans les luttes. Les

10 – Contrairement à toutes les interprétations anti-historiques post-modernes et décoloniales, ce « sang impur » n'a jamais été celui des « non-blancs ».

cheminots battus il y a quelques mois dans leur grève, mais présents sur les ronds-points ont peut-être quelques idées à nous soumettre...

Temps critiques, le 10 décembre 2018

LES MANIFESTATIONS LYCÉENNES OU LE DIFFICILE ALLIAGE

L'EXEMPLE DU 14 DÉCEMBRE 2018

Au rendez-vous habituel des lycéens de la Presqu'île à Ampère-Bourse dès 8 h du matin, environ 300 personnes : tension immédiate, jet de projectiles divers contre grenades lacrymos en nombre. Atmosphère difficilement respirable d'Hôtel de Ville aux Cordeliers. Certains manifestants se réfugient dans des magasins comme le petit Auchan. Un blessé aux côtes par une grenade (de grosses capsules grises au lieu des noires habituelles). Nous reculons par la rue Neuve jusque vers Saint-Nizier. La police nous poursuit. Nous sommes encerclés à la hauteur de la rue des Farges, mais la police laisse un passage pour rejoindre la rue de la République ; la manifestation se disperse alors et une partie passe par le pont Morand avec blocage momentané du quai Général-Sarail. Deux minutes plus tard, une dizaine de camionnettes des forces de l'ordre traversent aussi le pont et libèrent leurs policiers. Nous ne sommes plus que 150 environ. Certains manifestants descendent sur le bas port pour ne pas être nassés.

À partir de là la dispersion est plus importante, il ne reste que quelques petits groupes. Les « bacqueux » interviennent, matraques au vent, et courent tous les lycéens en train de courir, ignorant ceux qui restent de côté. Un groupe est contrôlé, mais parmi ceux qui ont réussi à échapper au contrôle, un lycéen subit une balayette et est arrêté. Il sera libéré le soir.

Un petit groupe franchit alors à nouveau le pont Morand et ce sont les CRS cette fois qui les poursuivent en courant. C'est là qu'un des lycéens, de Saint-Exupéry, apparemment ciblé par la police, est rattrapé et subit une balayette, est projeté au sol avant d'être arrêté. Tout cela se passe entre 9 h et 10 h. Il doit passer en comparution immédiate demain matin pour caillassage.

Le reste des manifestants se regroupe vers le lycée Édouard Herriot, une grosse centaine de lycéens décide de rejoindre la manifestation de 11 h 30 à Jean-Macé, par petits groupes pour éviter toute nouvelle arrestation.

Au départ, presque personne quand nous arrivons vers 11 h. La manifestation va faire ensuite le plein, mais petit à petit. Elle démarre avec trois quarts d'heure de retard. Une certaine confusion au départ quand des jeunes (lycéens ou étudiants) empruntent des drapeaux à une CGT apparemment toute contente de son succès. Mais elle déchanté rapidement quand elle s'aperçoit que les jeunes enlèvent les drapeaux pour ne garder que les piques. Le service d'ordre de la CGT intervient alors et récupère sans incident apparent les fameuses piques.

La manifestation plan-plan habituelle peut commencer, même si nous nous sommes regroupés plutôt en tête de la manifestation, sans pour cela faire véritablement « cortège de tête ».

L.

Ce qui est exaspérant dans ces manifestations syndicales, en plus du contenu des slogans, c'est le fait d'empêcher tout rythme de la manifestation, de casser toute intensité, toute volonté de confrontation, de ralentir alors qu'il faudrait accélérer; de se complaire dans la mollesse et le contentement de soi. C'est en revanche le point commun des Gilets jaunes et des lycéens de vouloir au contraire toujours accélérer y compris sans attendre ceux qui sont en retard (qu'ils se débrouillent, qu'ils mènent des actions ailleurs, car il ne s'agit jamais de faire nombre ou masse), alors que les syndicats espèrent toujours que le retard grossira les rangs. Pour GJ et lycéens, c'est en quelque sorte une course de vitesse qui est menée contre les forces de l'ordre, les médias, les habitudes.

J. et L.

LIBERTAIRES ET ULTRA-GAUCHE DANS LA TOURMENTE

RÉUNION À LA LIBRAIRIE LA GRYPPE¹

Une centaine de présents. En fait c'était tellement bondé que les personnes qui restaient dans le couloir sont reparties.

Au début, une personne de *La Gryffe* a expliqué la position de la librairie : être à l'origine de la discussion, mais pas du tout de ce qui pouvait en sortir du point de vue d'une prise de position claire et *a fortiori* d'une action commune décidée puisqu'elle n'a pas vocation à être un groupe politique. Puis un autre membre du collectif de la librairie a expliqué pourquoi il lui semblait essentiel de se mêler à un mouvement qui, quels que soient ses positionnements idéologiques, appliquait un certain nombre de principes libertaires : l'absence revendiquée de délégation, la libre parole, l'auto-organisation. Des personnes de l'assistance sont alors intervenues pour dire qu'elles avaient déjà une expérience du mouvement et qu'il s'agissait d'en rendre compte plutôt que de parler dans l'abstrait d'un mouvement déjà catalogué (défavorablement la plupart du temps) pour des raisons idéologiques. En effet, plusieurs personnes présentes dans la salle avaient participé aux manifestations précédentes ou étaient allées sur les ronds-points et par exemple à Feyzin où la veille, dans la nuit s'étaient retrouvés presque une petite dizaine de camarades par trois voies distinctes. D'autres personnes ont fait état de la situation dans leurs propres « campagnes ». Donc, dans un premier temps, une bonne heure, les participants à la réunion qui sont intervenus penchaient très nettement en faveur d'une action commune avec les Gilets jaunes, bref ils exprimaient une volonté de se mêler à un mouvement qui nous dépasse, mais dont nous ne devons pas

1 – Lyon le 7 décembre 2018.

nous tenir à l'écart. Tout d'abord parce qu'il existe et ensuite, parce qu'il nous donne un exemple d'action exemplaire, chose que nous avons été bien incapables d'initier/produire depuis de très nombreuses années. Il y aurait donc quelque chose à apprendre de lui.

Et puis, petit à petit, quelques voix se sont fait entendre, qui pour dire que tout cela sentait le « mouvement cinq étoiles » et que si ce n'était pas encore ça on y allait tout droit ; que des militants italiens y avaient cru au départ et qu'on voyait maintenant ce que c'était devenu ; qui, de manière plus insidieuse, ont fait valoir que les valeurs des GJ (exemple, article 42 de leur plateforme) n'étaient pas « nos » valeurs et que, même en admettant qu'on participe au mouvement, et en l'occurrence à la manifestation du lendemain, il n'était pas question d'être à la remorque du mouvement et il fallait donc porter nos propres valeurs tout en apportant au mouvement un certain appui logistique lié à notre expérience militante de confrontation avec la police !!! Personne n'a relevé, mais enfin...

Cela a continué pendant une bonne heure pendant laquelle toutes les personnes étant intervenues dans la première partie ont été remplacées par d'autres qui ont continué à activer un identitarisme libertaire, digne pendant et concurrent de celui des identitaires d'extrême-droite. Il en découlait donc qu'il ne faudrait pas aller dans la manifestation pour se mêler aux autres, mais pour se retrouver entre semblables, sur des bases affinitaires finalement. Un premier camarade est alors intervenu pour fustiger la position d'individus qui jugent un mouvement du haut d'un révolutionnarisme affiché (« l'essence révolutionnaire » de l'individu anarchiste ou libertaire) dont on peut douter de la légitimité, vu le peu de faits d'armes accomplis par ces mêmes personnes dans leur très court cursus politique ; l'autre pour dire qu'après trois heures de discussion pendant lesquelles on avait insisté sur l'ouverture que représentait ce mouvement, aussi bien du point de vue de ses formes, que de la facilité qu'il y avait à discuter avec ses membres et donc de la possibilité de frotter nos idées au contact de la réalité

des rapports sociaux, tout un tas de militants en revenait à un « Eux et nous » navrant.

Chassez le naturel, il revient au galop !

JW

Dans les faits, nous nous sommes bien fondus dans la manifestation le lendemain 8 (cf. le compte-rendu de la journée page 71) et nous ne nous sommes pas perdus ou plus exactement, pendant plusieurs heures nous avons perdus et retrouvés des camarades et amis, tout cela entrecoupé de discussions avec des GJ et de confrontations avec les forces de l'ordre.

L'ENVIE DE RÉVOLUTION FRANÇAISE DES GILETS JAUNES

Dès les premières occupations des ronds-points, des péages d'autoroute, des zones commerciales, lors des manifestations dans les rues et sur les places, les emblèmes de la Révolution française sont présents et mis en avant par les Gilets jaunes. Drapeaux tricolores, bonnets phrygiens, guillotines et chants de la Marseillaise donnent le ton et rythment les diverses formes de lutte. Dans les réunions et sur les réseaux sociaux circulent mots d'ordre stratégiques et modes d'actions politiques qui, pour la plupart, font référence aux moments forts de la Révolution française : cahiers de doléances, destitution¹ du président-monarque, assemblées citoyennes, abolition des corps intermédiaires, démocratie directe, fin de l'injustice fiscale, contrôle des élus et baisse de leurs rémunérations, appel à former un pouvoir constituant, union des patriotes pour la défense de la nation, etc.

Cette référence a été maintes fois constatée, décrite et commentée. Mais le plus souvent elle l'a été comme une référence symbolique plus que réelle ; comme une nostalgie ; au mieux comme une impulsion politique donnée à la lutte. Or, deux questions décisives se posent dans le rapport des Gilets jaunes à la Révolution française et elles n'ont que rarement été envisagées :

1 – Le slogan « Macron démission » est à entendre comme « Macron destitution » davantage que « Macron, va-t'en, tu as failli ». Destitution, c'est-à-dire affirmation d'un pouvoir potentiellement constituant, contestation de la prépotence parlementaire, abolition de la représentation suprême que constitue l'élection d'un président de la République. En cela, le mouvement des Gilets jaunes touche aux fondements de l'ordre étatico-républicain, selon eux illégitime, car aux mains des puissances financières mondiales et des grands Groupes mondiaux comme les GAFA.

1 – Au-delà des déterminations historiques propres à la Révolution française, quelle est la valeur qui est revendiquée comme commune entre ces deux moments ? Nous posons que c'est la valeur d'universalité qui est au cœur de ces deux moments ; une aspiration vers l'universalité de la communauté humaine.

2 – La seconde question est encore plus rarement évoquée à propos de cette envie de Révolution française de la part des Gilets jaunes. Pourquoi la Révolution française est-elle la seule et unique référence à des révolutions du passé ? Pourquoi les révolutions ouvrières, prolétariennes, « communistes » des XIX^e et XX^e siècles sont-elles des références quasiment impossibles pour le mouvement des Gilets jaunes ?

L'universalité du commun des « cabanes »

Si l'on considère les trois premiers mois d'existence du mouvement des Gilets jaunes, le moment où la dimension d'universalité de la communauté humaine s'est manifestée avec le plus d'intensité fut celui de l'occupation des ronds-points. Bien que de manière moins explicite, cette aspiration s'est aussi exprimée dans le contrôle des péages d'autoroute et dans les interventions aux supermarchés.

Que l'initiative de la lutte sur les ronds-points ait été concertée dans les réseaux sociaux ne prive en rien le mouvement des Gilets jaunes de cette solidarité humaine qui fait sa force. Dans l'espace limité, mais stratégique, des ronds-points, dans cette communauté vécue dans les rudimentaires « cabanes » construites là, ont puissamment surgi libération de la parole de citoyens toujours ignorés, souvent méprisés et action déterminée pour la faire entendre.

Leurs gilets endossés, des femmes et des hommes, se sont organisés pour bloquer ou filtrer le trafic routier et, ce faisant, ils ont partagé les conditions de leurs vies précarisées, injustement taxées, invisibles pour le pouvoir d'État et ses réseaux.

Dans ces échanges sur le dur vécu quotidien, mais aussi sur les possibles d'une autre société et d'une autre vie ; dans ces repas

partagés ; dans l'accueil des passants solidaires ou la défense à l'égard d'automobilistes hostiles, s'est concrètement affirmée une aspiration universelle à la communauté humaine. Rien d'autre que cette aspiration à une « République du genre humain » proclamée par Anacharsis Cloots, athée prussien se disant « orateur du genre humain », fait citoyen d'honneur par les révolutionnaires girondins en 1792 puis envoyé à la guillotine en 1794 par le jacobin théiste Robespierre non sans l'avoir fait auparavant exclure de la Convention car « étranger à la nation ».

Les impasses assembléistes et parlementaristes

Le mouvement des Gilets jaunes se généralisant, la prise de décision collective sur l'organisation de la lutte devient vite un impératif crucial, une nécessité politique qui n'est pas sans engendrer des tensions internes. Comment discuter sur la poursuite de la lutte ? Comment coordonner les diverses propositions ? Par quels moyens de communication : réseaux sociaux, assemblées locales, développement de « médias jaunes » ?

Certains observateurs – notamment des politologues choisis comme « experts » par les médias – ont écrit que le recueil et le traitement des propositions d'actions et la hiérarchisation des objectifs politiques à poursuivre se faisaient dans l'opacité ; dans une absence de délibération et de débats contradictoires.

En ce qui concerne l'opacité, la critique est peu recevable lorsque d'évidence, le compte-rendu des discussions d'une assemblée ou les résultats d'une consultation par internet sont immédiatement disponibles sur les diverses plateformes du mouvement.

La critique sur l'absence ou l'insuffisance de délibérations dans l'élaboration d'une décision appelle une analyse plus approfondie. Cette critique a, par exemple, été portée par une historienne, Sophie Wahnich dans un article de *Libération*².

2 – cf. *Libération*, 30 janvier 2019 : « Un peuple constamment délibérant : la belle issue » https://www.liberation.fr/debats/2019/01/30/un-peuple-constamment-deliberant-la-belle-issue_1706435

L'auteur prend pour point de départ la déclaration de Saint-Just sur la régulation de la colère du peuple par la délibération et le débat contradictoire. Seule la libre parole de chacun qui confronte ses idées à celles des autres permet d'aboutir à une « intelligence collective nécessaire à une refondation de lois justes ». Mais S. Wahnich ajoute immédiatement la condition absolue posée par Saint-Just pour garantir la délibération supposée « apaisante » : la Garde nationale veille. Si des individus ou des groupes troublent la délibération ou s'y opposent, ils seront arrêtés par la Garde nationale !

Autrement dit, derrière la rhétorique jacobine, nous sommes bien là en présence du modèle parlementaire traditionnel dans lequel une assemblée de représentants discute au nom du peuple... de son bonheur. La force policière de l'État-nation définit et administre le débat national baptisé aujourd'hui « Le Grand Débat ».

L'exemple de la Révolution française pris par S. Wahnich comme étalon politique de la délibération et comme autorité historique tourne court.

Pendant la Révolution française, les délibérations à l'Assemblée constituante puis à celles de la Convention furent contrôlées par les bourgeois, qu'il s'agisse des républicains girondins puis jacobins. Dans les clubs et les sections locales, le contrôle de la parole politique était aux mains de la classe révolutionnaire, celle qui parachevait son triomphe contre la royauté : la bourgeoisie.

Ainsi, les Enragés et les Hébertistes furent exclus de la délibération par la terrible répression conduite par le despotisme des Jacobins. Le modèle républicain de la délibération politique était encadré, limité, orienté par les vainqueurs de l'exercice du pouvoir d'État.

Le recours à la délibération comme moyen de régulation des antagonismes sociaux a fonctionné seulement au profit des intérêts politiques et économiques de la bourgeoisie triomphante. L'institution de la délibération dans les sections, les clubs et les

partis comme dans les assemblées n'a été contestée que par des mouvements extérieurs à l'ordre républicain institué : les émeutes populaires contre le libre prix des farines, contre l'absence de taxation des produits de première nécessité, contre la loi Le Chapelier qui interdisait toute association des ouvriers ; un ordre contesté aussi par les insurrections des Fédérés, le soulèvement des Vendéens, la révolte des « femmes révolutionnaires³ » et des Sans-culottes, etc.

La pratique des Gilets jaunes en matière de prise de décisions collectives s'écarte visiblement du modèle assembléiste et parlementariste. Elle relève davantage des mouvements qui se sont opposés au pouvoir dirigiste de la bourgeoisie. Mieux que le compromis « démocratie directe » c'est « action directe » qui pourrait être le terme le plus approprié pour qualifier cette orientation.

À travers les réseaux sociaux comme par le biais des assemblées (deux modes d'organisation politique non contradictoires), le mouvement des Gilets jaunes est parvenu à conduire son action dans une certaine unité. Malgré la mise au-devant de la scène d'individus désignés Gilets jaunes par les médias et le ministère de l'Intérieur, le mouvement a tiré sa force du plus inédit de ses mots d'ordre : pas de représentants, pas de délégués, pas de porte-parole. Une simple reconnaissance unifiante : le jaune.

La conscience immédiate d'un en-commun à venir constitue la principale voie empruntée par la parole collective des Gilets jaunes ; une conscience générique devenue parole offensive et chargée de potentialités humaines.

3 – La comédienne Claire Lacombe, cofondatrice de la Société des républicaines révolutionnaires, conduit un bataillon de Fédérés à l'assaut des Tuileries. En 1794, proche des Enragés, elle est emprisonnée sur ordre du Comité de Salut public pour désordre en réunion.

Une seule et unique référence révolutionnaire : la Révolution française.

Nous l'avons fait observer : le mouvement des Gilets jaunes n'est pas une lutte liée au travail, à la sphère du travail et donc pas davantage à celle de l'ancienne lutte des classes⁴. Elle se situe dans l'univers du mode de vie, du pouvoir d'achat, du combat quotidien contre la survie. Sa composition sociale a été longuement commentée (et par beaucoup de gens déplorée !) : artisans, commerçants, professionnels des services et de la santé, métiers des transports et de la circulation économique, employés intermittents du secteur privé, salariés précarisés, agriculteurs, retraités, etc.

Les « salariés garantis » du secteur privé et leurs syndicats, les cadres de la fonction publique, les enseignants, les intellectuels, artistes et chercheurs, les cadres des grandes villes, les milieux des médias, les élus politiques et syndicaux, les cadres intermédiaires, etc. ont dès le début du mouvement exprimé de fortes réserves et souvent de la répulsion envers les Gilets jaunes.

Dans les conditions économiques, sociales, politiques et historiques présentes, il était et il reste impossible aux Gilets jaunes de se mettre en continuité avec le mouvement ouvrier historique. Pourquoi ? D'abord à cause de ses échecs historiques : vaincu par les despotismes stalinien et national-socialiste, rallié aux divers nationalismes, intégré dans les étatismes sociaux-démocrates, consentant aux libéralismes.

Ensuite et surtout parce que la dynamique du capital a rendu inessentielle la force de travail dans son processus de valorisation et plus généralement a englobé tous les rapports de production dans les processus globaux de la puissance. Avec les décomposi-

4 – Les sectes marxistes n'ont pas manqué de hurler à « l'interclassisme », ce mal absolu à leurs yeux d'antiquaires. Nous avons déjà analysé en quoi cette notion n'a aucune portée politique pour comprendre le mouvement des Gilets jaunes. Cf. page 13 « Sur le mouvement des Gilets jaunes ».

tions/recompositions économiques en partie engendrées par les échecs des mouvements de refus de l'ordre existant à la fin des années soixante, c'est la reproduction de tous les rapports sociaux qui constitue l'enjeu politique central. Depuis trente ans, nous avons analysé⁵ ces bouleversements historiques qui ont aussi une dimension anthropologique.

Spontanément, la référence à la Révolution française a constitué pour les Gilets jaunes l'unique référence historique, car seule elle est porteuse de la mémoire collective d'un bouleversement social et politique auquel ils peuvent s'identifier.

Cette identification n'est pas seulement symbolique puisqu'on peut mettre en évidence quelques analogies entre ces deux moments politiques : révolte anti-fiscale, détestation du pouvoir d'en haut et colère contre ses principales figures ; exigence de justice sociale et d'égalité réelle ; manifestations dans les beaux-quartiers et dans les lieux du pouvoir, etc. Mais le jeu des analogies se révèle vite assez vain, car le cycle historique de domination de la classe bourgeoise et de ses valeurs commencé avec force par la Révolution française s'est achevé avec l'échec mondial des derniers assauts prolétariens de la fin des années soixante du xx^e siècle.

Le cycle des révolutions qui ont parcouru la modernité est épuisé. Nous sommes dans une autre époque, celle de la société capitalisée⁶. Une époque, certes, toujours historique ; une époque dans laquelle de nombreux hommes cherchent des voies de sortie du cercle funeste de la capitalisation de leurs activités et de la dévastation planétaire de la nature.

7 février 2019

5 – cf. Le site de Temps critiques où sont disponibles tous les écrits de la revue <http://tempscritiques.free.fr/>

6 – Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein (dir.), *La société capitalisée. Anthologie IV de Temps critiques*, Paris, L'Harmattan, 2014 : http://tempscritiques.free.fr/spip.php?page=ouvrage&id_ouvrage=13

LE 29 DÉCEMBRE 2018 AUX ALENTOURS DE MONTAUBAN

À quelques-uns nous sommes arrivés vers 14 h du fin fond de notre cambrousse tarn-et-garonnaise.

Le rassemblement se met juste en marche. Cette fois-ci nous allons non pas directement vers le rond-point d'Aussonne, mais vers les rues piétonnes et commerçantes du centre. Nous sommes moins nombreux que les samedis précédents. Mais tout le monde s'accorde à dire que nombreux sont les absents qui ont promis de revenir début janvier aux rassemblements du samedi et sur le rond-point.

Première halte à la préfecture avec quelques prises de paroles inaudibles au mini-mégaphone.

Quelques drapeaux rouge-blanc-bleu et la Marseillaise qui se chante aussi de-ci, de-là.

Il y a aussi une minute, non pas de silence, mais d'applaudissements à la mémoire des Gilets jaunes morts au cours de ces dernières semaines.

On reprend la marche et on s'arrête devant le commissariat, la porte y est ouverte et certains y hurlent la Marseillaise le poing levé dans le couloir d'entrée pendant que d'autres seraient allés porter plainte contre Macron et d'autres encore réclamer la libération de Gilets jaunes qui ont été arrêtés les jours précédents sur Montauban. Nous sommes plus loin, ça discute à bâtons rompus...

Ensuite, on redémarre vers la place des Fontaines d'où nous étions partis plus tôt.

Là, on laisse les personnes qui ne peuvent rejoindre à pied le rond-point d'Aussonne et nous continuons la marche au travers de la ville puis nous nous engageons dans la zone industrielle et commerciale. La circulation est bloquée, nous marchons lentement, les gendarmes à motos ouvrant et fermant le pas. Trois quarts d'heure plus tard, nous arrivons au rond-point

d'Aussonne que longe l'autoroute A20. Là nous retrouvons beaucoup de monde, l'ambiance est joyeuse, ça grouille de partout, plein de vie, de discussions, de sourires, de feux de palettes, de traces de gomme brûlées, le rond-point est investi, les voitures sont pour ainsi dire presque à l'arrêt tout autour.

L'autoroute est rapidement bloquée. Pneus et autres objets sont placés en travers des deux voies. Ce qui fait plaisir aujourd'hui c'est que ce sont les camions qui sont directement visés. « Faut bloquer la marchandise ! » Voilà ce que j'ai pu entendre à plusieurs reprises et c'est nouveau... Les camions sont donc bloqués pendant plus de trois heures. Ils sont moins nombreux qu'il y a deux semaines où il y avait plusieurs kilomètres de camions bloqués. Après plus de deux heures, l'autoroute a dû être fermée, car il n'y a plus ni nouveaux camions ni voitures qui arrivent, ni du sud de Montauban ni de Caussade...

Au centre du rond-point, ça discute malgré le froid. On nous offre un bol d'une très bonne soupe aux légumes, bien venue, suivi de raviolis « faits maison », succulents, on se jette un canon et ça discute encore...

De très belles rencontres, de longs coups de gueule, des témoignages poignants, des vies qui se racontent en toute simplicité, le bonheur de les partager, palettes en feu, saucisses grillées, le groupe électrogène qui gueule lui aussi, tables et canapés sous les étoiles – les flics ont brûlé les cabanes « Élysée I » et « Élysée II » –, et toujours ces sourires...

Nous repartons dans la soirée vers la campagne.

Chargés de nouvelles et belles énergies, nous avons vécu ici en quelques heures de vrais et beaux moments...

DU BON USAGE DU HARCÈLEMENT

Sans le moins du monde connaître les stratégies de l'art de la guerre, les Gilets jaunes mènent une guérilla, certes de basse intensité, contre L'État, ses institutions et plus généralement tous les pouvoirs établis, au grand patronat en passant par les banques. Par delà les pics de violence (surtout certains samedis) qui la ponctue, c'est la tactique du harcèlement contre toutes les formes de pouvoir qui la caractérise pendant la semaine, en empruntant des voies plus souterraines, moins visibles médiatiquement et en procédant à des actions coup de poing. Le mouvement des Gilets jaunes est simultanément soulèvement et passage à l'acte, intervention déterminée.

Cette guérilla se décline selon plusieurs axes :

– une dimension politique réduite à son plus commun dénominateur (« Macron démission ! »), mais qui englobe dans son opprobre l'ensemble des professionnels de la politique et ne s'en laisse pas compter par les idéologies qui d'habitude guident les mouvements sociaux. « Tous Gilets jaunes » est en ce sens la version actualisée du « Tous ensemble » de 1995 dans les conditions nouvelles de la domination.

– une dimension stratégique dans la mesure où le mouvement est à la fois le produit et la réaction contre la nouvelle organisation spatiale du capital et ses logiques de séparation (métropoles/périphéries ; lieux de travail/lieu d'habitation) et de déterritorialisation (autoroutes, grands travaux, fermeture des commerces et services de proximité).

– une dimension tactique de blocage des flux qui sont aujourd'hui plus le nerf de la guerre, parce que plus concentrés, que des lieux de production plus éclatés. L'occupation des ronds-points, des péages et des plateformes de la grande distribution ou de l'e-commerce correspond à une prise de conscience de la fai-

blesse de la logistique capitaliste, à partir du moment où on intervient sur ses nœuds de réseau. Très rapidement, le fait de se rendre visible par ce type d'action (avec le gilet jaune) et de tisser des liens dans l'action et l'occupation, va être complété par le fait de transformer ces nœuds en des sortes de camps de base (les « cabanes »), à la fois lieux de vie et lieux de combat (le début de la « campagne » Gilets jaunes).

– une dimension symbolique avec la « montée » sur Paris qui est à prendre au sens propre et non pas au sens géographique du terme, avec l'idée non pas de s'approprier les lieux du pouvoir central (les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, le rond-point de l'Étoile) comme les Sans-culottes avec la prise de la Bastille, mais de les vider de leur fonction de quartiers réservés, de les rendre à tout le monde et éventuellement de les dévaster, comme la Commune les dévasta aussi en son temps. De ce fait les Gilets jaunes s'arrogent un droit réel de libre circulation et de manifestation qui ne peut que se heurter violemment à l'État, puisque ce dernier ne les considère que comme des droits formels soumis à limitation (déclaration, trajets, encadrement). Par sa simple détermination, le mouvement lui conteste son monopole de la violence légitime... tout en se déclarant et en assumant son côté pacifique, ce que l'on peut considérer finalement comme une victoire partielle du mouvement. Sur le terrain, cela se manifeste par l'impossibilité pratique qu'ont les forces de l'ordre de véritablement disperser des manifestations qui se reforment toujours plus tard, plus loin, et font preuve d'une grande mobilité, entrecoupées de moments où des électrons libres viennent « piquer » les forces de l'ordre avant de se retirer à la vitesse de l'éclair. Des forces de l'ordre immobilisées dans leurs tenues de Robocop, réduites aux gazages et flash-balls ou aux passages imparfaits, à partir du moment où les Gilets jaunes quittent et renfilent alternativement leurs gilets jaunes, se fondant « en civil » dans la foule puis réapparaissant « en tenue ».

En montrant en acte que la légalité peut ne pas être légitime (cf. la référence à l'article 35 de la Constitution, jamais appliquée,

de l'An III) et donc qu'inversement l'illégalité peut être légitime, les Gilets jaunes inversent le rapport normatif entre Droit et Justice de tous les ordres en place, à savoir la primauté du premier par rapport au second. Tout est alors possible... si cela rentre dans toutes les têtes puis est suivi d'une mise en pratique.

le 5 avril 2019

L'EXEMPLE DE LA MANIFESTATION DU 8 DÉCEMBRE À LYON

Manifestation pour le climat le matin, très fournie. Des Gilets jaunes, puisqu'ils ont été invités, mais pas en très grand nombre, car ils mènent conjointement des actions dans la ville.

À 12 h les forces de l'ordre empêchent le passage sur la Presqu'île où doit se tenir la manifestation des Gilets jaunes. Les organisations écologistes et vertes jouent leur rôle en donnant la consigne de se répandre sur le bas-port comme pour un pique-nique, d'autant que la manifestation de Bellecour est dite interdite, mais progressivement une part non négligeable des 7 à 8000 manifestants pour le climat va emprunter les autres ponts que celui de la Guillotière qui est bloqué. À 14 h, la foule grossit ; il arrive aussi des Gilets jaunes de tous les côtés. La manifestation part rue de la République au milieu des touristes de la Fête des Lumières.

La foule grossit, peut-être 5000 personnes et se dirige vers l'Hôtel de Ville par la rue de la République. Elle bifurque et en passant par les Terreaux rejoint les quais de Saône, puis les Gilets jaunes poussent à un passage sur l'autre rive du Rhône. Pour certains l'objectif est la préfecture.

Mauvais choix tactique parce que nous nous trouvons en plein après-midi à découvert dans un *no man's land* où il n'y a personne, à part nous. On ne peut passer et ce sont les premiers gazages. Nous repassons sur la Presqu'île, Bellecour puis à nouveau l'Hôtel de Ville. Cette fois la tension monte et très rapidement les portes en fer de la mairie cèdent sous les coups et s'ouvrent. La police riposte et referme les portes. Une cinquantaine de Gilets jaunes se mettent alors en position « lycéens de Mantes-la-Jolie », mais riposte immédiate et disproportionnée, ils sont gazés.

Nous reculons et retournons direction Bellecour où un jeu du chat et de la souris commence entre la police et nous. Des unités

mobiles sont en place et les gendarmes mobiles se positionnent en haut de la place Louis-Pradel. Nous refluons sur Bellecour sous les gaz. Touristes et personnes âgées dégustent et on les aiguille dans les petites rues, mais nous sommes moins nombreux et on remonte sur Bellecour qu'on occupe à nouveau. Nouveaux gazages. Des Gilets jaunes jouent avec des installations de la fête des Lumières et tout à coup la décision est prise, on ne sait par qui, mais appliquée par la police, d'éteindre toutes les lumières de la place et de l'interdire au public.

Chose essayée, mais impossible à tenir, nous la réinvestissons ainsi que le coin du métro à côté du MacDo. De plus en plus de lascars nous ont rejoints. Ils ne pillent rien, mais provoquent un peu comme par jeu. La police riposte maladroitement en repoussant à l'aide de boucliers deux femmes qui manifestaient. La tension monte, les premiers jets de bouteilles ou autres commencent et la police lance grenade sur grenade pour dégager l'espace, nous nous replions à grand-peine le long de la rue de la République en direction de la place des Jacobins. Toutes les barrières de triage de la fête des Lumières sont descendues, ou installées en obstacle pour empêcher l'avancée des forces de l'ordre. Mais soudain, il est 18 h 30, elles attaquent par leurs unités mobiles. Quelques arrestations. De fait nous nous disloquons.

Mais ce n'est pas un échec, il y a eu un grand nombre de personnes de la manifestation pour le climat qui ont rejoint la manifestation Gilets jaunes, ainsi que pas mal de gens qui jusque-là restaient méfiants par rapport au mouvement. Beaucoup de discussions, mais toujours aussi peu d'organisation. De mémoire de lyonnais, c'est la première fois que la Fête des Lumières a été troublée de cette façon. Même en décembre 68, quand nous avions décidé de troubler le caractère religieux de la fête et avions cru, dans le sillage de Mai, que la chose serait facile, nous avons lamentablement échoué devant la masse des forces de police déployée et la stupeur des promeneurs de la fête qui nous prenaient pour des zombis alors que là ce n'était pas du tout le cas. Tout le monde était au courant même si tous n'étaient pas d'accord.

UNE TENUE JAUNE QUI FAIT COMMUNAUTÉ

Le mouvement des Gilets jaunes semble confirmer une rupture du fil historique des luttes de classes. Elle avait déjà été amorcée mondialement par les printemps arabes, le mouvement *Occupy* et les mouvements des Places qui tous avaient placé en tête des mobilisations des revendications ou des demandes touchant les libertés, l'égalité, les conditions de vie en général ; l'emploi plus que les conditions de travail. C'est aussi pour cela que ces mouvements s'adressaient bien plus à l'État qu'au patronat, dans la mesure où le processus de globalisation/totalisation du capital conduit les États à gérer la reproduction du rapport social au niveau territorial, mais en restant dépendant des exigences de la globalisation.

En France, la force de résilience du mouvement ouvrier traditionnel avait encore maintenu cette idée de lutte de la classe du travail contre le capital. Au printemps 2016, la lutte contre la réforme du droit du travail et des statuts poursuivait encore sur la voie « la classe ouvrière avant tout » sans obtenir de résultats tangibles. Quelques années auparavant, les regains de mobilisation engendrés par le mouvement des Places n'avaient pas permis un rebond effectif, car ce dernier avait vite privilégié le formalisme des assemblées au détriment des contenus de la lutte. Une lutte qui semblait avoir trouvé un alliage plus prometteur au sein du mouvement espagnol, avec le débordement du mouvement des Places vers les solidarités de quartier en lien avec les problèmes de logement.

Dans toutes ces luttes, y compris dans le cas de la lutte contre la loi-travail, la question de la grève générale ou celle du blocage de la production à partir des usines n'a pas été posée, de même qu'elle n'est pas posée au sein du mouvement des Gilets jaunes. Dans ces conditions, conjuguer la poursuite des occupations de

ronds-points avec des appels à la grève des salariés relève d'une fiction de « convergence des luttes » ou alors de l'idée dépassée que le blocage des flux de marchandises serait secondaire par rapport au blocage de la production des marchandises elles-mêmes.

Une communauté de lutte qui n'est plus la communauté du travail

Les révoltés des ronds-points sont certes pour beaucoup des salariés (ou assimilables à des salariés quand ils bénéficient d'emplois aidés ou d'aides au retour à l'emploi), mais il y a aussi bien d'autres occupants non-salariés ou anciens salariés (notamment des auto-entrepreneurs pauvres et surtout des retraités qui sont loin de tous partir en avion *low cost* pour des destinations exotiques). Ce n'est pas à partir du rapport de travail qu'ils interviennent, mais à partir de leurs conditions de vie et de leur inexistance sociale. Une lutte, certes, mais une lutte sans classe plutôt qu'une lutte de classes. Il ne sert donc à rien d'y rechercher ce qui serait son aile prolétarienne pour lui donner une transcroissance qu'elle n'a manifestement pas l'intention de manifester.

D'ailleurs, si les Gilets jaunes sont méprisés par le pouvoir en place, ce n'est pas parce qu'ils sont des « prolétaires » au sens historique du terme (Macron ne méprise pas ouvertement les ouvriers professionnels élevés dans les règles de l'art de l'éducation syndicale et légaliste), mais plutôt parce qu'ils ne sont, pour lui, que des riens du tout (« des gens qui ne sont rien » a-t-il dit), des sortes de sous-prolétaires modernes, des cas sociaux, des sauvages ayant oublié toutes les règles de civilité, des gens qui ne savent ni parler ni produire des responsables. Des « sans dents » comme disait Hollande. Un mépris lui-même méprisable tant il est chargé d'inhumanité ; un mépris aveuglé puisqu'il jette sur le mouvement un jugement indifférencié alors même que nous qui nous mêlons à eux, nous savons qu'il y a des personnes très différentes au sein des collectifs de Gilets jaunes.

D'après les témoignages sur la vie collective des Gilets jaunes dans les « cabanes » qui ont fleuri sur les ronds-points on peut

affirmer qu'il s'agit d'abord et surtout d'une communauté de lutte faite de partage sur les conditions difficiles de vie ; d'union des énergies contre le pouvoir globaliste (Macron, les ministres, les élus, les corrompus, les maxi-fraudeurs du fisc, les confisateurs de la parole du peuple, etc.) ; d'aspirations collectives afin que cesse la mauvaise vie. Tout ceci avec des accents parfois utopiques comme le chante un Gilet jaune musicien amateur « Je ne veux pas vivre dans un monde où les colombes ne volent plus¹ ». Un lyrisme et des chants bien éloignés des sempiternels couplets politiques sur « l'émancipation » qui accompagnent les manifestations ouvrières ou gauchistes. C'est cette communauté de lutte qui fait que des personnes se relaient pour préparer de la nourriture sur place ou bien partager celle qui est apportée en soutien. La solidarité n'y est pas un vain mot.

Quid de l'organisation ?

Si nous sommes d'accord pour dire que les Gilets jaunes ont développé un mouvement autonome, nous n'irons pas jusqu'à dire qu'ils s'auto-organisent au sens idéologique de l'auto-organisation telle que peuvent la concevoir les conseillistes historiques ou des libertaires. Il s'agit d'une auto-organisation immédiate qui ne débouche sur rien d'autre que sa propre pratique tout aussi immédiate. Elle touche ses limites quand elle veut passer au stade d'une organisation véritable du mouvement, ne serait-ce que dans la prise de décision de refuser ou non les demandes d'autorisation officielle de manifestation ou d'accepter ou non des trajets pré-établis, l'élection de porte-paroles ou de délégués. Il y a bien un refus de l'organisation et non auto-organisation et il correspond non seulement à la défiance vis-à-vis de toute organisation politique ou syndicale, mais aussi au fait que les conditions présentes ont épuisé toutes les formes histo-

1 – <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/un-gilet-jaune-de-montbard-fait-un-carton-sur-le-web-avec-sa-nouvelle-chanson-1545108297>

riques que l'on a pu connaître². En effet, les Gilets jaunes ne peuvent faire des « conseils de ronds-points » comme il y a eu des conseils ouvriers ou des conseils de soldats. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas discuter ou agir à partir de ces ronds-points. Simplement, ce ne sont pas des lieux pouvant assurer la pérennité de formes politiques comme on a pu voir récemment avec leur démantèlement. Là encore le mouvement innove, car il est à la fois bloqueur et nomade. Les nœuds de blocage peuvent en effet être déplacés et renouvelés de la même façon que les lieux et les trajets de manifestation peuvent être redéfinis à tout moment.

Le risque est alors celui d'une répétition des actions précédentes. Or, cette répétition est déjà rendue précaire 1) par le nombre décroissant de présents sur les points de mobilisation ; 2) par l'intervention des gendarmes sur les ronds-points et surtout sur ces sortes de petites ZAD qui s'y étaient assez spontanément formées ; 3) par les nouveaux dispositifs des forces de l'ordre au cours des manifestations du samedi. Ils tendent à transférer la violence réelle de la répression d'État qui lui aliène une grande partie de l'opinion publique sur une violence intrinsèque au mouvement du fait de son refus d'obtempérer aux appels gouvernementaux à cesser les manifestations. C'est le mouvement qui devient alors le fauteur de trouble et tous ceux qui y appellent sont ainsi coupables du délit d'intention, une forme de délit de plus en plus fabriquée au nom de l'urgence ou de l'exception (par exemple en ce qui concerne les entreprises terroristes), mais recyclable pour l'occasion³.

2 – Sur ce point, cf. le blog de *Temps critiques* à propos des journées d'Eymoutiers) : <http://blog.tempscritiques.net/archives/2179>

3 – Après Julien Coupat, c'est maintenant une figure du mouvement des Gilets jaunes (Drouet) qui en fait les frais. On assiste ici à une criminalisation des mouvements sociaux avec la multiplication des interpellations, les gardes à vue préventives et les lourdes peines de prison ferme pour la moindre broutille. Autant de mesures anti-constitutionnelles du fait de leur disproportion flagrante avec les actes incriminés ce qui dé-

De la négation à l'institutionnalisation ?

Est-ce que nous sommes passés à une seconde phase, plus affirmative, celle du RIC que la première qui était plus négative (Macron-démission, Nous ne lâcherons rien, etc.) ? Ou alors le mouvement peut-il continuer en absorbant cette nouvelle forme de votation qui semble pourtant une porte de sortie pour ceux qui, parmi les Gilets jaunes, ont pris acte que Macron ne démissionnera pas ?

Si le RIC détruit la dynamique immédiate du mouvement, c'est parce que sa base actuelle, celle des ronds-points et des manifestations du samedi, ne porte pas de dynamique historique claire, d'autant que la pratique des assemblées comme l'idée de délégation trouvent peu d'écho ou alors créent des divisions au sein du mouvement. C'est parce qu'il est justement incapable de rendre historique sa dynamique sur une base assembléiste, qu'il peut se réfugier dans le RIC. Un référendum, pour certains un exemple de démocratie directe, mais pour nous le risque d'un début d'institutionnalisation du mouvement⁴ – ou pire la naissance d'un mouvement type Cinq étoiles comme en Italie.

Notre critique du RIC ne peut donc s'inscrire essentiellement sur la base d'une erreur stratégique du mouvement qui se ferait « ricupérer⁵ » comme le clame un tract paru sur le net. En effet, ce tract conserve le discours gauchiste traditionnel sur la « récupération », mais en campant finalement sur des positions « dégagistes » limitées à l'anti-macronisme. Il est tentant, pour cer-

montre non pas la force de l'État, mais sa faiblesse. Une faiblesse rendue encore plus visible par le fait que, de l'autre côté de la barricade, les forces de l'ordre, en une demi-journée de grève, ont obtenu de 120 à 150 euros d'augmentation mensuelle.

4 – Dans le même temps, on s'aperçoit que pour la première fois, des demandes officielles de trajets autorisés ont été déposées auprès de certaines préfectures comme cela a été le cas le 22 décembre 2018 ; premier infléchissement notable du mouvement avec la mise en place concomitante de services d'ordre propres aux Gilets jaunes.

5 – <http://www.19h17.info/2018/12/12/non-a-la-ricuperation/>

tains, de se les approprier parce qu'elles peuvent paraître sans compromission et qu'elles ont exprimé l'unité du mouvement pendant les premières semaines, mais pour ceux qui, comme nous, pensons que le capital est un rapport social, on ne peut non plus s'en contenter. Bien sûr qu'il y a des raisons de faire valoir que l'adoption du RIC ne concernerait finalement que les « questions de société » ; questions à la source de toutes les manipulations médiatiques ou populistes et qui ne portent pas sur les conditions matérielles et sociales qui sont à la source de la révolte. D'ailleurs, comment un référendum pourrait-il imposer au patronat des augmentations de salaires et à des bailleurs de baisser les loyers ?

Mais ce qui va nous être alors rétorqué, c'est « Que proposez-vous ? ». C'est la même chose que ce qu'on nous disait en 68 et avec en plus même pas l'échappatoire, pour certains, de répondre en proposant les modèles exotiques (Cuba ou la Chine).

On ne peut pas négliger le fait que ce qui fait la force du mouvement est aussi ce qui fait sa faiblesse. Pour ne prendre qu'un exemple, le lien effectif entre Gilets jaunes et syndicalistes intervenants sur les ronds-points reste très formel dans la mesure où ces syndicalistes n'y interviennent qu'en tant qu'individus, comme nous d'ailleurs, mais sans qu'une médiation s'établisse qui rende possible et concrète le fait que de plus en plus de syndicalistes de base sont prêts à rentrer dans le mouvement, mais sur une autre base qui n'est pas la convergence des luttes (ça, c'est le point de vue de la CGT), mais avec le sentiment que c'est la même lutte et qu'en plus elle a pris des formes qui permettent de « gagner⁶ ».

C'est pourtant un sentiment partagé par de nombreux participants à la manifestation interprofessionnelle du 14 décembre qui ont aussi participé à une ou plusieurs manifestations des sa-

6 – Alors que la CGT a signé avec six autres centrales syndicales la condamnation des méthodes de lutte des Gilets jaunes.

medis avec les Gilets jaunes. D'ailleurs, de plus en plus de cégétistes, même si globalement ils sont très minoritaires, enfilent des gilets jaunes et gardent des sigles et autocollants CGT ou mieux se confectionnent des gilets rouges et jaunes. Mais les attentes subjectives sont limitées par des conditions objectives, car le monde syndical est de plus en plus coupé de ce que l'on ne peut même plus appeler le monde du travail tellement les situations se sont particularisées. Un ensemble composite qui, d'un côté comprend que le « travailler plus pour gagner plus » est une illusion, mais de l'autre ne semble pas s'opposer à la défiscalisation des heures supplémentaires que lui propose le gouvernement. Elle a pourtant des effets négatifs reconnus sur le niveau d'emploi, lequel constitue une préoccupation des Gilets jaunes. Cette contradiction explique peut-être le fait que le mouvement ne semble faire peu de référence à la notion de revenu garanti, alors pourtant qu'il a la conscience et l'expérience que, bien souvent, travailler ne suffit plus pour vivre⁷.

Le mouvement exprime, par sa diversité et son hétérogénéité, le caractère multidimensionnel des inégalités et un « ressenti » fort différent des inégalités statistiques prises une par une. Cet écart est aussi dû au fait que la France est plus performante dans la redistribution en amont de la formation des revenus (accessibilité à l'université, à la santé, salaire minimum, qualité de vie en général) qui semble un acquis « normal », qu'en aval où l'impôt direct progressif pèse peu, la CSG est pour tous, comme la TVA, et

7 – Et paradoxalement, c'est Macron qui en fait resurgir le fantôme avec l'augmentation d'une prime d'activité qui perd de son caractère originel qui était de pousser au retour à l'emploi des personnes se contentant des minimas sociaux. Or là il s'agit de tout autre chose qui est la reconnaissance que le salaire ne rémunère plus « correctement » le travail et qu'il faut puiser dans l'argent public le complément. Le « travailler plus pour gagner plus » à épuisé ses effets, même si la défiscalisation des heures supplémentaires cherche à lui donner encore un souffle de vie... au détriment des chiffres du chômage !

les taxes diverses pèsent particulièrement sur la propension à consommer des salariés les plus pauvres⁸.

Vers une générale de tous les ronds-points ?

Une consommation que le mouvement bouleverse d'ailleurs en cette période de fête en bloquant l'approvisionnement des hypermarchés au niveau de la plateforme centrale comme celle d'Auchan près de Nîmes ou en bloquant directement l'entrée des supermarchés. Certains oiseaux de mauvais augure, courant toujours au-devant de la victoire du capital ont pu se gausser des Gilets jaunes qui croient faire du mal au capital en bloquant les hypermarchés alors que ça profiterait à Amazon et autres ventes en ligne. Or, cette affirmation est très discutable puisque les premiers chiffres laissent apparaître une baisse générale de la consommation dans les lieux traditionnels et une augmentation légère, mais normale, car anticipée sur la base d'une moyenne de progression, des ventes en ligne. Pourtant il n'est pas impensable d'envisager l'idée que « l'odeur du temps » (gazifiée) se révèle peu propice à la consommation et pas seulement parce qu'il serait plus difficile de s'approvisionner. Dans le même ordre d'idée, on a pu voir apparaître des « Débranche la télé et enfile ton gilet ». Beaucoup de Gilets jaunes signalent qu'ils ne sortaient plus de chez eux en dehors de ce qui relevait de l'indispensable. Le manque de relations sociales est palpable et l'invisibilité dont il est question ici n'est pas celle de l'exclusion, mais celle d'une invisibilité sociale générale du fait de la nouvelle géopolitique de l'espace qui concerne aussi les habitants des banlieues⁹. Cette situation s'impose à un ensemble bien plus large que celui que recouvrait la lutte entre les deux grandes classes bourgeoise et ouvrière et elle n'est pas non

8 – Cf. L'enquête de Thomas Piketty et du Laboratoire sur les inégalités mondiales.

9 – En effet, si les « problèmes » des banlieues sont mis en exergue par sensationnalisme du côté des médias ou par intérêt politique par les partis, la vie courante de la majorité de ses habitants, toutes les actions associatives ou culturelles qui s'y déroulent sont invisibilisées.

plus réductible à une opposition simpliste entre riches et pauvres qui s'en tiendrait à une définition quantitative/monétaire.

C'est la lutte sans classe d'une « multitude » comprise dans le sens où elle n'est pas celle des 99 % de gentils exploités contre les 1 % de méchants exploités et profiteurs, à l'heure où les hiérarchies de positions sociales ou au travail se sont à la fois démultipliées et affinées et sont produites et reproduites sans trop d'états d'âme par les individus, à chaque niveau qu'ils occupent. Une lutte sans classe au sens de l'absence d'un sujet historique.

Le mouvement des Gilets jaunes est souvent critiqué parce que, contrairement aux luttes ouvrières historiques il ne présenterait pas de projet d'émancipation. C'est un fait, mais nous avons déjà dit ailleurs pourquoi ces projets ont été portés, depuis 1788 et 1789 jusqu'aux années 1967-1978, par des sujets historiques justement (d'abord la classe bourgeoise puis le prolétariat). La défaite de ce dernier cycle révolutionnaire a ruiné tout projet d'émancipation, hors celui que réalisait lui-même le capital dans le cadre de l'achèvement du processus d'individualisation dans une société capitalisée. Mais sur les ronds-points et autres lieux d'expression du mouvement actuel sourd, quand même, une tension vers la communauté, non pas une tension abstraite vers la communauté humaine, mais une tension à la fois concrète (elle est dans l'affect) et générale parce que le mouvement embrasse et questionne l'ensemble des rapports sociaux. Ce n'est plus le « Tous ensemble » de 1995 contre un projet précis, mais une sorte d'indissociable mise à plat/mise en cause de la totalité capitaliste à partir de points de vue ou d'angles de tirs en soi partiels.

Cette partialité des attaques est pour le moment compensée par la totalité de « l'acte contre », celui qui se traduit dans le langage par le « Nous ne lâcherons rien » des Gilets jaunes qui répond au « vous n'êtes rien » du Pouvoir. Ce « Nous ne lâcherons rien » implique des actions collectives déterminées que la présence surdimensionnée et l'agressivité des forces de l'ordre peuvent rendre violentes. Une confrontation de forces que le

pouvoir et les médias appellent des « débordements » avec toute l'orchestration intéressée qu'ils leur donnent.

Temps critiques, le 27 décembre 2018

IMPRESSIONS DE VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Voilà ce que j'ai vu et ressenti samedi 8 décembre :

Tout d'abord j'ai voulu aller sur Tarare pour aller voir un des ronds-points qui est à la sortie du péage gratuit, où celui-ci est aménagé en petite maison faite en palettes pour rencontrer, parler avec les personnes présentes. Je me suis présenté avec du café à 7 h, mais personne à mon arrivée, en fait le rendez-vous était fixé à 9 h. Dans cet endroit les Gilets jaunes dorment le samedi matin alors que les jours de semaine ils sont présents vers 6 h 30. Donc retour à la maison...

Je suis allé sur Villefranche (quartier de Béliigny) de 14 h à 17 h 30 sur la route à Anse sur un des ronds-points, beaucoup d'hommes, tous âges présents, qui font un léger ralentissement de voitures, on se croirait un peu au « Tour de France » quand les personnes encerclent les cyclistes sauf que là ce sont les voitures. Plusieurs panneaux « répartition des richesses » ; Macron démission »

J'arrive sur le quartier de Béliigny où les gendarmes mobiles sont bien présents + drone au-dessus de nos têtes. Les gendarmes bloquent l'accès à l'autoroute, paraît-il depuis ce matin.

La zone commerciale de Décathlon, et plusieurs grandes enseignes, est éteinte, l'ensemble des magasins ont baissé leurs rideaux. Pas de société de consommation aujourd'hui, à 3 semaines de Noël. On est une centaine sur ce rond-point (beaucoup de femmes, des tranches d'âge très variées, mais pas beaucoup de jeunes, quelques habitants du quartier sont en bas des barres d'immeubles le long de l'avenue, les CRS sont sur le parking). Le blocage des voitures est plus présent il y a plus de ralentissement, mais aucune agressivité de la part des gilets jaunes.

Sur les 3 heures où je suis resté, il y a eu une charge des CRS avec gazage, nous avons pu nous rapatrier et bloquer l'avenue Édouard-Herriot avec des barrières de chantier, à ce moment-là on était une vingtaine, l'essentiel des autres personnes préférant laisser passer les CRS sur le rond-point de blocage. Pas de blessés graves, 2/3 des gars ont pris des coups de matraque. Sur le moment difficile de discuter, beaucoup de petits groupes qui restent ensemble, j'y ai retrouvé un pote qui faisait partie du projet de départ de la Ruche.

L'ambiance est tendue, liée à la présence des CRS et je ressens un sentiment d'étrangeté, que viennent précisément défendre comme « projet de société » les personnes autour de moi.

Autant dans une manif/rassemblement, on sait plus ce qui nous lie, là c'est plus compliqué ; mais contrairement aux manifs/rassemblements, beaucoup de personnes en voiture klaxonnent et soutiennent le mouvement. Vers un magasin, une mère de famille me dit avec un sourire que sa fille de 7 ans veut être un gilet jaune... je n'ai pu que lui répondre avec un sourire...

On me dit que les péages sont ouverts notamment par l'État qui a négocié cela avec les sociétés qui gèrent les péages, car ces sociétés peuvent ainsi se faire rembourser par l'État leur manque à gagner... information à vérifier.

Je n'ai croisé aucun militant (des orgas, collectifs) de Villefranche durant cette après-midi.

CE QUI DURE DANS LA LUTTE DES GILETS JAUNES

La maturation du mouvement

Ce que l'on peut dire, c'est que sans transcendance de son point de départ, le mouvement a déjà infléchi son antifiscalisme originel vers des exigences plus sociales et générales (de la justice fiscale des petits commerçants ou entrepreneurs, à la justice sociale). Déjà, la lutte sur le prix de l'essence était une lutte qui dépassait la question de l'augmentation pour dénoncer l'arbitraire d'un prix sans rapport avec une quelconque valeur. Les Gilets jaunes ne sont pas des experts économiques, mais tous savent que les prix du baril et du gaz varient énormément, dans un sens ou un autre, alors que le prix de l'essence ou du gaz sont des prix administrés, c'est-à-dire des prix politiques. La réforme avait bien une base matérielle : le renchérissement du coût des transports individuels utilisés essentiellement pour le travail. Mais une simple analyse marxiste en termes d'accroissement de la difficulté à reproduire sa force de travail, manquait l'essentiel, à savoir, ce qui fait passer de la grogne à la révolte, c'est-à-dire la prise de conscience progressive que tout « fait système » et qu'il n'y a pas de « petite Cause ». Dans les pays capitalistes développés où nous ne sommes effectivement pas dans la situation des émeutes de la faim, la révolte concerne le plus grand nombre, ce qui n'était pas le cas pour les anciennes taxes sur le gas-oil ou les transports routiers et le mouvement des bonnets rouges. Comme il le fera plus tard avec la revendication d'une augmentation du SMIC, le mouvement en est d'abord à vouloir substituer à l'arbitraire de l'État ou des prix de monopole, une sorte de « juste prix » à la Proudhon.

Une unité qui se construit...

Le mouvement ne se fonde pas sur la base d'une unité de rupture (par exemple directement anticapitaliste du point de vue idéologique), mais sur une unité d'existence de par le partage de conditions matérielles et sociales, mais politiques aussi, ressenties comme dégradées. Cette situation tend à ressusciter les conditions du « Tous ensemble » de 1995, mais sur des bases qui ne sont plus les mêmes parce que ce ne sont plus celles du salariat, *stricto sensu*, mais plutôt celle d'un ensemble d'individus singuliers qui tout à coup fait masse. Cette unité est peu clivante, car elle procède par raccourcis simplificateurs (les pauvres contre les riches, le peuple contre l'élite, etc.) plutôt que de passer par des contours théoriques plus élaborés sur les classes. Elle fait consensus qui vient s'opposer au consensus dominant, celui qui réunit, au-delà de leurs différences, l'État, le patronat « éclairé » et les couches moyennes éduquées, celles qui travaillent dans l'enseignement, la culture, les médias parce que ce bloc, lui aussi ne procède pas par définition et exclusion idéologique *a priori* pourvu que les individus ou groupes de pression ou mouvements sociaux respectent le cadre institutionnel et le politiquement correct.

En cela, le mouvement des Gilets jaunes est une réponse populaire au ni droite ni gauche des politiciens d'État qui se disputent le pouvoir, mais dont ils seraient, selon eux, les seuls dépositaires positifs, les autres étant rejetés dans le négatif du terme de « populisme » servant à stigmatiser tous les extrêmes de la politique politicienne (de Le Pen à Mélenchon, mais le PCF ne fait pas partie de la charrette puisqu'il se range, une fois de plus, du côté de l'ordre et du respect des institutions en place) et, s'il le faut tout ce « bon peuple » qui ne sait plus se tenir, bafoue les règles de la civilité au profit de l'injure, du dégagisme et de la vulgarité.

Cette unité inclut hommes et femmes en dehors de toute référence en termes de sexe et en termes de couleur de peau (« tous jaunes »). Au rebours de ceux qui cherchent vainement dans le mouvement une remise en cause du rapport homme/femme, les

femmes en gilet jaune se posent immédiatement comme égales aux hommes, au moins au sein du mouvement. Aussi bien sur les ronds-points la nuit que dans les manifestations face à la police, les femmes Gilets jaunes n'abandonnent ni leur dimension féminine ni la singularité de leur conception de la lutte comme l'ont montré leurs manifestations du dimanche 6 janvier dans toute la France. Si comme d'habitude dans l'histoire les femmes agissent comme lanceuses d'alerte, elles ne se manifestent pas particulièrement comme figures « extrémistes » (pétroleuses ou *mujeres libres*) ou au contraire comme réduites à des fonctions logistiques ou domestiques, mais comme partie prenante, pleine et entière du mouvement.

Comme dans les mouvements révolutionnaires historiques (la Révolution française, 1848, la Commune, les révolutions russes et chinoises, l'Espagne, la Hongrie 1956, etc.) ou dans les soubresauts révolutionnaires (mai 1968 ; Italie 1968-78), nous n'avons pas à faire à des mouvements purement classistes qu'il ne s'agit donc pas de définir de façon classiste comme si la révolution allait forcément être facilitée par une pureté de classe et donc qu'il n'y aurait rien à attendre d'un mouvement comme celui des Gilets jaunes du fait de son « interclassisme ». Les luttes de classes ont justement été les plus virulentes quand cette pureté de classe était la moins évidente. Paysans et sans-culottes de la Révolution française, artistes de la Commune, déclassés de la noblesse et intellectuels dans la Révolution russe, les marins de Cronstadt et les conseils de soldats, paysans de Makhno, Mai-68 et les étudiants, le rôle primordial des ouvriers méridionaux dans les luttes d'usines du nord de l'Italie, témoignent des composantes sociales multiples de ces révolutions. Lorsque les luttes sont conduites par une plus grande homogénéité de la classe du travail, cela se paie le plus souvent par une plus grande dépendance au rapport réciproque capital/travail (la classe ouvrière « garantie »).

... mais dans une nouvelle configuration

Le mouvement est pour le moment limité à la circulation (blocages) et à la redistribution des richesses plus qu'à la façon de les produire. En cela, il est appropriable par tous les exploités de par le fait qu'il rétablit la confiance dans l'action collective et par l'idée qu'il n'y a pas de bouleversements sociaux sans établissement d'un rapport de force préalable. Une position qui séduit de plus en plus de syndicalistes minoritaires dans la CGT qui comptent porter cette perspective au prochain congrès confédéral du 13 mai à Dijon « Ce que font les Gilets-jaunes percute [...] nos débats dans la CGT sur l'efficacité des journées saute-mouton et les mobilisations du samedi. Or, si on ne conjugue pas les actions du samedi avec des actions dans les entreprises, le MEDEF pourra continuer à dormir tranquille », lit-on dans un avant-projet de contribution au congrès. Même si cela reste très loin de la perspective des Gilets-jaunes qui, elle, s'inscrit dans une sorte de « tout est possible », il y a une prise en compte d'une nouvelle situation de résistance active à ce que nous subissons, à différents niveaux.

Ce qui déroute, c'est que de la même façon qu'il n'est pas classiste, nous l'avons dit, le mouvement n'est pas non plus classable. Il n'est pas vraiment « social » au sens traditionnel d'un mouvement social et c'est pour cela qu'il est plutôt rejeté à gauche, mais il est de nature sociale (il concerne en priorité les personnes en difficulté financière et/ou professionnelle) ; il n'est pas de nature politique dans la mesure où il ne se définit pas politiquement, mais il a une « âme politique » comme le montrent les références qu'il réactualise (Marseillaise, article 35 de la constitution de 1793, « gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le peuple » de l'appel de Commercy, etc.). Les individus ne se laissent donc pas enfermer dans une situation de domination et ils réagissent avec les moyens du bord, c'est-à-dire en ne pratiquant pas un entrisme politique ou un lobbying, mais en occupant l'espace public dans une sorte de grand soulèvement. À cet égard le slogan « Paris-Debout-Soulève-toi » (mais le nom de la ville est interchan-

geable) renvoie à un état premier de la révolte plus proche de la révolte des Canuts que des luttes de classes du xx^e siècle. Car le fil rouge historique qui les relie pourrait être symbolisé par le « Ce n'est qu'un début continuons le combat » auquel plus grand monde aujourd'hui ne croit comme on a pu le voir pendant le mouvement contre la loi-travail, parce que malgré l'aspect massif du mouvement, ce dernier avait en quelque sorte, dans sa grande majorité, intériorisé la faiblesse de la lutte dans le rapport de force actuel capital/travail, ce qui lui ôtait toute possibilité de transformer ce rapport de force à partir du moment où il ne produisait pas un écart par rapport à la situation traditionnelle d'une confrontation à fleuret moucheté pour ne pas risquer la défaite en rase campagne et maintenir l'illusion.

Pas classiste et pas classable disons-nous, mais pas davantage univoque. Ainsi, alors que dans le mouvement même, cet ensemble qui n'est pas une totalité (peuple) ni une particularité identifiable (classe) a tendance soit à vouloir se constituer comme une totalité des dominés (« les gens d'en bas ») dans les conditions présentes incluant les transformations du capitalisme : soit à vouloir réveiller celle d'un Peuple essentialisé à grand renfort de symboles de l'ancien État-nation français (drapeau et Marseillaise), ce qui unit ces deux tendances, c'est justement la conscience de la transformation des formes de l'État.

En effet, nous ne sommes pas les seuls à constater que le passage de la forme État-nation à celle d'État-réseau à produit paradoxalement une centralisation supérieure des réseaux de puissance et du pouvoir politique et de ses services publics avec, en conséquence, une perte de légitimité de l'État dans cette nouvelle forme. Une nouvelle forme que les Gilets jaunes dénoncent car, à leurs yeux, elle favorise l'affairisme, la corruption, les pratiques mafieuses, le clientélisme et non plus le bien commun ou le « sens de l'État » ou de la France.

Depuis la révolution du capital c'est le revenu qui devient central et non plus le travail

Ce n'est pas que le mouvement des Gilets jaunes ne se préoccupe pas de la question de la place du travail et du rôle du capital dans la détermination des conditions de vie, mais les différentes fractions populaires ne sont plus structurées par la centralité qu'y jouaient la classe ouvrière, ses organisations et associations, sa culture, ses quartiers. La dissociation de plus en plus importante entre lieu de vie et lieu d'un éventuel travail produit un décentrage de la prédominance de la domination. Ce n'est plus tant la lutte contre l'assignation au travail et la critique du travail qui prévalaient dans les années 1960-1970 qui perdure aujourd'hui, mais des luttes qui critiquent l'assignation à résidence produite par les politiques de « rurbanisation » (Henri Lefebvre) dans un processus plus général de métropolisation subie. Une assignation à résidence vécue également par les immigrés et leurs descendants, dans le cadre d'une politique subie par ces derniers dans l'univers des banlieues dont beaucoup cherchent à s'affranchir y compris en rejoignant les communes périphériques ; ces espaces pavillonnaires que les nouveaux habitants croyaient avoir choisi en faisant construire et en accédant à un certain cadre de vie. C'est cette possibilité de rencontres, d'ouverture, d'accès à la ville avec ce qu'elle avait de « progressiste » que regrettent contradictoirement les Gilets jaunes dont beaucoup se félicitaient il y a encore peu d'être à l'écart des tourments de la ville, sa délinquance, sa pollution, etc.

À cet égard, les premières grandes manifestations du mouvement à Paris ne sont pas à comprendre comme une aspiration à s'appropriier la grande ville. C'est d'abord signifier existence et visibilité collectives des « Invisibles en tenue jaune » dans le lieu du pouvoir, dans l'espace central d'une des capitales mondiales du capital globalisé. C'est dire qu'à l'Arc de triomphe nous sommes chez nous, place de l'Opéra aussi, sur les Champs-Élysées aussi. Ce n'est pas la conquête d'un lieu de vie hyper-urbain qui est visée

mais davantage l'affirmation politique et existentielle que « Paris c'est aussi nous ». Une manière également de dire « l'État c'est aussi nous » et que nous entendons y combattre ceux qui l'organise à leur seul profit.

Beaucoup de personnes, sociologues, gauchistes ou autres syndicalistes se posent la question de savoir pourquoi les Gilets jaunes n'attaquent pas le patronat ou si peu. Il est vrai qu'une enquête montre que peu connaissent le sigle MEDEF, que le local de ce même MEDEF n'a subi aucune déprédation au cours des samedis 1^{er} et 8 décembre qui ont été les plus destructeurs en biens, alors même qu'il est sis en plein cœur des évènements, dans le quartier de l'Étoile et des Champs-Élysées. Tout d'abord, c'est un point de vue à relativiser : les attaques contre « le monde des affaires », le CAC40, les firmes multinationales et les banques sont fréquentes, et en cela les Gilets jaunes ne sont pas très différents des mouvements des années trente contre les « Deux cents familles », mais aussi des *Occupy* de Wall Street, simplement ils n'ont pas l'étiquette « de gauche » à leur crédit. Les Gilets jaunes ont une conscience immédiate du processus de globalisation/mondialisation qui ne les fait pas attaquer le capital propriétaire des moyens de production, mais le capitalisme comme « système » (c'est en tout cas l'évolution actuelle du mouvement qui est passé de l'anti-fiscalisme à une position « anti-système » plus proche de l'anticapitalisme traditionnel – originé à droite ou à gauche – que du conservatisme libéral antiétatique de mouvements comme celui des *Tea Parties*. On ne peut, sans contradiction, d'une part se féliciter de la disparition de toutes les médiations qui mettaient nos révoltes au tombeau et d'autre part déplorer le fait que le soulèvement se fasse contre la forme la plus globale de la domination, au niveau de chaque pays, celui de l'État chargé de la reproduction des rapports sociaux dans ce cadre limité représenté par le territoire national. Cet État qui impose sa politique, ses prix, ses formes de taxation, sa législation. Le mouvement n'a d'hostilité que contre le grand patronat et la finance, mais pas contre le petit entrepreneur qui est le plus grand créateur

d'emploi et encore moins contre l'auto-entrepreneur occasionnel récemment débarqué du salariat. Le mouvement ne pose donc pas la question de la propriété privée des moyens de production. Les Gilets jaunes ne travaillant pas, pour la plupart, dans de grandes entreprises, parce qu'ils sont des produits de la restructuration du capital, son nomadisme et sa flexibilité, ils sont peu perméables à l'idée de la grève (sauf éventuellement la grève générale) et ils occultent presque naturellement le rapport capital/travail d'exploitation parce qu'ils pressentent qu'il se joue à un autre niveau, celui de la domination politique de l'État ou celui de la Communauté européenne, etc. C'est cette forme de conscience a-classiste qui joue contre la conscience ouvrière de classe et leur fait demander à la fois le respect pour ceux qui font travailler productivement leur petit capital... et une forte augmentation du SMIC que, pourtant, seules les grandes entreprises pourraient supporter.

Pour ce qui est de la violence du mouvement

Il faut distinguer ce qu'on souhaite par rapport à la perspective de la communauté humaine (aucun être humain ne nous est étranger de par notre commune humaine condition) et la réalité des rapports sociaux qui fait que certains individus, dans leurs fonctions ou leurs comportements ne se conduisent pas en êtres humains. Et c'est par exemple le cas des forces de l'ordre comme aussi des militaires dans certaines conditions. Cela ne veut pas dire qu'ils sont réductibles à ça.

Mais dans la fonction de répression ils n'ont aucune marge comme le montre leur action devenue essentielle aujourd'hui : celle de gazer, éborgner et taper, alors qu'hier ils essayaient encore de sympathiser avec les Gilets jaunes sur les ronds-points. Depuis ils sont plus que jamais aux ordres et on leur a demandé de quitter la tenue du gentil pour la troquer avec celle du méchant.

Quand nous avons affirmé que la remise en cause des rapports sociaux, sur le lieu de travail, passait par un écart à la fonction exigée par les patrons, chefs ou autres, c'était pour le salarié de

base et non pour un type de salarié, qu'il soit policier ou gardien de prison, ultra minoritaire en nombre, mais beaucoup plus important pour le pouvoir en place que des millions de salariés moyens. Pour ces catégories bien spécifiques, un simple écart ne peut suffire, il leur faut faire désertion (comme les soldats réfractaires pendant la guerre de 14 à Craonne, comme Jean Moulin pendant l'occupation allemande).

Comme nous savons que nous n'aurons jamais la puissance militaire (au sens large) pour gagner contre l'État, il ne s'agit évidemment pas de se réjouir d'un slogan qui serait partout : « tout le monde déteste la police ». Mais cette formule a quand même une certaine efficacité dans les manifestations, plus importante que celle de 68 (CRS=SS) car elle est beaucoup plus proportionnée et donc compréhensible.

Et au cours des manifestations, quand tombe la nuit et que tout pourrait se passer dans l'obscurité, on peut observer à quel point les forces de l'ordre étaient sensibles à la honte que peut représenter leur travail, quand cherchant à taper des « casseurs » ou des jeunes des banlieues, ils se retrouvent sous les huées de la foule et face à des gens qu'ils savent vivre à peu près les mêmes conditions, souffrir comme eux... mais qui leur renvoient publiquement et même calmement que leurs 150 euros obtenus en une demie journée de grève, c'est le prix des gazages et des coups de matraque ou de flash-ball. De la honte, il peut surgir n'importe quoi : le plus souvent la réaction immédiate, encore plus de hargne, mais mêlée à de la peur. Dans un second temps cela dépend de l'évolution du mouvement dans son rapport de force à l'État. Mais pour le moment, le mouvement ne vit que dans l'immédiateté et le court terme. Occultant partiellement le rapport au capital dans le travail qui constitue en lui-même une médiation, celle du salariat, le rapport social s'exprime dans sa brutalité : le mouvement face et contre le « système » capitaliste et son appareil d'État. C'est justement parce qu'il n'y a pas de médiation que le mouvement a pu croire, dans un premier temps, qu'il était possible de faire ami-ami avec les forces de l'ordre (« tout le

monde est Gilet jaune » pouvait-on entendre et par ailleurs certains Gilets jaunes pouvaient même avoir de la famille ou des amis parmi la police) et en conséquence d'occuper la rue et plus généralement l'espace public sans qu'il y ait de problème puisque « manifester est un droit » comme le clament les Gilets jaunes. On peut même penser que c'est de cette confiance naïve qu'est venue l'idée qu'il n'était pas nécessaire de demander des autorisations de manifestation et des dépôts de trajet. Ce n'est qu'après avoir été embrumés et asphyxiés par les gaz, que les Gilets jaunes se sont rendu compte que ce qui leur était apparu comme un droit au départ redevenait quelque chose à conquérir, à imposer contre l'État, ce gouvernement et son appareil répressif. À partir de là, l'attitude vis-vis des forces de l'ordre ne pouvait que changer, d'abord parce que les manifestants n'étaient plus des primo-manifestants car l'affrontement devenait structurellement obligatoire malgré le pacifisme global des manifestants (y compris violents, mais désarmés ; rien à voir avec 68 de ce côté-là) et les ordres de retenue du pouvoir (éviter le contact direct) ; ensuite parce que s'il pouvait encore y avoir quelques illusions autour des ronds-points où les policiers ou gendarmes présents faisaient le dos rond et semblaient être des individus comme les autres, en uniforme, dans les manifestations de ville, ils ne réagissaient pas en individus, mais en corps d'État qui réagit en tant que tel, tant qu'il ne se désagrège pas. C'est ainsi que la pure brute de la BAC peut côtoyer le policier affirmant qu'il est républicain face aux « factieux » que l'État lui désigne.

À propos d'organisation

Alors qu'il n'y a pas de véritable coordination dans beaucoup de régions, une tendance se fait jour à multiplier les demandes de coordination nationale. C'est le cas avec le second appel de Commercy, les coordinations de Toulouse ou encore de Marseille. Mais comment serait-il possible de passer directement à une coordination nationale qui ne soit pas aussi vide que la coquille médiatique que se confectionnent des porte-paroles auto-

proclamés ? C'est mettre la charrue avant les bœufs sous prétexte qu'à Commercy ils se sont tout de suite organisés ainsi. En tout cas l'exemple concret de coordination régionale à laquelle nous avons participé est à cet égard assez caricatural, mais en même temps significatif d'une différence de situation entre grandes villes d'un côté et petites villes de l'autre. Le mouvement est parti des secondes et des campagnes avec l'utilisation des ronds-points et péages comme points de fixation. Une organisation minimale et locale, contrôlable qui discréditait immédiatement tous les apprentis porte-paroles montant à Paris discuter avec le pouvoir ou les médias. Mais dans les grandes villes, il n'y avait que les manifestations du samedi et on pouvait difficilement se satisfaire de leur répétition.

Se sont faites jour, alors, des tentatives d'organisation en assemblée afin d'essayer de « fixer » un mouvement qui autrement ne faisait qu'épouser la fluidité et la temporalité des manifestations hebdomadaires. Mais c'est une entreprise difficile parce que tout d'abord elle est apparue contradictoirement nécessaire et artificielle ; et ensuite parce qu'elle ne colle pas bien aux caractéristiques d'origine d'un mouvement qui alliait action, réflexion et communauté de lutte à un niveau très local et de manière transversale avec d'autres se transformant presque en autant de communautés de lutte de type affinitaire.

À l'inverse, dans les grandes villes, le rassemblement est plus anonyme, plus centraliste ; il introduit rapidement de la verticalité et de la délégation et surtout de la politique, au mauvais sens du terme parce qu'il cherche à idéologiser le mouvement, à lui donner une couleur politique. Même si dans une petite ville comme Villefranche-sur-Saône, c'est plutôt l'œuvre du Rassemblement national, dans les autres villes, il semblerait que ce soit plutôt le gauchissement du mouvement qui l'emporte avec l'action des LFI et de leurs proches (*Fakir*), anciens des Nuits debout.

Pour le moment, c'est plus un constat, la lutte est ouverte... et les problèmes restent entiers, car il n'y a pas de recettes à l'horizon vu la singularité du mouvement.

En effet, la forme réseau, prise à l'origine par les Gilets jaunes, quand elle s'exerçait sur le mode de l'occupation des territoires utilisait les technologies numériques comme support des réseaux. Mais aujourd'hui, du fait de la répression sur les ronds-points et des manipulations de certains leaders autoproclamés via médias et Facebook, qui tous ont des références moins intéressantes que celles du groupe de Commercy, les réseaux ont tendance à devenir des coteries et l'assemblée à la Commercy apparaît comme une forme plus appropriée. Mais cela n'empêche pas, malgré la plus grande réflexivité manifestée publiquement et diffusée par ce groupe, qu'il s'agit aussi d'une tentative de coordination nationale par le haut. Si on peut exprimer des réserves par rapport au formalisme assembléiste de Commercy, il est difficile d'envisager quelle forme réseau pourrait la remplacer et d'ailleurs eux-mêmes parlent de comités populaires comme base de l'ensemble. Donc il y a bien des hésitations.

Plus concrètement, dans les discussions, les deux tendances principales qui se font jour sont celles entre, ceux qui pensent que la dissémination est un atout parce qu'on est partout et ceux qui pensent qu'il faut maintenant coordonner centralement parce qu'autrement on n'est nulle part parce qu'on ne gêne pas vraiment. Le problème, c'est que derrière ce qui apparaît comme une opposition de stratégie se cache aussi une différence de situation objective, la première position étant tenue par les gens de la périphérie, la seconde par les habitants de la grande ville, ces derniers ayant du mal à s'insérer dans le mouvement autrement qu'en participant aux manifestations du samedi ou en essayant de prendre la tête politique du mouvement.

Sans doute faut-il que le mouvement fasse l'expérience de la caducité de la forme-assemblée. Le mouvement a pris naissance et s'est amplifié sous la forme-réseau ; une forme qui manifeste déjà une pratique qui va au-delà de la forme traditionnelle de l'assemblée générale. Il s'agit par exemple des solidarités concrètes entre les permanents de l'occupation des ronds-points et les habitants des territoires voisins ou bien encore des échanges

d'expériences de la lutte à travers divers supports numériques ou par le biais des téléphones portables. La préparation des décisions collectives ne comporte que très peu de réunions spécifiques et lorsqu'elles se tiennent c'est dans la proximité des ronds-points ou des péages d'autoroute. Il n'y a pas d'espace politique physique exclusivement consacré à la discussion et à l'organisation de la lutte. La forme-réseau adoptée par les Gilets jaunes ne sépare pas la lutte et la vie quotidienne. Comme il n'y a pas de représentants du mouvement vis-à-vis des pouvoirs extérieurs, c'est la présence de chacun dans les actions directes du mouvement qui constitue le corps politique commun des Gilets jaunes. C'est un des sens du titre du supplément 3 : « Une tenue jaune qui fait communauté ».

Dans ce supplément nous avons avancé que le mouvement n'était pas anti-organisation mais a-organisation, qu'il refusait toute forme d'organisation préalable. Les rares tentatives de constituer des « conseils de ronds-points » ont échoué. Pour l'instant c'est l'immédiateté de l'action qui prime. Mais peut-il tenir ? Peut-il s'approprier la durée ? C'est là une question cruciale. Car l'expérience historique des mouvements révolutionnaires (comme celle de tout mouvement) le montre : l'organisation, alourdie par sa tentation représentationnelle, est souvent la première étape de l'institution. Et l'institution c'est la fin du mouvement, la marque de son échec...

Le texte des Gilets jaunes de Commercy exprime un assembléisme basique, démocrate, qui dénote cependant une capacité réflexive du mouvement, un non-immédiatisme, c'est ce qui semble le différencier de celui des tentatives de Marseille ou Toulouse et, bien évidemment, des initiatives des leaders qui recherchent l'effet charismatique ou/et médiatique.

Quel devenir ?

Il nous semble lié, évidemment, au caractère de la réponse étatique, mais au-delà, le mouvement affronte la nécessité de concilier, d'un côté des actions de tous les jours et du samedi matin en

particulier ; des actions qui regroupent, de plus en plus difficilement d'ailleurs les Gilets jaunes à l'origine du mouvement et de l'autre, les individus de multiples provenance qui jusqu'à maintenant ne participaient qu'aux actions des samedis après-midi dans les villes et n'enfilent pas forcément le gilet jaune car ils soutiennent plus qu'ils n'intègrent le mouvement. C'est un peu comme si les partisans des premières actions, décidées et organisées à partir des réseaux sociaux et surtout de Facebook, regroupaient et façonnaient une sorte de militant type des Gilets jaunes : un peu refermé sur ses propres sources parallèles d'information, ses vidéos qui tournent en boucle, son gilet jaune, occupé à fabriquer ses propres références, au risque de tendre vers une sorte d'entre-soi. Cette dimension nous semble importante non seulement pour rendre compte fidèlement des faits, mais aussi des devenirs possibles du mouvement, c'est-à-dire de savoir si, comme le pensent la plupart des Gilets jaunes tout le monde doit devenir Gilets jaunes ou si le mouvement va grossir de telle façon que le gilet jaune ne sera plus le signe de reconnaissance ou qu'un signe parmi d'autres.

Cette aspiration à un devenir collectif commun peut apparaître au jour où nous écrivons comme une voie chargée de potentialités universelles mais elle n'est qu'un des horizons possibles de ce mouvement. D'autres issues peuvent aussi être empruntées qui annuleraient ces potentialités. Par exemple de type rouge-vert et souverainiste qui pourrait être le pendant du populisme de droite, type Cinq étoiles en Italie. Face à ce genre d'offensive, notre rôle est de soutenir le refus des Gilets jaunes de toute centralisation et hiérarchisation que n'imposent pas les nécessités mêmes de l'action. C'est le moyen de rendre plus difficile les manœuvres politiciennes éventuelles. Un autre moyen est de s'opposer, autant que faire se peut, à l'élargissement des revendications de base, parce qu'à travers le RIC et tout un nouveau panel surgi des assemblées ou des coordinations, on a l'impression que les Gilets jaunes pourraient se constituer en parti politique à même de tout diriger ou tout orienter. Donc et au risque de pa-

raître restrictif et revenir à des revendications « négociables », sans pour cela qu'on essaie de les négocier, mais en les imposant par le rapport de force parce qu'elles sont à portée de main (le pouvoir a déjà reculé et lâché quelques miettes) et peuvent entretenir la dynamique pour aller plus loin et plus à fond ensuite : ISF, CSG, revenu minimum garanti et démocratie directe puisque se serait un déni que d'ignorer cet aspect du mouvement.

Temps critiques, le 12 janvier 2019

ADRESSE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES GILETS JAUNES DE LYON

Nous, quelques Gilets jaunes participants au mouvement et à un *Journal de bord*¹ depuis les débuts et présents en AG et commissions, voulons communiquer sur des points qui nous semblent essentiels à la poursuite du mouvement.

L'assemblée est une bulle de démocratie formelle dans sa volonté, mais elle n'arrive que difficilement à la mettre en œuvre, du fait justement de ce formalisme. Elle semble parfois plus proche d'une séance de comptes-rendus que d'une assemblée participative. Se pose également la question du principe d'horizontalité confiné dans un ensemble de règles bridant régulièrement la spontanéité des prises de paroles. Si un temps d'expression « libre » existe, quasiment aucune thématique GJ dans les temps forts du mouvement n'a été véritablement proposée et débattue en AG, pourtant seule possibilité pour tout un chacun d'y jouer un rôle. La plupart des interventions individuelles sont mises en équivalence disqualifiant de fait, toute velléité critique de son fonctionnement. La critique n'est qu'une position comme une autre et en plus elle est souvent perçue comme une négation du travail des personnes qui se pensent les plus investies.

L'assemblée et pas plus les tentatives « d'assemblée des assemblées » ne sont la forme dominante du mouvement. Ainsi, plusieurs groupes de Gilets jaunes (avec une présence sur Facebook par exemple) coexistent et ces groupes interagissent à un niveau supérieur à celui de l'AG et ne se rendent à l'AG que de manière intermittente. Dès lors quel est réellement le rôle de cette AG et de ces commissions ?

1 – <http://blog.tempscritiques.net/archives/2231>

Si un point nous apparaît important à aborder, c'est celui de l'absence de contenu, de définition du mouvement.

Ce que nous portons a été rabattu sur une question d'avis individuel sur le Grand débat, mais aussi le Vrai débat, ce qui nous a largement affaibli du point de vue organisationnel et opérationnel. Ces débats organisés sur des sujets très vagues nous apparaissent dans une totale contre dépendance au projet macronien de récupération.

Restons concentrés sur notre exigence de justice fiscale et sociale. Quand au RIC il remet à des lendemains hypothétiques et individualistes des choses que nous pourrions arracher dès aujourd'hui et collectivement (hausse des salaires, meilleure prise en charge des personnes en EHPAD, etc.) si la lutte se fixait des objectifs plus concrets (il semble, par exemple que Macron soit prêt à céder sur la question de l'indexation des retraites). Par rapport à ces objectifs nous ne voyons pas l'intérêt que la prochaine AG se fixe comme objectif principal une nouvelle discussion sur les mandats pour une assemblée des assemblées à Saint-Nazaire. En effet, qu'est-ce que notre assemblée peut porter comme parole quand, par exemple, en son sein, le RIC n'a lui-même pas été discuté, et ce malgré des demandes explicites en AG, sans compter un tract (*Dans les rets du RIC*) qui cherchait à apporter des éléments critiques sur ce sujet? Comment l'absence de contenu et d'approfondissement collectif pourrait se voir porter à une assemblée quelle qu'elle soit et dans quel but?

Il y a donc des problèmes non résolus qui laissent le champ libre à toutes les récupérations et engendrent des manif sans but. Or, il faut faire un bilan des manifestations sur Lyon. La force unitaire que l'on a vu s'exprimer chaque samedi est en berne et les actions hebdomadaires ne sauraient en être le palliatif.

Cela signifie comprendre pourquoi nous avons été bien peu durant 2 samedis ou seuls les lyonnais et sa région étaient appelés à venir (le 23 février et le 9 mars) tout en étant incapables de sortir ou presque d'un dispositif policier qui semble maintenant rodé. Comprendre le dispositif policier et en quoi la détermination

semble avoir disparu de notre camp et un préalable avant qu'une catastrophe (la situation du GJ blessé à l'œil pourrait se répéter) n'arrive dans le cadre des manifestations GJ de Lyon. Il est vrai que les « affrontements » des derniers temps (avenue Jean-Jaurès) démontrent un cortège aux abois. Dans le même temps, rue de la République des initiatives sont menées à l'intérieur même du dispositif policier. Sensibiliser aux revendications en dénonçant de grandes enseignes qui échappent à l'impôt illustre cette volonté d'aller plus loin et assure un impact fort auprès des gens. Cependant la mobilisation demeure isolée d'une part par méconnaissance et d'autre part par une pratique militante pas du goût de tout le monde. Néanmoins, au fil des samedis, une forme d'intelligence collective émerge (invisibilité temporaire ou mobilité par grappe) pour pallier aux blocages. Ces signes laissent à penser que tout n'est pas en déshérence et appelle cette question : est-il encore possible de reprendre en main les manifestations du samedi à notre avantage ?

Quant aux fameuses « convergences » (syndicats, marche écologiste, féministes, etc.), on ne peut que constater leur impasse, car le mouvement vise au-delà de ses approches segmentées. Le « Tous gilets jaunes » n'est pas un vain mot. Il se veut englobant et n'est pas prêt à rejoindre qui que ce soit, car ses trois mois de lutte ne le mettent à la traîne de personne bien au contraire, ce que les marcheurs du climat n'ont visiblement pas compris, comme ne l'avaient d'ailleurs pas compris les féministes la semaine précédente. Seulement, il faut l'assumer et tirer des enseignements de nos erreurs. Par exemple, ce samedi 16 mars nous nous sommes mélangés au défilé du climat en nous dispersant dans la manifestation. Cela partait d'un bon esprit d'ouverture, mais maintenant nous savons que c'était une erreur, que finalement elle ne faisait que nous tolérer et donc qu'on aurait dû être dans la manifestation générale, mais peut être tous ensemble. L'unité ne se fait pas sur 42 revendications d'un catalogue, mais sur quelques thèmes de base de justice sociale et fiscale, de « pouvoir de vivre » qui laissent de côté les divisions partisans et

autres. Une détermination sans faille qui fait la force du mouvement et sa « violence » symbolique contre l'état des choses existant, bien au-delà de la violence réelle qu'il exerce effectivement.

Il faut arrêter aussi, dans nos AG de faire comme si toutes ces luttes étaient équivalentes, comme si on attendait le soutien de quelques étudiants, lycéens ou autres qui disent être en lutte et se présentent à l'AG en ne représentant souvent qu'eux-mêmes. Même si on admettait qu'il puisse y avoir « convergence », faut-il encore qu'il y ait des luttes. Or, si on regarde bien la seule lutte concomitante au mouvement des Gilets jaunes a été celle des lycéens en décembre. Il y a eu quelques contacts, mais la mayonnaise n'a pas pris. Mais pour le reste, ce n'est pas en allant distribuer des tracts dans les usines ou les plateformes qu'on va créer la convergence. Le nom même de la commission en question est un non-sens. Si encore elle s'appelait *commission extension du domaine de la lutte*, on comprendrait, mais là c'est prendre les choses à l'envers.

Sur tous ces points nous vous appelons à débattre, à émettre un avis critique, non pas dans une plénière exceptionnelle comme il a été proposé récemment, mais dans l'AG même si l'on estime qu'elle est en capacité de recevoir et d'entendre tout ce que nous exprimons ici. Il serait bon et temps, pour ne pas dire urgent que les paroles ne fassent pas que s'envoler, mais comme cet écrit, restent.

Lyon, le 17 mars 2019

GILETS JAUNES : **« UNE RÉPUBLIQUE DU GENRE HUMAIN¹ »**

Un caractère d'évènement

Alors que le pouvoir en place et l'État attendent toujours plus ou moins une petite révolte paysanne encadrée par la FNSEA, un mouvement de cheminots ou d'enseignants encadrés par les syndicats de salariés qui savent ne pas dépasser la ligne jaune ou même un mouvement lycéen ou une révolte des banlieues qu'ils savent plus difficiles à contrôler, c'est du côté d'une population majoritairement rendue invisible qu'est venue la surprise en des temps qui sont ceux où les différentes forces de pouvoir cherchent à faire une place aux « minorités visibles ».

L'évènement, au sens fort, c'est ce qui marque une rupture avec ce qui est attendu, que ce soit du point de vue de sa composante (ce n'est pas une classe ni même une catégorie ou une corporation), de ses objectifs (ils peuvent être aussi bien globaux que paraître dérisoires aux personnes extérieures) de son organisation (les médiations habituelles, syndicales ou politiques sont ignorées, l'attaque contre l'État est frontale) ou encore de ses moyens de lutte (action directe, occupation et blocages de lieux inhabituels comme les ronds-points, manifestations urbaines non déclarées, détermination à la mobilité non entravée dans les centres-villes au cours des manifestations).

L'évènement, c'est aussi ce qui marque une rupture entre l'avant et l'après. L'avant parce que pas grand-chose ne le laissait présager (les Gilets jaunes sont une caricature de majorité silencieuse pour le pouvoir) et l'après parce que rien ne préfigure ce qui va suivre le soulèvement. Par rapport à la simple émeute, il perdure (trois mois maintenant), c'est en cela qu'il fait évènement, mais la dynamique qui l'anime pendant ce temps n'est pas

1 – Anacharsis Cloots (1793).

gage de transcendance ou de dépassement. Pour prendre un exemple, il y a des points communs entre l'évènement Mai-68 et l'évènement Gilets jaunes parce que dans les deux cas il y a bouleversement des pratiques dans un déroulement qui n'est pas linéaire et qui peut très bien connaître son acmé au début, au milieu ou à la fin du mouvement qui fait évènement. Dans tous les cas, il fait qu'on ne peut faire de la question : « Quelle perspective ? » ou « Comme cela va-t-il finir ? » la question essentielle. L'évènement se suffit à lui-même et ne préjuge pas de son devenir et des risques encourus, de ses dérives, de son résultat (Mai-68 n'est pas réductible à Grenelle, le mouvement des fourches au parti Cinq étoiles, les Gilets jaunes au RIC, etc.)

Il est dans sa nature d'évènement de se poser les questions dans des termes nouveaux d'où son allure « sauvage », de groupe en fusion, sa désinvolture par rapport à toutes les règles sociales de bienséance envers les différents pouvoirs, qu'ils soient politiques, économiques ou médiatiques et évidemment par rapport aux forces de l'ordre une fois qu'il en a compris la fonction répressive à son encontre en tant que corps particulier de l'État (cf. *infra*). Le choix entre respect de la légalité ou passage à l'illégalité n'est alors plus pour lui un principe défini à l'avance, comme dans l'action syndicale et politique, mais un sujet à traiter de façon pragmatique, au coup par coup et si passage à l'acte il y a il est assumé sans crier au loup ! Ainsi des milliers de gardes à vue signifiées aux Gilets jaunes, sans autre forme de procès, ne le pousse pas à se poser de façon essentiellement victimaire.

Une composition sociale diverse...

Le mouvement ne se laisse pas saisir aisément. Dans un premier temps sociologues, politiques et médias ont entonné l'antienne des classes moyennes, celles qui se sentiraient déclassées, qui jugeraient payer trop d'impôt, à la fois parce les pauvres n'en paieraient pas et parce que les puissants y échappent aussi par évasion fiscale. Et puis devant le peu de réalité de la chose, les commentateurs sont passés à la notion de « classe moyenne infé-

rieure », regroupant par là un vaste magma qui serait composé des 50 % de ménages qui ne se situent pas dans les 25 % les plus riches ou les 25 % les plus pauvres. Le peu de sérieux de ces tentatives a conduit ensuite à privilégier finalement la notion de « classes populaires » qui permettrait de mieux rendre compte de ce que ressentent les protagonistes (« Nous sommes le peuple ») sans donner l'air de céder à une lecture populiste du mouvement. Un analyste qui se prétend géographe (C. Guilluy) s'est même saisi de ce dernier qualificatif pour désigner un ensemble surdéterminé par la division spatiale du territoire entre centre et périphérie, oubliant du fait que les « classes populaires » peuplent aussi les HLM des banlieues des grandes métropoles. Quant aux marxistes orthodoxes, ils ont campé sur leur lutte de classe éternelle, la plupart pour refuser un mouvement au mieux interclassiste au pire petit-bourgeois et réactionnaire comme si les événements révolutionnaires du passé avaient été mis en jeu par des classes « pures » (Canuts lyonnais mêlant salariés et artisans, paysans anarchistes ukrainiens de 1917 et d'Andalousie de 1936 côtoyant les conseils ouvriers). Pour rester au plus près de notre époque, dans les années 1960-1970, en France et en Italie c'est justement le mixage entre souvenirs des révoltes paysannes de l'Ouest de la France ou du Mezzogiorno italien qui a produit cette insoumission à l'usine et la mise à feu et à sang d'une usine de la dimension de FIAT par les jeunes ouvriers insoumis à la discipline d'usine.

Et là, avec les Gilets jaunes, au niveau de « l'impureté », on est servi : 33 % se disent employés, 14 % ouvriers, 10 % artisans, commerçants ou auto-entrepreneurs, 10 % professions intermédiaires, 25 % inactifs ou retraités. Mais c'est quand on leur demande, dans des sondages et enquêtes, qu'ils répondent en ce sens, car l'une des caractéristiques premières du mouvement est de ne jamais aborder une discussion par le biais du travail concret effectué, mais par celui des conditions de vie. C'est d'ailleurs comme cela qu'il constitue son unité. Celle d'une commune condition de vie, difficile ou précaire. Par rapport à ces analyses en termes de classes

nous pensons justement que la caractéristique du mouvement des GJ est d'être a-classiste, parce que ni l'analyse sociologique ou statistique en termes de catégories socioprofessionnelles ni l'analyse marxiste en termes de bourgeoisie et prolétariat ne sont pertinentes. Il n'y a plus de classes antagonistes au sens de Marx parce que les éléments objectifs (le nombre d'ouvriers et son enfermement dans les forteresses ouvrières et ses quartiers), comme subjectifs (la conscience de classe et de l'antagonisme capital/travail) se sont évanouies avec les restructurations et ce que nous avons appelé la « révolution du capital ».

S'il ya donc bien encore lutte, ce n'est plus d'une lutte de classes dont il s'agit et qui avait sa ou ses théories, ses perspectives inscrites de longue date et sur lesquelles se jouaient diverses partitions, mais avec les mêmes instruments.

Une lutte sans classe donc, au sens d'absence d'un sujet historique, même de rechange (l'étudiant, l'immigré, le sans-papiers) plutôt qu'une lutte de classes.

... Qui doit trouver ses propres références

Que le mouvement des GJ ne se rattache pas au fil rouge historique des luttes de classes ne signifie pas qu'il est dans un pur présentisme, parce qu'il serait « mouvementiste » avant tout. En effet, il a tendance à ressusciter les grandes révoltes populaires du passé contre l'impôt et les taxes (cf. les Cahiers de doléances de 1788-89). Paradoxalement, c'est l'affaiblissement des États-nations (« à la française ») censés assurer l'égalité des conditions (Tocqueville et les révolutions américaine et française) et la fin des privilèges, qui, dans sa crise, produit à nouveau des inégalités sociales et de nouveaux privilèges (relations sociales, procédures de cooptation et clientélisme sous la forme du lobbying, se substituent au régime méritocratique). Ainsi, de la même façon que sous l'Ancien Régime des charges étaient achetées aujourd'hui elles redeviennent héréditaires de fait si ce n'est de droit. C'est donc une remise en cause du pacte social en général auquel on aboutit et finalement autour de ce qui symbolise son finance-

ment, condition d'une reproduction plus ou moins satisfaisante du rapport social : l'impôt. Que la goutte d'eau qui fait déborder le vase soit fiscale n'est pas innocent dans un pays dont les pouvoirs publics refusent une réforme fiscale jugée pourtant nécessaire par tous, mais considérée comme une véritable usine à gaz. La grogne vis-à-vis de l'impôt déjà fort présente ne pouvait donc pas rester lettre morte à partir du moment où des mesures aussi provocatrices que la suppression de l'ISF sur la fortune et la hausse des carburants pour les ménages étaient prises sans justification légitime. Crispation contre l'impôt en général donc (c'est ça qui a fait parler en termes de mouvement de classes moyennes ou poujadisme à l'origine), mais révolte contre la spécificité française en matière de fiscalité qui fait que l'impôt sur le revenu progressif rapporte peu en France et que c'est par les taxes et la CSG non progressives que l'État engrange la majorité de ses recettes, taxes qui grèvent proportionnellement beaucoup plus les budgets modestes que les autres vu la structure des dépenses dans les budgets de ces ménages (le poids relatif des « dépenses contraintes » y est plus fort).

La Révolution française, *La Marseillaise* comme chant révolutionnaire des citoyens, les cahiers de doléances, les « montées » à Paris sur les lieux de pouvoir, l'invocation du droit à l'insurrection de l'article 35 de la Constitution de l'an III, le RIC qui rappelle le droit de pétition de 1791, l'appel à une Constituante, voilà donc aujourd'hui les références que le mouvement se réapproprie, même s'il a parfois du mal à en saisir la dimension d'universalité dans toute son ampleur, universelle justement et donc non nationale, sa dimension citoyenne au sens de 1789-1794, c'est-à-dire révolutionnaire et non pas citoyeniste qui elle répond à l'injonction de responsabilité que l'État adresse à ses sujets quand il leur demande en fait d'obéir à ses règles (cf. l'instruction civique).

Trouver ses propres références et ses propres supports, c'est cela qui est difficile, car les regroupements de ronds-points ne sont pas des conseils ouvriers, l'assemblée de Commercy n'est pas

l'assemblée ouvrière autonome de l'Alfa Romeo de 1973, le RIC n'est pas le programme d'un parti communiste prolétarien.

En effet, le mouvement naît et se développe dans le procès de circulation plus que de production et pose la question de la reproduction des rapports sociaux d'ensemble (d'où son rapport conflictuel immédiat à l'État) plutôt que celle de la production et du rapport au patronat. Cela s'explique, entre autres, par la baisse de centralité du travail productif dans le procès de valorisation du capital avec l'inessentialisation de la force de travail qui en résulte et la tendance à la substitution capital/travail dans le procès de production. Il en découle, au niveau de la structure même du capital, une importance accrue du procès de circulation et une tendance à la totalisation du procès production/circulation qui rendent l'action de blocage des flux au moins aussi importante que la forme historique que constituait le blocage de la production par la grève et l'occupation des usines. Or, cela ne mobilise pas forcément les mêmes protagonistes (retraités, chômeurs femmes au foyer, étudiants, auto-entrepreneurs) et les GJ ont su se glisser dans cette configuration pour porter leur action là où ça fait mal sans pourtant enclencher un processus de grève.

Enfin, ces changements entérinent l'idée que tout se jouerait au niveau de l'hyper-capitalisme du sommet et ses représentants visibles : État, GAFAM, banques, Commission européenne, etc.

Un mouvement d'insubordination

De la revendication particulière (la lutte contre les taxes) à une révolte contre l'injustice fiscale puis, plus généralement contre l'injustice sociale avec des revendications de plus en plus proches de celles des salariés (augmentation des salaires et du SMIC, halte à la précarité, retour de l'ISF, fin de la CSG), le particulier tend vers l'universel.

Le mouvement n'est pas mû par une critique des conditions de travail et du travail, mais par une référence aux conditions de vie. Il est certain qu'auparavant, dans les luttes ouvrières, les conditions de vie jouaient leur rôle, mais étaient comme incluses dans

les conditions de travail, car c'est la professionnalité qui déterminait le reste (la fierté d'être mineur ou docker et non pas la vie de misère qui leur était attenante). Alors qu'aujourd'hui, cette professionnalité a été en grande partie détruite et elle n'est plus qu'une composante (avec les conditions de travail) des conditions de vie plus générales. D'ailleurs les GJ ne se présentent guère par leur profession d'origine. C'est aussi cette caractéristique qui fait l'unité au-delà des différentes conditions. En effet, préalablement, c'est le collectif de travail qui faisait l'unité et l'idée d'une classe particulière dans son opposition à la classe dominante; or aujourd'hui, cette unité n'est plus donnée directement par le capital qui a d'abord corporatisé les segments de la force de travail salarié, puis atomisé cette force de travail qui ne trouve plus guère son unité qu'idéologiquement dans les grandes messes syndicales. L'unité, si unité il peut y avoir ici ne peut donc qu'être reconstruite sur la base des conditions de vie, ce à quoi les Gilets jaunes se sont attachés. « Tous Gilets jaunes » en représente la formule la plus adéquate et récurrente qui dit la façon de faire des Gilets jaunes : l'idéologie et le politique ne sont pas les filtres qui guident le mouvement, malgré tous les risques que cela comporte.

Plus concrètement et à l'origine, ces conditions de vie sont marquées par les dépenses contraintes qui absorbent une part grandissante du budget des ménages pauvres ou modestes d'où l'accent mis sur les prix et les taxes jugées abusives, le pouvoir d'achat, le « reste à vivre » au 15 du mois et le « pouvoir vivre ».

Tous ces prix sont perçus comme un arbitraire de l'État qui fixe des prix administrés ou des grands monopoles/oligopoles qui fixent des prix mondiaux. Tous ces prix apparaissent arbitraires, car sans rapport avec une « valeur » quelconque. Une chose facile à constater même pour des personnes peu versées vers l'analyse économique quand on voit le peu de rapport entre les variations de prix du baril de pétrole et celles du prix à la pompe du carburant.

Dans cette mesure et à l'opposé de ce que l'on entend souvent, la conscience du mouvement des GJ n'est pas forcément moins

avancée que celle des ouvriers ou salariés s'attaquant à des patrons précis. Les premiers s'attaquent directement à l'hyper-capitalisme, via l'État, alors que les seconds en restent encore à une conception de la domination reposant sur les mécanismes de l'exploitation. De cela peut naître l'illusion qu'il n'y a que peu de puissants (les fameux 1 %) et une immense majorité de dominés (les 99 %) ce qui occulte complètement la complexité de la hiérarchisation sociale des rapports sociaux capitalistes. Une des faiblesses du mouvement des GJ, mais déjà présente dans des mouvements censément plus conscientisés comme les *Occupy Wall Street*. Or, la plupart des Gilets jaunes n'ont que trois mois au compteur !

Le mouvement des Gilets jaunes n'est pas « social » au sens des mouvements sociaux traditionnels, mais il a une nature sociale. Il n'est pas non plus directement politique, mais il a une âme politique parce qu'il déconstruit immédiatement l'évidence d'une soumission naturelle au pouvoir de la part des dominés. C'est dans ce soulèvement qu'il produit sa propre violence, violence de détermination plus que violence effective parce qu'il ne veut pas de cadre et surtout, plus concrètement, qu'il déborde les cadres de la légalité républicaine. Le refus de déclarer les manifestations et leur parcours, les occupations de ronds-points et de plateforme sont les signes concrets de ce passage en force par l'action qui délimite un nouveau rapport de force. Là aussi nouvelle pratique par rapport aux mouvements sociaux habituels encadrés : ce n'est pas le mouvement qui s'adapte à un rapport de force établi qu'il prend en compte en phase statique, c'est lui qui produit le rapport de force « qui fait mouvement ». Son refus de négocier et sa critique de toute représentation, y compris en son sein, place alors la barre très haut et rempli de désarroi les différentes formes de pouvoir en place (gouvernements, médias, partis et syndicats), d'où la violence de la répression par les forces de l'ordre et la virulence du discours anti-mouvement dans les médias sérieux et la « pédagogie » par les images de la part des télépoubelles.

Mais tout cela ne doit pas occulter le fait que, malgré ses références récurrentes à la démocratie, le mouvement s'affirme bien plus comme un mouvement d'action directe que comme un mouvement pour la démocratie directe, même s'il n'y a pas forcément de contradiction entre les deux tendances. L'auto-organisation du mouvement, tant que les ronds-points en ont été l'axe majeur, est restée une auto-organisation de proximité sans formalisme, loin, par exemple, de l'assembléisme de Commercy qui, avec le RIC comme revendication unitaire apparaissent plutôt comme des recettes pour une porte de sortie par le haut d'un mouvement né par le bas, qu'une véritable perspective de développement et d'approfondissement du mouvement..

Une communauté de lutte

Pour passer du virtuel des réseaux sociaux au réel du terrain de lutte, les GJ ont dû construire leur propre corps collectif à partir, pourtant, de l'éclatement produit par l'atomisation sociale et géographique. C'est de là que se sont dégagées des subjectivités elles aussi collectives au-delà des fragmentations objectives du corps social dans son entier. La communauté du travail, comme à Lip, qui s'érigait en communauté de lutte n'est plus possible et s'y substitue la communauté de lutte directement comme seule communauté immédiate, mais en tant qu'elle n'existe que par la lutte (sinon, retour à l'atomisation et en conséquence à l'individualisme). Une communauté de lutte dont la perspective est universaliste (celle de la perspective d'une communauté humaine qu'anticipait déjà Anacharsis Cloots, révolutionnaire allemand de la Révolution française en en appelant en 1794, juste avant d'être guillotiné, à une « République du genre humain »), au sens où elle n'est pas exclusive (« Tous Gilets jaunes »), même si elle peut parfois être tentée de se référer à une communauté nationale des gens d'en bas (elle bute sur l'ambiguïté et la polysémie de la référence citoyenne). Ce corps antagonique se fait peuple, mais celui-ci n'est pas essentialisé, même si, là encore, la référence à la communauté nationale et à la Révolution française

ne sont pas véritablement « pensées » et questionnées). Corps antagonique qui s'oppose aux différents corps de l'État et à celui qui, tout à coup, lui est apparu comme son auxiliaire, à savoir le corps des forces de l'ordre, accusé, dès l'acte III de « collaboration » avec l'État. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de demande par rapport à l'État, comme dans le cas des luttes dans la fonction publique, parce que l'État apparaît ici comme l'ennemi... sans que soit produite une claire critique de l'État en tant que pouvoir, que ce soit à la façon anarchiste ou à la façon américaine conservatrice.

Le « Tous ensemble » que l'on entend crier comme en 1995, n'est donc pas une demande de restauration de l'État-providence de la période des Trente glorieuses, mais un « "Tous ensemble" contre ce monde » qui peut effectivement s'ouvrir à toutes les problématiques autour de la question du climat et de l'écologie, des « grands travaux », etc.

Cette communauté de lutte est communauté de pratiques collectives proche de celle des ZAD avec l'expérience des cabanes de ronds-points. C'est fort, mais limité, car le mouvement n'a pas de pensée de l'émancipation à portée de main. C'est la solidarité (fraternité) présente sur ses lieux d'action et les désirs d'égalité et de liberté qui l'animent. La tension individu/communauté s'y dévoile.

Temps critiques, février 2019

LES RATÉS DE LA CONVERGENCE ABSTRAITE : LA MANIFESTATION CLIMAT

Afin de mieux comprendre l'échec de la convergence Gilets jaunes/écologistes lors de « la marche pour le climat » du 16 mars dernier, nous sommes allés, un camarade et moi-même, à l'Alternatibar sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon où se tenait lundi 25 mars à 19h une assemblée générale de la coordination Lyon-Climat dont l'objet était un retour sur la marche.

Nous ne connaissons pas la composition précise des personnes présentes ce soir-là. Nous nous sommes concentrés sur les paroles les plus saillantes émanant des organisateurs et principalement les propos autour des GJ, car notre présence était aussi motivée par la façon dont les écologistes perçoivent le mouvement. Nous devons également préciser que nous relatons de mémoire et non à partir d'enregistrement. À noter également que l'ambiance de la réunion durant notre présence fut bien sage. Chacun parla l'un après l'autre, on n'interrompt pas la parole, pas d'invectives, on dit « oui » avec les mains...

Un succès...

Autocongratulation avec le nombre de 35 000 personnes. On note l'excellente communication pour cet événement fort bien relayé dans les médias. *A contrario*, l'encadrement par les forces de l'ordre n'a pas été bien vécu pour une marche qui se veut communion sympathique du plus grand nombre. La participation des enfants est un succès et doit être renouvelée. On se félicite d'ailleurs du grand nombre présent sans incident à déplorer au vu du contexte.

Sur les Gilets jaunes

3000 Gilets jaunes présents selon les organisateurs (illusion d'optique déjà remarquée sur le site de la marche pour le climat et

que je finirai par contredire, car nous étions tout au plus 500). Absence de prise de parole GJ lors des interventions devant le Tribunal. Problème d'organisation ou hésitations des GJ se demande la coordination. Ensuite vient un point difficile : la présence « jugée incompréhensible » des motards. Très mauvaise image pour la marche et source anxigène pour les enfants. Puis les précédents rassemblements de décembre et janvier avec des GJ sont évoqués dont un ou de légers incidents avaient eu lieu suite à une méconnaissance réciproque. On note que la faiblesse de ce mouvement social est son absence de structure qui complique la coordination.

Intervention

Me présentant comme GJ j'indique que, selon moi, la convergence a été un échec dû à une certaine opacité de l'organisation. Des tentatives de contacts étant restés sans réponse quelques semaines avant la date. J'ajoute qu'une partie des GJ a quitté le cortège suite à des comportements peu favorables à leur rencontre. J'indique qu'il existe une sorte de « structure GJ » qui s'appelle GJ Lyon-Centre et qui appuie des actions et organise des AG. Je parle aussi des interventions des organisateurs lors de l'AG Gilet jaune une semaine avant pour communiquer sur leur cortège à sens unique. Je propose d'imaginer une organisation commune de la marche où les enfants ne seraient exceptionnellement pas conviés. Ou de tout simplement monter une autre forme de cortège incluant les deux luttes.

On me répond que l'organisation n'était pas possible du fait du peu de temps qu'il leur restait lors des contacts. On me dit que les enfants sont actés et il n'est pas question de les exclure. Et on n'élude la possibilité d'un cortège commun en me réorientant vers les actions de désobéissance civile où se trouvent des GJ qui participent aux formations d'actions d'Alternatiba ayant émaillé le parcours.

Incompréhension ou intérêt bien compris ?

Un participant note que les GJ n'ont pas toujours été en phase avec le discours écologiste (ex. suppression de la taxe carbone, + de pouvoir d'achat sans réflexions sur les conséquences écologiques). Il met en garde contre une possible organisation commune où le message des écologistes serait noyé dans les multiples revendications des GJ. D'autres répondent sans détour que le contexte des manifs GJ est dangereux et que le but n'est pas de drainer une image médiatique brouillée par la fumée des bombes lacrymos. Viennent les actions de désobéissance civile d'Alternatiba. On leur reproche l'usage par les forces de l'ordre des bombes lacrymos, signe que l'opération n'avait pas été suffisamment préparée. Il rétorque que l'on ne peut prévenir les mouvements des policiers, mais par contre, les personnes qui ont mené les actions étaient parfaitement au courant des risques (disposés à être gazés, sic). Le sujet GJ revient. Un organisateur souligne que si des revendications effectivement écologistes sont présentes dans leur mouvement, aucune démarche d'envergure (dans des actions fortes en faveur de l'environnement) n'a encore eu lieu permettant de justifier un rapprochement organisationnel. Puis la présence des black blocs lors du rassemblement au départ du Tribunal s'invite dans la discussion. « Des personnes tout de noir vêtues, masquées, avec des outils cachés dans leurs vêtements » note une dame. « Ce sont des anticapitalistes » précise un autre. Un des organisateurs évoque la tension palpable chez les forces de l'ordre en plus de la mauvaise image médiatique engendrée. Et comme pour les motards, on peut noter une totale incompréhension sur leur présence dans ce contexte bon enfant. Il poursuit en racontant l'échange qu'il a eu avec un flic en civil pour le rassurer sur les intentions du groupe en noir après qu'il ait été les voir pour leur expliquer clairement le contexte pacifique de la manif. À ce sujet, la même dame laissera échapper un « il était très bien ce monsieur » vis-à-vis du flic. Ceci dit, un participant fera quand même une petite mise au point pour expliquer à chacun que ces

gens sont des blacks blocs d'opérette (*sic*) et que toute comparaison avec ceux ayant ravagé les Champs-Élysées n'aurait pas de sens. À ce sujet, le service d'ordre de la marche sera unanimement salué pour son bon travail tout au long du cortège.

À mentionner tout de même qu'une personne de l'AG Gilets jaunes Lyon-Centre était présente à cette réunion, car elle faisait également partie de la coordination Lyon climat. Elle a vivement poussé à la convergence des luttes en cherchant un point de rencontre qui pourrait unifier les deux mouvements qu'elle a nommé symboliquement : l'humain. Elle communiqua sur la commission convergence des GJ et appela à venir réfléchir dans ce sens tous les mercredis au bar « L'autre monde » dans le 7^e arrondissement.

Un plan de com ?

Nous partîmes peu avant la fin pour nous rendre à l'AG Gilets jaunes, très différente sur son expression. En effet, pendant le temps passé à l'Alternatibar, nous eûmes le sentiment d'un véritable « consensus mou » dans la salle. Peu avant notre départ, l'arrivée d'une personne qui revenait d'une garde à vue d'une vingtaine d'heures suite aux actions de désobéissance civile (recouvrement publicitaire de la métropole de Lyon) suscita une forme de mise en scène avec un « on applaudit bien fort... ». Contraste saisissant avec la situation d'un gilet jaune blessé qui avait manqué de perdre la vue lors de la dernière manif GJ. D'ailleurs, aucune évocation des violences contre les GJ ne se fit entendre renforçant d'une certaine manière l'absence de solidarité des gens de l'organisation qui visiblement ces 4 derniers mois n'ont pas vraiment suivi ce qui se passait dans le pays.

J'en retiens également que je fus, à un moment, renvoyé aux actions de désobéissance civile avec la condescendance de ceux qui ont de l'expérience et se sentent fort d'une organisation très structurée, trop peut-être, ce que je fis remarquer en disant que se « vouloir tout contrôler » me semblait illusoire et qu'il fallait accepter une part d'imprévu. Mon intervention resta lettre morte.

Leur obsession de donner une bonne image médiatique va dans le sens d'une ouverture massive à tous les publics et à l'heure où les GJ sont victimes de la répression féroce et d'un travail acharné de sappe médiatique, la rencontre des deux mouvements semble tout simplement impossible. L'opposition organisationnelle étant trop forte. Le capitalisme comme fondement de ces dérèglements sociaux et climatiques ne fut même pas effleuré ni même la remise en question du système économique. Pourtant, cela aurait pu être tout à fait pensé dans une perspective de travail en commun, car si dans les faits, les points de convergence sont nombreux, les organisateurs ne me semblent pas prêts à l'entendre de cette oreille. Trop investis qu'ils sont dans leur fonctionnement propre. Mon camarade me fit remarquer qu'il avait failli intervenir pour leur dire qu'ils fassent attention à ne pas « dépolitiser le mouvement ». Ceci dit, cela démontre un fonctionnement qui ressemble presque davantage à une étude de marché, ciblage, et revue des moyens pour de l'évènementiel qu'une manifestation potentiellement politique. Ce qui me sera confirmé ultérieurement par la réception sur ma boîte mail d'un compte-rendu dénommé « *Debrief* 16 mars » accompagné des résultats d'un questionnaire de satisfaction comprenant des questions courtes et de nombreux diagrammes dignes des stratégies commerciales de Carrefour.

Ju et Greg

DANS LES RETS DU RIC

REMARQUES SUR LES FAIBLESSES POLITIQUES D'UNE REVENDICATION

Après avoir élargi ses revendications de départ et continué à refuser de négocier, ce dernier point étant essentiel dans le maintien d'un rapport de force avec les pouvoirs en place, la difficulté qu'a le mouvement à s'étendre sur cette base (voir le caractère éphémère de la jonction du 5 février, l'échec de la liaison avec le mouvement lycéen en décembre, le peu d'empressement qu'ont les habitants des banlieues à le rejoindre), le conduit à se refermer sur lui-même dans une revendication qui fait peut être son originalité, mais qui n'est que la sienne. Certes, le mouvement des Gilets jaunes a raison de vouloir garder son autonomie en se plaçant comme une sorte d'avant-garde de masse de fait (« Tous Gilets jaunes », sous-entendu, nous les gens de peu). Il n'a rien à attendre de l'appel traditionnel et volontariste à une « convergence des luttes », car c'est quand on agit ensemble contre la société capitaliste qu'on converge et non pas en agissant séparément d'abord pour converger éventuellement ensuite (cf. le contre-exemple des « stylos rouges », à la notable exception de ceux de l'Ille-et-Vilaine). Mais le problème est là. L'avant-garde de masse ne se justifie que si elle fait véritablement masse, c'est-à-dire si elle est suivie et pas simplement par procuration, mais sur le terrain.

Or si les premiers gestes de recul de Macron et le fait que le mouvement ait perduré au-delà de la période des fêtes ont été vécus comme une victoire, le mouvement en est objectivement et subjectivement aujourd'hui à son étiage avec l'impression d'être face à un mur qui ne cède pas. Le risque est d'y répondre non pas en cherchant à reprendre l'action directe, même en variant les formes dans un tout ou rien qui peut-être clarifierait ce que veut vraiment le mouvement, mais en cherchant à tout prix à perdurer quitte à plus ou moins s'institutionnaliser. En effet, même si le

RIC a été présent dès le départ dans les objectifs (il n'y a donc pas « ricipération » comme l'ont dit des prétendus radicaux), la prégnance de plus en plus forte qu'il a prise, depuis quelques semaines, comme revendication unique pouvant pleinement le satisfaire est sans égale, loin devant l'autre forme d'institutionnalisation rampante que constitue l'idée du « Vrai débat » en réponse au « Grand débat » de Macron ; une idée qui place le mouvement dans une contre-dépendance à l'égard du pouvoir.

C'est à ce changement de fusil d'épaule que nous assistons depuis quelques semaines avec parallèlement, un certain recul de l'action directe et des « Macron démission » puisque le RIC peut aussi représenter l'espoir d'une lointaine destitution du président (et de la présidence pour certains) qui viendrait remplacer la croyance un peu écornée en une démission immédiate. Une référence appuyée au RIC qui, pourtant, ne trouve grâce dans aucune autre fraction de la population démunie et travailleuse et qui, par ailleurs, n'est pas véritablement discutée, sur le fond, au sein des différents Gilets jaunes. Elle fonctionne le plus souvent comme une sorte de « Sésame ouvre-toi » censé régler tous les problèmes à partir du moment où le RIC serait compris par tous après une divulgation de ses principes (cf. Les « marcheurs » du RIC).

Pour certains militants du RIC, celui-ci serait même tellement efficace qu'il éliminerait toutes les sources de conflit. Il suffirait en effet de voter, évitant ainsi tous les troubles que représentent les manifestations et les grèves. C'est un fantasme bien connu en politique : certains protagonistes pensent que l'on peut couper l'histoire en deux, ils veulent changer les choses pour ne plus avoir à les changer. Le RIC est ici le fétiche de ce fantasme. En fait, nombre de Gilets jaunes ne doutent pas de l'intelligence de leurs dirigeants politiques (ou patronaux). Ils ne font pas non plus de critique de leur expertise supposée ; ce qu'ils critiquent principalement, c'est que cette intelligence soit mal orientée et pas en direction du « peuple » ou des pauvres. De ce point de vue, le RIC ne relève que d'un raisonnement technique (ce serait un outil) de résolution des problèmes et non pas un principe politique de

l'identification des problèmes à résoudre. Ainsi, si le peuple peut décider de tout, il faudra aussi qu'il s'appuie sur la compétence (là encore une notion jamais questionnée) d'experts pour le guider dans ses décisions. L'appareil d'État est perçu essentiellement comme politicien et bureaucratique sans que ses fonctions politiques, administratives ou judiciaires soient clairement identifiées et distinguées. Ainsi, les États-Unis sont-ils parfois cités en exemple parce que les juges y sont élus et non pas nommés comme en France, alors pourtant que cela les transforme en objet de luttes politiques clientélistes et les expose au pouvoir des lobbies industriels et financiers. Tout ce qui fait l'objet d'un vote semble privilégié comme si celui-ci réglait tous les problèmes parce qu'il serait constituant, législatif, abrogatoire et révocatoire. Avec le RIC « manifestations et grèves n'auront plus lieu d'être, un vote décidera » comme nous avons pu le lire sur un flyer de présentation circulant dans le Doubs et le Jura. Bravo la convergence !

Avec le RIC en tête d'affiche ce serait une coupure entre révolution démocratique et révolution sociale à laquelle on assisterait. Le RIC ne peut en effet rien contre le patronat, les licenciements, la fixation des revenus autres que le salaire minimum. C'est cette lutte-là qui serait délaissée au profit de la lutte contre la corruption, la prévarication, le revenu trop élevé des députés, alors que la bande à Macron a été entièrement débauchée du privé et comme la plupart étaient déjà des « premiers de cordée » dans leurs domaines respectifs, ils gagnent plutôt moins en tant que députés et ministres ! Ce qui est paradoxal c'est que la critique des Gilets jaunes porte finalement bien plus sur l'ancien personnel politique, celui qui faisait carrière par le biais de la politique, que sur le nouveau qui a pour programme implicite de détruire la politique au profit d'une prétendue expertise (cf. : l'utilisation des neurosciences pour résoudre les problèmes dans l'Éducation nationale).

Ce qui apparaît ici, c'est la contradiction entre l'action collective des Gilets jaunes et un RIC qui repose sur l'acte individuel même s'il est une proposition reprise collectivement. Il n'y aurait

même plus besoin d'un isolement pour isoler, le clic informatique suffirait. Par quel mystère celui qui vote « mal » aujourd'hui votera « bien » demain ? On ne sait pas ; ce qu'on sait seulement c'est qu'il pourra destituer celui pour qui il va voter s'il ne se conduit pas bien, s'il ne respecte pas ses engagements ou s'il fait des « bêtises ». Et plus généralement, la faiblesse politique du RIC c'est que la question du pouvoir lui-même (et de la souveraineté, qu'elle soit nationale ou populaire) n'est pas posée. C'est comme si toute la problématique rendant possible le RIC (l'idée de démocratie directe et de contrôle populaire immédiat) faisait oublier aux Gilets jaunes la nature de l'État qu'ils ont pourtant découvert pendant leur mouvement.

Le fait que ce sujet ne soit pas abordé a pour corollaire de ne pas aborder non plus la question de la citoyenneté et surtout le sens de celle-ci. Cela saute particulièrement aux yeux quand on aborde le RIC. La question du droit de vote n'est absolument pas abordée, car elle fractionnerait la solidarité des Gilets jaunes à partir du moment où il faudrait prendre une position sur le qui est citoyen et surtout qui ne l'est pas, au risque du désaccord. Dans les AG, il est ainsi souvent nécessaire d'intervenir déjà pour faire corriger l'appellation « assemblée citoyenne » qui spontanément vient souvent court-circuiter celle « d'assemblée populaire », mais il faut aussi rappeler qu'il paraît difficile d'être sur un barrage ou un rond-point avec un « étranger » qui se bat contre l'injustice fiscale à côté de vous et de lui dire que le RIC ce n'est pas pour lui ! Pourtant la référence à la Révolution française que partagent nombre de Gilets jaunes devrait ici servir : est citoyen celui qui participe à la révolution (on peut prendre ça au sens large de la lutte contre l'ordre en place) quelle que soit sa nationalité. Nous ne savons pas si ça vaut le « Grand débat » ou le « Vrai débat », mais ce qu'il y a de sûr, c'est que cela ferait avancer la conscientisation du mouvement et permettrait aussi de remédier à l'incompréhension qui a régné jusqu'à maintenant à propos du RIC.

Temps critiques, le 28 février 2019

ATELIER DE PHILOSOPHIE PLÉBÉIENNE AUTOUR DES GILETS JAUNES

FERTANS (DOUBS), LE 16 FÉVRIER 2019

Une grosse vingtaine de présents dont deux intervenants extérieurs (Alain Bihl et Jacques Wajnsztein) et cinq Gilets jaunes, trois de Besançon et deux de Dole. Mais comme pour bien marquer l'ambiance générale de répression dans toute la France, il n'y aura finalement qu'une personne de Besançon, les deux autres pressenties ayant été arrêtées et mises en examen la veille pour appel à une manifestation non autorisée.

La personne de Besançon va insister sur le rôle centralisateur des manifestations dans la mobilisation, tout en soulignant le rôle des ronds-points dans le lancement du mouvement. Et encore aujourd'hui, il existe un rond-point proche de Besançon parce que le groupe de GJ s'est replié sur un terrain privé à proximité du lieu d'origine. D'après elle de nombreux syndicalistes participent au mouvement, surtout en provenance de la fonction publique et des professions s'exerçant dans le social ou la santé. L'information semble circuler assez lentement puisque l'appel de Commercy commence juste à y être discuté. Autre point étonnant, il y a des problèmes de salles de réunion car la mairie ne les prête que si c'est pour « le grand débat ». La possibilité de la Bourse du Travail ne semble pas avoir été évoquée.

La partie Est de la France apparaît d'ailleurs un peu en retrait du point de vue de la mobilisation (Strasbourg et Metz par exemple) même s'il y a eu des actions importantes à Nancy avec de sérieux incidents un des premiers samedi et une forte occupation de ronds-points dans les Vosges (plus de 80 annoncés par la presse au début du mouvement et confirmé par Alain Bihl qui habite dans la région et qui a pu voir à quel point les ronds-points

ont pu fonctionner, dans cette zone désindustrialisée, comme substitut de l'ancienne communauté ouvrière, où s'est développé une entraide qui a pu dépasser le cadre familial). Vu cette relative faiblesse de la mobilisation dans la région et aussi son caractère disséminé sur une large échelle géographique, un besoin de se coordonner se fait sentir et un regroupement de cette région est envisagé en liaison avec l'AG de Lyon (groupe du Grand Est). Des contacts précis ont été pris, nous en avons d'ailleurs eu vent la semaine dernière en AG lyonnaise.

Les manifestations à Besançon sont systématiquement gazées alors que les manifestants restent pacifiques, parce que, comme partout ailleurs, la préfecture cherche à refuser l'entrée dans le centre-ville et que les manifestants tiennent ferme sur le « on a le droit de manifester » et « on ne lâche rien ». Présence de certains « casseurs » (le mot est prononcé, mais on ne s'attardera pas) à partir de 18 h, d'après la personne GJ ici présente. La manifestation du samedi semble être le cœur du mouvement à Besançon puisque la GJ présente ne restera que le matin, prise qu'elle est par ses tâches de l'après-midi. À part mon intervention à laquelle je donne finalement plus une allure de discussion interactive que d'un développement formalisé, des personnes vont s'étonner que le mouvement des GJ ne cherche pas plus à se rapprocher des syndicats et du monde ouvrier alors que des militants syndicaux en font partie. La GJ de Besançon répond en disant que ce sont des militants de base déçus par les directions, explication bien sûr insuffisante et assez traditionnelle. Il est aussi reproché au mouvement des GJ de ne pas créer d'autres formes et finalement d'affaiblir la forme syndicale à la base des acquis sociaux. J'interviens pour dire que nous ne sommes plus dans le même contexte. Où en est l'industrie dans la région et particulièrement l'industrie horlogère ? Est-ce que le mouvement des GJ n'est pas, à sa façon et dans les conditions actuelles, un autre Lip où se reforme non plus la communauté ouvrière, mais une autre forme de communauté de lutte capable de coaguler des énergies et un esprit de révolte bien au-delà des quelques revendications de dé-

part comme Lip et le Larzac avaient pu le faire à leur époque et apparaître comme des mouvements exemplaires, malgré leurs limites et les critiques qu'on pouvait leur adresser ?

Par contre les dolois sont bien présents toute la journée car ils ne se rendent pas à la manifestation de Besançon, privilégiant eux la bataille des ronds-points et une permanence qui concerne trente à cinquante personnes par jour. La sensibilisation semble forte avec tractage, banderoles, grandes affiches et est menée par des personnes qui, contrairement à Besançon, n'ont pas de parcours militant ou même politique antérieur. Il y a donc de grosses différences de position entre les différents ronds-points. Par exemple, celui de Rochefort dont sont issus les deux GJ dolois présents a élu un responsable de rond-point qui est d'ailleurs ici présent.

Le RIC est leur grande affaire et tout est un peu axé là-dessus. Cela apparaît comme la recette miracle. Nous y reviendrons. La discussion va donc largement porter sur ce point. Un RIC qui se veut constituant, abrogatoire, révocatoire, législatif (CARL). Ce qui est étonnant, c'est l'assurance de la personne « responsable » du rond-point sur cette question du RIC, un RIC qui n'est en fait jamais questionné parce que tout semble résolu à l'avance. Ainsi, si le peuple pourra décider de tout, il faudra aussi qu'il s'appuie sur la compétence (là encore une notion jamais questionnée) d'experts pour le guider dans ces décisions. L'appareil d'État est perçu essentiellement comme politicien et bureaucratique sans que ses fonctions politiques, administratives ou judiciaires soient identifiées clairement et séparées. Ainsi, les États-Unis sont cités en exemple parce que les juges y sont élus et non pas nommés comme en France !!! Tout ce qui fait l'objet d'un vote semble privilégié comme si celui-ci réglait tous les problèmes. Nous en aurons d'ailleurs confirmation quand à la fin de la réunion la « responsable » nous laissera un petit flyer sur le RIC. Comme nous connaissions à peu près son contenu qui est le même partout nous n'avons pas fait attention sur le coup et ce n'est qu'après son départ que nous nous sommes aperçus d'une phrase

finale qui résonnait étrangement et nous semblait rajoutée. Il y était dit : (avec le RIC) « manifestations et grèves n'auront plus lieu d'être, un vote décidera ». Et à aucun moment, il n'est mentionné que c'est une phrase rajoutée. Le titre du flyer est « Les gilets jaunes veulent ». Je cherche la vérification dès mon retour à Lyon, auprès des « spécialistes » du RIC du groupe Gilets jaunes-Lyon-centre, jamais ils n'ont vu figurer une telle conclusion ailleurs !

Mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'inquiéter des formes procédurales qu'engendrerait le RIC !

Ce qui apparaît c'est la contradiction entre l'action collective des GJ et un RIC qui repose sur l'acte individuel. Il n'y aura même plus besoin d'un isoloir pour isoler, le clic informatique suffira. Par quel mystère celui qui vote « mal » aujourd'hui votera « bien » demain on ne sait pas, ce qu'on sait seulement c'est qu'il pourra destituer celui pour qui il va voter s'il ne se conduit pas bien, qu'il ne respecte pas ses engagements ou s'il fait des « bêtises » comme dit la responsable Gilets jaunes. On lui a demandé quelle genre de bêtise pouvait amener la destitution ; elle a juste répondu « de grosses bêtises » !

Et plus généralement c'est, dans ces échanges au moins, le fait que le pouvoir lui-même n'est pas questionné, ni d'ailleurs la nature de l'État. C'est comme si toute la problématique rendant possible le RIC faisait oublier aux GJ la nature de l'État qu'ils ont pourtant découvert pendant leur mouvement.

JW

TROIS EXEMPLES CONTRASTÉS DE L'ALLIAGE GILETS JAUNES-SALARIÉS EN LUTTE

Action du mercredi 20 mars en soutien à la grève de certains salariés de Primark, grande surface du Centre commercial Part-Dieu.

C'est évidemment à l'initiative des salariés que nous sommes intervenus pour soutenir la grève de l'entreprise et particulièrement celle des agents de sécurité dont les activités ont été sous-louées à l'agence de sécurité Protectim.

La décision de soutien a été prise en AG de lundi soir et ce matin nous étions une quarantaine de GJ dès 10 h à nous couler dans le dispositif des organisateurs de la grève et de l'action (une vingtaine), pour appuyer leur demande d'ouverture des négociations. Nous avons ensemble bloqué le niveau I du magasin à 10 h 45, tout en laissant libre la montée extérieure vers le niveau II, mais en fin de compte peu de personnes l'ont emprunté vu l'ambiance au niveau inférieur, à la fois combatif (slogans et petites pancartes préparées à l'avance), joyeux (chansons) et ouvert, mais ferme. La presse était là et particulièrement FR3. Beaucoup de photos prises malgré l'interdiction qui en est faite dans le Centre commercial ! Une vingtaine de salariés de la société Cogepart, sous-traitante de Carrefour en grève depuis plusieurs jours à quelques pas de là, sont venus apporter leur soutien avec leurs propres banderoles. Trois ou quatre activistes de la COP21 sont aussi présents. « Tous ensemble », c'est le cas de le dire, et c'est là un bon exemple de l'unité à atteindre dans notre lutte commune qui est bien au-delà d'une convergence abstraite ou décidée au sommet.

La pression est forte, les invectives contre la direction se font plus fortes et tout à coup le bruit court qu'un membre de la direction va venir ouvrir les négociations. La condition en étant que nous nous mettions de côté pour laisser passer les clients pendant

qu'une délégation de salariés est reçue pour discuter et négocier. Contrairement à la Cogepart où le syndicat SUD est partie prenante de la lutte, les salariés semblent s'être ici auto-organisés.

Il est 11 h 30 alors. La police a montré son nez, mais avec discrétion.

Action devant Carrefour en soutien aux salariés de l'entreprise sous-traitante Cogepart

L'action a été initiée la semaine dernière pendant l'action à Primark pour les salariés sous-traitants de Protectim auxquels les salariés de Cogepart en grève avaient apporté leur soutien.

L'action à peine connue des services de police et du patronat nous apprenons, la veille, que des négociations immédiates devraient s'ouvrir. Le « péril jaune » a encore eu son effet d'impact, semble-t-il !

Rendez-vous est pris, pour les GJ, devant le Quick de la gare à 16 h où certains d'entre nous traînent depuis quelques minutes en attendant l'heure de l'action. Quand nous bougeons enfin en direction du centre commercial, quelques-uns d'entre nous, bien ciblés apparemment, se voient contrôlés par les forces de l'ordre en fonction d'une prérogative qui leur permettrait, sous prétexte que la gare est internationale, de vérifier à tout moment les identités. On ne connaîtra pas le but véritable de l'opération puisqu'après nous avoir demandé s'il y avait quelque chose de répréhensible dans nos sacs, ils ne les fouilleront pas et après s'être posé la question de faire remonter nos noms au fichier central, ils en abandonneront l'idée, nous rendront les papiers... et nous laisseront aller participer à l'action !

Nous sommes environ 50 à 60 à manifester devant Carrefour sans toutefois bloquer l'entrée à la différence de Primark. Il faut dire que le dispositif policier est plus imposant et qu'il est doublé d'un dispositif vigile plus proche de nous. Tout se passe bien et les slogans retentissent : « Carrefour sous traite, Cogepart maltraite » plus les slogans et chants habituels des GJ. Finalement, les salariés sortent de la négociation en ayant conscience d'avoir ga-

gné quelque chose : licenciement d'un ouvrier annulé, moitié des jours de grève payée et prime de panier. Le reste demeure en suspens comme l'application d'une convention collective.

Une employée CGT de Carrefour prend langue avec nous pour une action directement contre Carrefour en début de semaine prochaine contre l'automatisation des caisses qui doit entraîner 1200 licenciements sur toute la France.

Action à Carrefour-Confluence, le 2 avril 2019 à Lyon

À la demande d'une déléguée CGT, par ailleurs GJ, qui est venue présenter l'action à l'AG du 1^{er} avril après avoir participé elle-même à l'action de la semaine dernière contre Cogepart, nous nous retrouvons à une douzaine de GJ ce matin à 9 h devant l'entrée du magasin. Une quinzaine de salariés cégétistes distribuent des tracts contre les suppressions d'emplois prévues par les rationalisations de la Direction (mise en place de caisses automatiques, suppression de certains rayons comme l'électroménager depuis les accords avec Darty, pressions sur les salariés pour qu'ils conseillent aux clients de payer par les cartes sans contact de façon à accélérer les flux, etc.).

Nous entrons ensuite à l'intérieur du magasin où les militants s'adressent aux collègues au travail, mais l'ambiance est bizarre car les cégétistes sont en fait des salariés de tous les Carrefour de la région et ne connaissent pas forcément les salariés de chaque centre, de plus ils les appellent à rejoindre leur lutte, alors qu'eux-mêmes ne sont pas en grève, mais en heures de délégation ou en journée de repos ou de récupération. Le fait qu'il y ait aussi peu de clients à ce moment de la journée rajoute au malaise. Des discussions s'engagent aux caisses automatiques pour sensibiliser les clients sur le « travail » que leur impose de fait Carrefour en tant que client.

Finalement la CGT décide d'aller jusqu'au bureau de la Direction et nous demande de venir. Nous suivons bien que certains d'entre nous se posent des questions (nous sommes en intrusion dans des locaux privés !) sur le bien-fondé de la chose. Nous fai-

sons pression devant le bureau au son de l'Internationale. On se demande quel rôle jouent des membres de la CGT qui appellent à la révolution devant le bureau alors qu'ils ne sont pas capables de déclencher une grève. Et fin du fin, une déléguée CGT indique que si la Direction n'ouvre pas les négociations, une nouvelle vague de GJ va déferler sur le magasin. Bien sûr il y a de la provocation là-dedans, mais on se sent de plus en plus instrumentalisés, à part la militante NPA et GJ par ailleurs qui a l'air contente d'elle et de la situation.

De fait, une délégation de représentants de tous les magasins est reçue et nous quittons les bureaux de la Direction.

Aucun agent de sécurité, aucune force de police à l'intérieur du magasin ne se sont manifestés, mais que se serait-il passé dans le cas contraire ?

Ce sera un point à aborder à la prochaine AG. Soutenir des grévistes en lutte oui, cautionner de fait des stratégies syndicales, non.

GILETS JAUNES : SUR LA LIGNE DE CRÊTE

Une ligne de crête qui accompagne tous les soulèvements car, par définition, on ne sait pas quand et comment va se faire la bascule. Ce qui nous fait entrevoir cette phase, c'est que le mouvement des Gilets jaunes s'échoue aujourd'hui sur plusieurs écueils qui ont pourtant fait sa force hier.

S'il ne se laisse pas définir, il ne se définit pas lui-même

Si le mouvement des Gilets jaunes ne se définit pas par ce qu'il n'est pas (antisémite, anti-migrant, sexiste, homophobe), ce qui serait se mettre dans la contre-dépendance des attaques de ses ennemis ou des médias, il ne se définit pas non plus par ce qu'il est. Comme dans tout mouvement qui possède une véritable dynamique propre, des clivages présentés comme une réalité incontournable par l'État, les sociologues et les médias, n'en sont plus pour lui. Pour « les gens d'en bas » qui se soulèvent contre l'ordre des dominants, les fractionnements entre « quartiers sensibles » et communes périurbaines sont relativisés lorsque les lycéens de Mantes-la-Jolie montrent qu'en banlieue aussi la survie n'est plus supportable ; fractionnement réduit entre assistés et chômeurs ciblés par la phrase assassine de Macron « il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver un emploi » puisque de nombreux chômeurs, présents sur les ronds-points, développent solidarité et convivialité ; fractionnement effacé entre travailleurs pauvres (l'emploi n'est plus gage de vie décente) et petits salariés, artisans ou auto-entrepreneurs.

Par sa dynamique propre, par l'action directe, le mouvement des Gilets jaunes a réfuté pratiquement les reproches idéologiques que lui adressent abstraitement les milieux politico-médiatiques dominants.

Au sein d'une frange de la population, qui n'a pas toujours été la plus active dans les mouvements sociaux précédents, parce

qu'elle a à la fois voulu et subi les processus d'individualisation, se fait jour la bonne vieille idée redécouverte dans chaque lutte d'importance, celle que le pouvoir divise pour mieux régner. Mais force est de reconnaître qu'après trois mois de lutte, ces avancées politiques sont insuffisantes. En effet, alors qu'il a aussi connu une certaine maturation dans le discernement de ses objectifs (de la lutte antifiscale à la lutte pour la justice sociale, par exemple), le mouvement ne parvient toujours pas à véritablement se définir. Cela nuit non seulement à son extension vers les marges de sympathisants hésitants, mais rend abstraite l'idée souvent mal comprise à l'extérieur du « Tous Gilets jaunes » puisque sans définition plus précise de ce qu'il est, toutes ces franges proches devraient l'intégrer et, à l'inverse, au nom de qui ou à partir de quel principe pourrait-il dire : « non, vous, vous n'êtes pas Gilets jaunes » ? Ni l'appel de l'assemblée des assemblées à Commercy ni les communiqués du groupe Gilets jaunes Lyon-centre n'ont réussi à lever cette équivoque par rapport, par exemple, à la présence de l'extrême droite à l'intérieur du mouvement.

C'est que la communauté de lutte pose comme première valeur politique la solidarité dans le désaccord, c'est-à-dire l'inverse de l'appréhension traditionnelle de la politique, y compris à l'extrême gauche qui, quant à elle, pose au contraire le désaccord comme principe premier et « ligne » de partage. Cette disposition première, en faveur de la communauté de lutte et de la solidarité qui en découle, amène le mouvement à ne pas aborder ou à reléguer au second plan « les sujets qui fâchent ». Ne pas trop en dire pour pouvoir continuer à se dire les choses. Ainsi, alors que les Gilets jaunes parlent beaucoup de votes et les utilisent pour prendre des décisions, alors que nombreux sont ceux qui, parmi eux, mettent en avant le vote par RIC, la question du droit de vote n'est absolument pas abordée, car elle fractionnerait la solidarité des Gilets jaunes à partir du moment où il faudrait prendre une position sur le qui est citoyen et surtout qui ne l'est pas, au risque du désaccord.

Dans les AG, il est ainsi souvent nécessaire d'intervenir pour faire corriger l'appellation « assemblée citoyenne » souvent utilisée dans les assemblées issues de ronds-points pour coordonner action et réflexion entre communes périurbaines. Car le flou persiste souvent sur les contours de la citoyenneté d'autant que dans ces actions, les Gilets jaunes n'hésitent pas à faire appel à des salles de mairie et à y accepter des élus municipaux ou même des députés, ce qui fait qu'on a parfois du mal à distinguer ces débats du « Grand débat ».

Ce n'est peut-être qu'un pis-aller, mais en l'état actuel des choses la notion « d'assemblée populaire » utilisée dans les assemblées de Commercy et celles (plus urbaines) qui les ont rejointes reste dans le vague et par là-même s'avère moins problématique. Elle prête moins à confusion tout en étant fort paradoxale. En effet, les « assemblées citoyennes » sont d'une composition sociale bien plus populaire que les « assemblées populaires » qui sont, elles plus « citoyennes » au sens Révolution française du terme. Pourtant, à l'origine, sur le terrain des ronds-points, la question ne s'était pas posée abstraitement, mais de façon pratique, car il paraissait difficile d'être sur un barrage ou un rond-point avec un « étranger » qui se bat contre l'injustice fiscale à côté de vous et de lui dire que le RIC ce n'est pas pour lui... parce qu'il n'a pas la nationalité française et qu'il ne peut pas voter ! La référence à la Révolution française devrait ici encore servir : est « citoyen » celui qui participe à la « révolution », quelle que soit sa nationalité.

Si, pour beaucoup de Gilets jaunes, la référence à la Révolution française est réelle et profonde, alors il faut que le mouvement assume sa part de sans-culotterie sans qu'elle soit sans cesse rabattue sur celle d'un citoyen juste conçu comme sujet du pouvoir d'État en remplissant des devoirs qui donnent lieu à des droits. Par ailleurs, cela mettrait fin pratiquement à cette idée saugrenue, partagée par certains Gilets jaunes, d'un vote considéré comme obligatoire et donc comme un devoir plus qu'un droit. Mais ce serait faire preuve d'optimisme de penser que le mouve-

ment pourrait en quatre mois acquérir une conscience de la communauté (humaine) qui efface toute frontière. La communauté de lutte trace, consciemment ou non, ses frontières dans la lutte. L'exemple frappant en est la distinction qui apparaît dans des discussions entre Gilets jaunes « de base » sur la question des migrants¹. Si les immigrés sont bien reconnus et acceptés par les Gilets jaunes – d'autant qu'il s'en trouve un nombre non négligeable parmi eux – ils le sont sur la base de l'ancienne figure du travailleur immigré. Des descendants de travailleurs immigrés, et qui sont Gilets jaunes par ailleurs, considèrent que leurs parents et eux sont devenus ou sont français parce qu'ils ont contribué à la construction et à la prospérité du pays, alors qu'à leurs yeux les migrants d'aujourd'hui ne cherchent pas à se fixer et s'établir (cf. Calais et tous ceux qui veulent absolument passer en Angleterre) et relèveraient d'une gestion internationale de crise qui échappe à la communauté de lutte². En conséquence, cela restreint considérablement le champ de la tension vers la communauté humaine. Plus concrètement, c'est aussi une situation à courte vue, car si la force de travail est globalement surnuméraire aujourd'hui dans le procès de valorisation du capital, le surnombre n'est pas toujours là où on le croît, comme le montrent les efforts actuels d'entreprises comme MacDo, Starbucks et autres grossiums de l'hôtellerie-restauration ou du ВТР, qui vont jusqu'à proposer à

1 – Nous ne parlons donc pas ici des assemblées de Gilets jaunes style Commercy ou Maison du Peuple de Saint-Nazaire qui, de fait, regroupent des personnes politisées par un passage à Nuit debout ou des militants plus ou moins en phase avec LFI ou le NPA qui affirment la libre circulation des personnes, l'accueil des migrants et se préoccupent peu de l'approche des « gens d'en bas » dont ils ne font pas vraiment partie ; leur adhésion au mouvement étant le plus souvent motivée par du prosélytisme politique.

2 – C'est sans doute pour cela que des pancartes contre le Pacte de Marrakech ont pu apparaître parfois et de façon finalement subreptice, dans les cortèges de Gilets jaunes, *via* des manifestants d'extrême droite.

des migrants fraîchement arrivés³, des cours accélérés de français parce qu'elles recherchent de « petites mains » à des conditions tellement à la marge du droit du travail que personne ne les accepte.

Un discours plus protestataire que révolutionnaire ou réformiste

Si l'expression d'une juste colère a fait la force du mouvement à ses débuts, il cherche aujourd'hui un second souffle qui le transformerait en une lutte sociale plus globale contre un ensemble structuré par l'État et le capital. Ce qu'il a tendance à résumer par les termes de lutte contre le « système », sans chercher à davantage le définir. Faute d'y parvenir, cette colère a tendance à se transformer en haine contre l'oligarchie (le « je vous hais compris » écrit parfois sur des gilets jaunes dénote en passant une certaine culture politique et un humour de bon aloi), elle-même réduite à quelques grandes entreprises ou banques et à quelques individus (politiciens, journalistes influents) « que l'on va aller chercher » comme le disent les manifestants. C'est comme s'il fallait leur faire payer individuellement leur forfaiture, alors pourtant que les Gilets jaunes ont pris conscience progressivement qu'ils ont affaire à un « Système ». En cela Macron est victime de son propre « dédagisme ». Il croyait avoir fait le plus dur en se débarrassant de l'ancien monde politique et c'est l'ancien monde populaire qui lui tombe sur le dos ; un monde nettement plus difficile à faire disparaître.

Cette colère anti-Système des Gilets jaunes est confortée par une vision oligarchique du pouvoir, vouant à la vindicte populaire seulement les 1 % les plus riches qui opprimeraient les 99 % autres, alors que tous les rapports sociaux sont traversés par des hiérarchies et des inégalités qui divisent et fragmentent ; le procès de domination parcourt l'ensemble du rapport social. Recon-

3 – Cf. l'article : « Les réfugiés sont les bienvenus sur les métiers en tension ». *Le Monde*, 21 mars 2019, p. 20.

naître cela, ou au moins en tenir compte, serait reconnaître que la notion de peuple n'existe pas en soi, qu'elle se construit dans le conflit et la tension entre ceux qui dirigent, à quelque titre que ce soit (économique, politique, culturel) et ceux qui n'ont aucun titre pour le faire. Mais il n'y a pas non plus de raison de faire porter aux Gilets jaunes le poids d'une supposée inexpérience politique alors que c'est une opinion bien partagée, aussi bien par les *Occupy Wall Street* américains que par un parti politique comme La France insoumise !

Il s'ensuit que le mouvement est souvent guetté par la recherche du bouc émissaire ou par les thèses complotistes d'autant que les réseaux sociaux cultivent facilement l'entre-soi et particulièrement Facebook qui est leur relai le plus utilisé. Cela a été le cas, plusieurs fois, quand, dans certaines villes, le mouvement a projeté de lancer des actions contre la banque Rothschild, une cible privilégiée parce qu'elle serait un symbole du capitalisme mondialisé et aussi parce que Macron y a été associé-gérant. Que ce type d'action soit repris par un groupe spontané comme Article 35-Insurrection est une chose, puisque sa révolte se situe dans l'immédiatisme et l'action directe. Mais que l'on en arrive à devoir expliquer en AG, où des représentants des divers groupes de Gilets jaunes sont présents, qu'il faut arrêter avec les symboles et regarder plutôt la réalité du système bancaire dans le fonctionnement global du capitalisme est le signe d'une réelle faiblesse théorique. Sur ce point comme sur le rôle des actionnaires dans la formation du capital, la critique du « système » est biaisée par le fantasme d'une finance qui représenterait le mal absolu.

Nous l'avons déjà dit, on ne peut reprocher aux Gilets jaunes dont la maturité politique est de quatre mois de commettre les mêmes simplifications que celles produites par des organisations politiques d'extrême gauche confirmées ou par des journaux comme *Le Monde diplomatique*. La difficulté consiste à essayer de corriger le tir sans jouer aux experts... et en tenant compte du fait que l'analyse des Gilets jaunes est limitée d'entrée de jeu par le fait qu'elle isole le procès de circulation du capital du procès de

production alors que le capital tente justement, à travers les réformes libérales, de l'unifier.

Pour rester concrets les Gilets jaunes ont parfois tendance à se rattacher à des chiffres censés parler par eux-mêmes, mais qui donnent lieu à une surinterprétation proche du contresens. Par exemple dans un tract Gilets jaunes sur la finance, dont une partie est consacrée aux actionnaires et aux dividendes. La présentation qui en est faite pour la France tend à accréditer l'idée que c'est en France que les dividendes atteignent la meilleure rémunération en pourcentage pour les actionnaires, ce qui serait absolument scandaleux et ferait de celle-ci un modèle de capitalisme spoliateur. Or, c'est justement parce que jusqu'à maintenant la France a mieux résisté au modèle anglo-saxon de capitalisme et à ses exigences, que la France a plus besoin d'attirer de capitaux qui ne viennent pas d'eux-mêmes. Ainsi, elle a refusé le passage aux retraites par capitalisation, ce qui la prive de ses propres fonds de pension et l'amène à rétribuer davantage les placements. Le problème n'est pas tant que cette approche est fautive, mais qu'elle empêche de comprendre le fonctionnement d'ensemble du capitalisme au niveau théorique et au niveau pratique, ce qui bloque souvent les discussions. Le mouvement ayant tendance à porter une attaque « morale » plus que politique cela inclut l'idée d'une moralisation possible des choses et des rapports sociaux. Cette tendance ne peut être contrecarrée que par des actions qui commencent juste, mais se développent en soutien à des conflits sociaux, dans des secteurs qui sont demandeurs parce que les syndicats y sont peu présents, comme les entreprises de sous-traitance de la grande distribution. Elles complètent les actions premières de blocage de la circulation en direction des plateformes en ce qu'elles mettent l'accent sur la dénonciation de l'exploitation et qu'elles peuvent jouer dans un sens favorable sur le rapport de force plus général.

Un universalisme contradictoire au risque de l'isolement

Après avoir élargi ses revendications de départ et continué à refuser de négocier, ce point étant essentiel dans le maintien d'un rapport de force antagonique avec les pouvoirs en place, le mouvement rencontre des difficultés à s'étendre sur cette base initiale. Difficultés rencontrées dans la jonction du 5 février avec la grève interprofessionnelle qui fait suite à l'échec de la liaison avec le mouvement lycéen en décembre. Cela conduit le mouvement à faire retour sur lui-même, dans des revendications qui font peut-être son originalité, mais qui ne sont plus que les siennes propres. Le mouvement des Gilets jaunes a certes raison de vouloir affirmer à la fois sa préséance dans la lutte et son autonomie par rapport aux autres forces. Par là, il s'est placé comme une sorte d'avant-garde de masse (« Tous Gilets jaunes ») dans la mesure où le fait d'enfiler le gilet jaune devenait tout à coup un acte de résistance en lui-même, un signe de reconnaissance ensuite et enfin le premier pas vers autre chose. Mais de ce fait, il n'avait rien à attendre de l'appel traditionnel et le plus souvent « bidon », à une « convergence des luttes », tarte à la crème des années 2000 ayant succédé au « Tous ensemble » des années 1990. Le fiasco de la manifestation commune du 16 mars entre Climat et Gilets jaunes montre que le chemin sera long avant que tout le monde devienne « Gilets jaunes » où que les Gilets jaunes se fondent dans la révolution ou la « République du genre humain ». Mais il n'est pas dit que certains de ceux-là ne se retrouvent pas plus facilement sur des actions de blocage de l'économie (énergie) ou dans des actions de soutien aux salariés en lutte ; autant d'interventions qui peuvent profiter de la déstabilisation générale des pouvoirs en place. Le problème est alors de savoir quel rôle y jouer. Sans vouloir trancher définitivement, notre expérience actuelle de la chose nous montre qu'il serait dommage qu'on y rejoue le soutien aux luttes du peuple tenu par les maos dans les années soixante-dix. Les Gilets jaunes, sous prétexte qu'ils sont

mobilisés et déterminés ne doivent pas être une sorte de bras armé (même sans arme) des salariés ou de n'importe quelle autre lutte.

C'est quand on agit ensemble contre la société capitalisée qu'on converge et non pas en agissant séparément d'abord, pour converger éventuellement ensuite (cf. à ce sujet, le contre-exemple des « stylos rouges⁴ »).

Si les Gilets jaunes font ressortir aujourd'hui un autre « Tous ensemble », il n'est pas de même nature que celui de 1995. Le premier était un appel à toutes les fractions de salariés, mais avec l'idée que la classe ouvrière et des catégories particulières comme les cheminots, en étaient la pointe avancée ; avec le second celui des Gilets jaunes, le « Tous ensemble » est posé au-delà du fractionnement. Étant potentiellement tout le monde, on ne voit pas qui pourrait les rejoindre, mais la conséquence en est que ce sont les Gilets jaunes qui finalement se posent ou sont perçus comme cette pointe avancée, ce qui évidemment n'est pas fait pour plaire à tout le monde et explique en partie les attermoissements de la CGT et de ses différentes fractions par rapport au mouvement, chose qui est apparue encore plus clairement le 19 mars, pour la seconde grève interprofessionnelle, que le 5 février.

Ce « Tous ensemble » est donc plus potentiel que réel et ajouté à la répétitivité usante des manifestations du samedi avec leur cortège de blessés, de condamnations et d'arrestations préventives, le mouvement a été amené à se tourner davantage vers des actions institutionnelles. Des actions qui visent d'un côté l'affirmation de la nécessité du RIC, non pas, comme à l'origine, une revendication parmi d'autres, mais comme remède miracle à la crise de la représentation politique, modèle de démocratie di-

4 – C'est comme si les Gilets jaunes avaient tiré, intuitivement les leçons du 13 mai 1968 quand les étudiants ont remis le devenir du mouvement dans les mains de la CGT alors que dans le contexte actuel cette même CGT ne serait de toute façon pas capable de faire face à cette demande vu le rapport de force capital/travail nettement plus défavorable et son influence propre décroissante.

recte ; et de l'autre côté, la tentative de répondre au « Grand débat » du gouvernement par la supposée alternative que représenterait un « Vrai débat », animé cette fois par les Gilets jaunes. Pour nous une fausse alternative, car finalement elle reste dans une sorte de contre-dépendance avec le Grand débat, puisque concrètement et même si les formes en sont plus libres, l'idée d'origine des Cahiers de doléances se retrouve bel et bien retournée, à son profit, par le pouvoir politique.

C'est bien au recul d'une action directe appuyée sur la base la plus large et la plus compréhensible pour tous du slogan « Macron-démission » auquel nous assistons. Un recul par rapport au défi à l'État que représentaient les blocages des ronds-points et les manifestations non déclarées. Dans cette mesure, le RIC semble maintenant représenter l'espoir d'une lointaine destitution venant remplacer la croyance en une démission immédiate.

Une référence appuyée au RIC qui pourtant ne trouve grâce dans aucune autre fraction de la population et qui, par ailleurs, n'est pas véritablement discutée au sein des différents groupes de Gilets jaunes. Par exemple, il n'y a pas véritablement accord sur le fait de savoir si le RIC est une revendication et dans ce cas là à quelle place il se trouve dans le vaste catalogue des revendications ou des propositions parcellaires que sont souvent les 42 propositions d'origine ; ou bien s'il n'est qu'un outil permettant de satisfaire les revendications ou les propositions constituantes. Or, le RIC est censé régler tous les problèmes à partir du moment où il serait compris par tous après une popularisation de ses principes (cf. Les « marcheurs » du RIC). Ce qui apparaît ici, c'est la contradiction entre l'action collective des Gilets jaunes et un RIC qui repose sur l'acte individuel du vote dans l'isoloir ou même d'un simple clic d'ordinateur à effectuer chez soi les pieds dans les pantoufles.

Et surtout, avec le RIC en tête d'affiche, on aurait une coupure entre révolution politique et révolution sociale, une coupure déjà présente au moment de la Révolution française⁵.

Dans cette perspective, le pouvoir lui-même n'est pas questionné, ni d'ailleurs la nature de l'État. C'est comme si toute la problématique rendant possible le RIC faisait oublier aux Gilets jaunes la nature de l'État qu'ils ont pourtant découverte, ou redécouverte, pendant leur mouvement. Il s'ensuit un danger qui est de trop personnaliser la fonction politique et de ne pas tenir compte du lien contradictoire qui existe entre personnalité individuelle et fonction publique. Pour une majorité des Gilets jaunes, personnel politique et oligarchie font « Système » et ne sont donc pas dissociables. Il semble alors peu cohérent de ne s'attaquer qu'au personnel politique (Macron, Castaner) et à ses sous-fifres (Benalla, etc.), comme s'il fallait les punir en tant qu'individus plutôt que de lutter contre le fait même qu'il existe un personnel politique professionnel dont la fonction est séparée, cette séparation des activités, une parmi tant d'autres, étant une caractéristique du « Système »... capitaliste. Il en est de même quand le RIC veut réaliser son opération mains propres en demandant à ce que les casiers judiciaires des représentants du peuple soient vierges. Cette proposition risque de conduire à la situation italienne d'aujourd'hui survenue en partie grâce à l'opération « main propre » (*mani pulite*), même si le mouvement des Gilets jaunes est très différent du mouvement Cinq étoiles.

Certes les Gilets jaunes demandent l'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés, mais ils ne pensent pas à étendre cela à des faits préalables, commis au cours des manifestations contre la loi-travail, alors qu'ils étaient un peu du même ordre avec arrestations préventives, interdictions de manifester et peines disproportion-

5 – Cf. notre tract : « Dans les rets du RIC : remarques sur les faiblesses politiques d'une revendication », février 2019. Voir page 121.

tionnées. Même si beaucoup de Gilets jaunes disent regretter leur passivité de l'époque, ils ne semblent pas vouloir raccorder les événements et sont peut-être victimes de leur « présentisme ».

Dans leur colère ciblée sur les personnes, même si ce ne sont plus les mêmes, les Gilets jaunes marchent toujours sur les traces de la Révolution française. En effet, si la prise de la Bastille fut suivie d'une ouverture de la prison, les prisons, elles, furent très vite remplies à nouveau et même surremplie par ceux qui ne furent pas guillotines. D'ailleurs, sur les ronds-points des Gilets jaunes, on pouvait trouver, pendant tout un temps, des panneaux figurants des guillotines et des manifestants ont même été traduits en justice pour avoir mimé, par figurines interposées, l'exécution publique de Macron. Toujours la symbolique de la Révolution française. Le problème est quand même qu'aujourd'hui, le « Système » est un peu plus détaché de ses « porteurs » qu'à l'époque. Cela est vrai aussi bien du point de vue d'une structure capitaliste toujours plus abstraite que du côté d'un État qui passe de la forme nation à la forme réseau. Mais c'est peut-être ça aussi qui produit la brèche par laquelle s'engouffrer. En effet, par rapport au temps de la Révolution française pendant laquelle ses institutions solides n'étaient pas encore en place, les Troisième et Quatrième République vont reléguer les hommes politiques à des positions subordonnées à leur fonction et aux institutions de l'État-nation. Or, la Cinquième République et surtout l'élection au suffrage universel ont inversé la tendance. La personnalisation du pouvoir qui s'en est suivi a été renforcée indirectement depuis par la résorption relative des institutions au sein de l'État dans sa forme réseau.

Il y a là tempête dans la tête des Gilets jaunes, car comment résoudre la contradiction entre, d'un côté la tendance universaliste à la République du genre humain⁶ qui apparaît comme la perspective stratégique du mouvement et de l'autre un souverainisme

6 – voir page 105.

populaire qui semble redonner des couleurs et du vernis à la forme nation ?

La difficulté à trouver une forme d'organisation

La généralisation de l'occupation des ronds-points que nous appelions de nos vœux dans « Une tenue jaune qui fait communauté⁷ » est aujourd'hui battue en brèche par la répression de l'État qui y a vu une dislocation de son espace capitaliste intégré (un danger pour son contrôle des flux de personnes et de marchandises) et les prémisses d'une autre reproduction des rapports sociaux, qui sans atteindre un point de fixation important et organisé comme Notre-Dame-des-Landes, n'en constituait pas moins une tendance à la prolifération de cabanes, considérées comme autant de scories dans un paysage à lisser. La situation est aujourd'hui au repli sur des terrains privés ou à des actions coups de poing sur des péages avec une difficulté, semble-t-il, bien plus grande en périphérie des grandes villes, par rapport à la situation dans les villages et autour des petites villes, où toutes les formes intermédiaires de lutte semblent pouvoir coexister et perdurer tant bien que mal.

Les assemblées se sont par contre développées dans de nombreuses villes, mais sur des bases plus traditionnelles et des modes d'organisation plus proches de ce qu'ils furent au moment de Nuit debout, c'est-à-dire avec une fixation sur le formalisme démocratique bien souvent en contradiction avec l'idée d'une libre prise de parole. Avec aussi des tendances à vouloir « organiser l'organisation » ou bien à faire voter pour savoir si on va voter et autres joyusetés procédurières. Cela aboutit parfois à une inversion des choses dans laquelle l'AG croit faire le mouvement, alors que c'est le mouvement qui fait l'AG. Or sur les ronds-points on pouvait passer de la discussion à l'action et inversement sans le moindre problème, l'organisation étant éventuellement au niveau d'une coordination de ronds-points. Alors que la forme assem-

7 – voir page 73

blée s'est trouvée fortement démunie devant le décalage entre l'avancée de sa forme organisationnelle et le peu de réalité de sa forme décisionnelle, par exemple au niveau de l'organisation de manifestations dont le déroulement, de fait, a continué à lui échapper.

Tout n'est pas joué

L'action collective, qu'elle soit sur les ronds-points ou dans la rue ressoude sans arrêt le corps politique et social des Gilets jaunes parce que c'est à ces occasions qu'il se confronte au pouvoir de l'État, y compris physiquement, là où se joue un tout ou rien, bien au-delà des « Vrais débats » et autres RIC. D'ailleurs les thèmes postés sur les réseaux sociaux par les Gilets jaunes et traités dans une enquête du journal *Le Monde*, en font foi puisqu'ils laissent apparaître que c'est celui de la mobilisation qui revient le plus souvent, suivi par celui de la répression, puis la critique des élites, deux fois moins utilisé que le premier et enfin celui des revendications, quatre fois moins utilisé que le premier⁸.

C'est dans cette action collective que le mouvement fait l'expérience pratique d'un monde que tout à coup il ne semble plus subir, parce qu'il a commencé à en transformer certaines conditions (socialité, fraternité et solidarité, entraide), tout en permettant à chacun de se découvrir et se transformer dans le même mouvement, à travers cette action-là.

L'action directe est constitutive du mouvement et les manifestations, comme celle de samedi 16 mars, en montrent la nécessité. En dehors de la satisfaction subjective de la casse ciblée, pour la première fois les Gilets jaunes se sont assumés « casseurs » ou pro-casseurs, posant sans honte au milieu des dégâts. Mais pas sûr que cela fasse avancer les choses à partir du moment où la base du mouvement se rétrécit, que de plus en plus une autre colère monte... mais contre les Gilets jaunes et qu'à la limite, la pro-

8 – Bien sûr ce ne sont que des enquêtes et des statistiques, mais c'est à se demander qui a introduit le RIC dans le fruit ?

chaîne fois le pouvoir pourra « marquer » les manifestants avec des produits indélébiles et pourquoi pas faire tirer dans le tas⁹.

Aucune solution immédiate ne se présente à nous parce que le mouvement a épuisé une partie de sa dynamique première. Force est de constater que c'est dans le moment de sa plus grande violence que le mouvement s'aperçoit qu'il est mis à nu... et à la merci des décisions du pouvoir. La prise au sérieux du désir de révolution de la part des Gilets jaunes, chose inimaginable au début du mouvement, le pousse, pour l'instant, vers une succession alternée de tentatives d'institutionnalisation et de politique du tout ou rien jusqu'à des pratiques émeutières (Paris, Bordeaux, Toulouse à un degré moindre). « L'ultimatum » du 16 mars est un acte fort, mais qui est aussi au risque d'un saut dans le vide si le mouvement ne réagit pas immédiatement et en diversifiant ses modes d'action; en fuyant momentanément une nouvelle épreuve de force par exemple ou en la provoquant ailleurs, mais de façon inopinée¹⁰. Il s'agit de créer un lien entre tous ces modes d'action sans les opposer. Des actions menées depuis le début de la semaine montrent que le pouvoir a peur. Contrairement à ce qu'il cherche à faire croire, tout attroupement n'est pas interdit et surtout pas quand il a à faire aux Gilets jaunes, la nouvelle peste sociale. Il ne peut donc intervenir partout à condition qu'on le harcèle partout justement. La survie du mouvement est à ce prix. En avant !

Temps critiques, 22 mars 2019

9 – Cf. le tract du syndicat policier Synergie-Officiers :

<https://twitter.com/PoliceSynergie/status/1107662000291753985/photo/1>

10 – Cette situation, les plus anciens d'entre nous l'ont connue le 25 mai 1968 au petit matin... sans avoir la possibilité d'y trouver une issue favorable. Mais l'Histoire ne se répète jamais...

SI T'AS ENVIE DE VIVRE, TU DÉCOURBES TON DOS¹

« Tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. De ce mouvement, il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle [...] Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser se redresser, se tenir debout. Prendre la garde à son tour » (Simone Weil, « La vie et la grève des ouvriers métallos » in *La révolution prolétarienne* du 10 juin 1936).

« Nous voulons vivre et pas seulement survivre »
(pancarte tenue par une dame âgée dans une manifestation de Gilets jaunes à Paris)

Une révolte qui lutte contre l'isolement

C'est effectivement un problème général aujourd'hui quand on voit que les luttes de salariés, non seulement sont en baisse, mais sont délégitimées par les pouvoirs en place au nom de la liberté d'entreprendre et d'innover, de l'élévation à l'état de *startup nation*, de la « prise d'otage des usagers », du corporatisme, etc. ; que les luttes des banlieues, comme la révolte de 2005, sont nihilisées ou dénoncées comme étant celles de classes dangereuses à « karchériser ».

Tout ce qui pousse d'un côté à la fin des collectifs de travail et de lutte et de l'autre à des replis communautaristes semblait donc dégager les voies pour des réformes de rattrapage dans une société française toujours décrite comme « en retard » par rapport aux réformes de mise à niveau jugées nécessaires par l'Union euro-

1 – Librement tiré de la chanson de Môrïce Bénin « Plus tu es heureux », dans le disque : *De je vis... en escale*.

péenne. Soit, le macronisme comme une chance pour la France. C'était sans compter sur un soulèvement de gueux et de sans voix, tombant de nulle part, mais possédant l'énorme avantage de revêtir, même et y compris à travers cette couleur jaune, paraît-il peu aimée, les oripeaux de l'individu moyen qui, en tant que tel, ne peut être suspecté de s'opposer au bien commun à partir d'un point de vue particulier. C'est comme si, tout à coup, le particulier avait été retourné en commun, mais pas sous la forme post-moderne du « le privé est politique ».

Le coût global, pour un individu, de l'achat et de l'entretien d'une automobile, coût qui, le plus souvent, est repoussé loin de la conscience, a soudain refait surface à la faveur de la hausse du prix du carburant². Pour toute une partie de la population, dont le logement est éloigné du lieu de travail et des réseaux des métropoles, la contrainte économique a alors été saisie et comprise à partir des dépenses de transport, qui constituent un poste important au sein de dépenses contraintes qui représentent environ 80 % du budget des ménages modestes et jusqu'à 85 % pour les plus pauvres. C'est cette aggravation des conditions qui a produit une révolte manifestant une situation d'urgence sociale, masquée jusque-là par des statistiques sur les revenus après redistribution qui ne laissaient pas apparaître le niveau réel du « reste à vivre » pour employer le langage de certains Gilets jaunes.

Ce qui se présentait alors comme le général (l'intérêt commun, l'intérêt de la France) n'est alors plus apparu que comme l'intérêt particulier des différentes fractions composant le capitalisme du

2 – Alors que l'automobile et toute sa filière, amont comme aval, tient une place primordiale dans la « croissance économique », l'automobiliste a été littéralement matraqué par une série de mesures : augmentation du nombre de radars, limitation de la vitesse, augmentation du prix du carburant, taxe carbone prétendument écologique, augmentation du prix du contrôle technique, déclassement du diesel dans les normes de pollution alors que les entreprises françaises et l'État ont privilégié cette filière, etc. Il est devenu, avec celui « qui fume des clopes », le mauvais sujet du macronisme.

sommet, plus ou moins appuyées par quelques millions de résidents des centres-villes des grandes métropoles.

Le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas un mouvement du ressentiment comme certains lui reprochent de l'être. Il est le fruit du passage du ressentiment, vécu et développé essentiellement sur le mode individuel, même si cette rancœur est partagée par un grand nombre³, à une révolte collective contre des mesures fiscales apparemment anodines qui ont pourtant constitué la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La révolte fiscale a alors engendré progressivement, mais assez rapidement (quinze jours environ) un mouvement d'insubordination rompant avec une apparente soumission aux politiques récentes de gestion de l'espace par le pouvoir (nouvelles portions d'autoroutes, ronds-points à chaque carrefour, nouveaux lotissements, hypermarchés). Et ce sont ces espaces que le mouvement va justement utiliser à son profit en les bloquant (péages d'autoroutes, blocages de plateformes de la grande distribution et de l'e-commerce), ou en les détournant de leur usage (ronds-points). Cette maturation en acte du mouvement aura été bien aidée par la répression incroyable, parce que démesurée, d'un mouvement qui en était au départ à demander l'appui de la police et qui, tout à coup, a fait connaissance avec la terrible vérité du monopole de la « violence légitime » que détient l'État. La conséquence en est que le slogan « Tout le monde déteste la police » est en train de changer de portée. Il n'est plus un slogan idéologique gauchiste, comme d'ailleurs le « Police partout, justice nulle part » qu'on entend de plus en plus. Ces slogans sont aujourd'hui le fruit de l'expérience des Gilets jaunes qui apprennent à faire la différence entre Droit et Justice. Et si certains d'entre eux font encore une distinction entre la BAC, détestée par tous, les CRS, par la plupart, et des sentiments plus partagés vis-à-vis des Gardes mobiles, on peut dire qu'on est mainte-

3 – Par exemple très présente parmi les électeurs du Rassemblement national.

nant loin de la quasi-fraternisation avec la police à l'époque de l'attentat contre *Charlie*⁴. Le slogan : « La police déteste tout le monde » qui fleurit aujourd'hui est un des signes de cette prise de conscience et aussi d'un changement de rapport de forces et de niveau d'affrontement.

Le paradoxe en est qu'un mouvement, dont l'expérience politique de ses membres était quasiment vierge, est passé rapidement d'un poujadisme social le 17 octobre 2018 à une critique du capitalisme à partir de février-mars 2019. Et cela alors même que la gauche et l'extrême gauche abandonnaient cette critique politique et sociale au profit d'une critique morale, culturelle et sociétale qui les fait se détourner ou même critiquer vertement les Gilets jaunes.

L'exemple des enseignants, pourtant mécontents de la réforme Blanquer du lycée ou de celle de l'enseignement primaire, est particulièrement probant. Des enseignants qui, il ne faut pas l'oublier, sont très nombreux en nombre de salariés et s'ils ne sont jamais le moteur des luttes, ils en sont quand même souvent un pivot, parce qu'ils représentent la catégorie moyenne des salariés. Or là, ils sont non seulement peu nombreux à enfiler le gilet jaune (environ 10 %) ou à en être proches, mais ils se sentent globalement étrangers à la « sauvagerie » de ce mouvement qui, finalement, ne respecte rien, ni la légalité républicaine ni le politiquement correct dominant. Pourtant les précaires de l'enseignement sont en augmentation, le salaire des enseignants débutants est passé légèrement en dessous du salaire médian, très peu utilisent les transports en commun et beaucoup circulent en voiture parce qu'ils sont mutés et répartis sur tout le territoire, y compris là où il y a une faible densité de population. Même quand ils cherchent à répondre à l'incapacité d'action efficace des syndicats, ils cher-

4 – L'appel de Macron à l'armée et aux soldats de l'opération « Sentinelle » pour la manifestation du 23 mars à Paris n'a fait qu'exacerber le sentiment d'une démesure répressive... qui dévoile, contradictoirement, une grande faiblesse du pouvoir d'État.

chent moins à se lier qu'à former leur propre catégorie (les « stylos rouges⁵ »). C'est aussi que l'origine sociale des salariés de l'enseignement a profondément évolué. Jusqu'aux années soixante-dix, l'enseignement était une voie de promotion sociale réalisée en deux générations : ouvriers qualifiés ou paysans puis instituteurs puis professeurs. Un exemple de moyennisation réussie qui leur a fait oublier la racine populaire qui les rattachait encore à une base de classe. Soit ils sont le produit de la reproduction sociale (couples endogamiques et enfants enseignants), soit ils sont des enfants déclassés de parents-cadres moyens ou supérieurs dans le secteur privé. Ces travailleurs intellectuels ont troqué leur ouvriérisme social pour des idées postmodernes branchées, qui les empêchent de comprendre le mélange d'ancien et de nouveau qui caractérise le mouvement des Gilets jaunes. Références ringardes à l'ancien, qui font qu'ils sont traités « de beaufs », « clopeurs » et autres « jojos » ou machos qui scandent « machin enculé » et « Castaner nique ta mère » pendant les manifestations ; références au nouveau comme la mobilisation en réseau, la folle inorganisation avec ses débordements et dérapages, l'absence de délimitation idéologique préalable, etc.

Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement des Gilets jaunes est parti de petites villes et campagnes, là où cette marche vers la société capitalisée et sa décantation postmoderne ont été les plus lentes. Là où les réformes libérales ont apporté le moins d'avantages par rapport aux inconvénients, par opposition au monde de la grande métropole qui intègre et oblige immédiatement tout le monde à se mettre « au niveau ». Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut en déduire que ces lieux sont déconnectés.

5 – Des nouvelles formes de lutte comme celle des Stylos rouges chez les enseignants sont assez proches de celles des Gilets jaunes. Ils n'hésitent pas à replacer la question des salaires au premier plan alors qu'elle est traditionnellement sacrifiée à la « mission de service public » dans les actions menées par les syndicats. Mais il n'empêche que les Stylos rouges ont éprouvé le besoin de se distinguer des Gilets jaunes. Si en Ille-et-Vilaine le Collectif 35 les a rejoints, c'est une exception.

D'ailleurs les ronds-points sont des exemples parfaits de connexions dans lesquels niveau local et niveau global sont immédiatement intégrés. Leur occupation en début de mouvement a été l'expression de cette conscience immédiate.

Des mesures comme les projets de péage pour entrer dans les villes ont constitué un nouvel élément de mobilisation à l'image des taxes de l'Ancien Régime réglementant entrées et sorties des personnes et des marchandises.

Les niveaux de la domination

Analyser le rapport des Gilets jaunes à l'État et à la légalité n'est pas une tâche facile. Certains avancent l'idée que les Gilets jaunes sont en quête d'État, parce qu'ils s'adressent directement à lui, mais c'est une vision assez discutable. Si on prend l'exemple des Cahiers de doléances que certains groupes de Gilets jaunes ont écrit, ils ne l'ont pas fait dans l'esprit de les adresser au roi Macron, sinon il n'y aurait jamais eu de mouvement des Gilets jaunes. D'une certaine façon, on peut dire qu'ils ont joué le rôle des enquêtes ouvrières des années soixante par rapport aux transformations des processus de production et de travail de l'époque, avec le développement de l'automatisation et la déqualification ouvrière. Le mouvement des Gilets jaunes a réalisé pratiquement plus que théoriquement une sorte d'état des lieux des conditions matérielles et psychologiques de vie dans la société capitalisée, et ils en ont fait une base de leur unité (« les gens d'en bas ») quand ils se sont aperçus des congruences de conditions. On assiste ici à un changement fondamental ; alors qu'avec la classe ouvrière les conditions générales de vie étaient comme intégrées et secondarisées dans les conditions de travail, ce sont maintenant ces dernières qui ne forment plus qu'un élément parmi d'autres des conditions de vie. Cela réactive la question d'un revenu indépendant du travail, ainsi que les propositions des Gilets jaunes sur le remplacement du système de sécurité sociale basé sur l'échange entre cotisation et redistribution par une assistance médicale générale financée sur une base fiscale qui, entre parenthèses, ne

contredirait pas les projets macroniens, puisqu'elle continuerait à affaiblir les organismes intermédiaires, à savoir ici, les syndicats qui cogèrent une partie du système lié à l'ancien État-providence ; et, de ce fait, contribue à affaiblir ce même État-providence ou ce qu'il en reste. Les Gilets jaunes ne sont d'ailleurs pas spécialement demandeurs de plus d'État comme peuvent l'être par exemple la plupart des fonctionnaires, car n'en étant pas les agents et de moins en moins les bénéficiaires, mais quasiment des clients, ils n'ont plus l'illusion du service public et du bon fonctionnement des institutions. En effet, c'est sur leurs territoires que se fait sentir le plus intensément le passage de l'État-nation à l'État-réseau (la densité des autoroutes, grands travaux, réseaux de toute sorte devient inversement proportionnelle aux dépenses maintenues pour les missions traditionnelles de l'ancien service public. Les Gilets jaunes s'adressent à l'État parce que celui-ci gère le niveau intermédiaire de la domination (le niveau II), celui de la reproduction des rapports sociaux sur le territoire national. Tout cet espace aujourd'hui capitalisé, mais qui était hier encore un monde à part, celui de la ruralité, des villes de taille modeste de la petite industrie traditionnelle. Un espace qui est aujourd'hui celui des places fortes à l'origine du mouvement : Bar-le-Duc, Forbach, Thionville, Charleville-Mézières, Amiens, Calais, Alès, autant de territoires au cœur de la désindustrialisation. Ainsi, dans les Vosges, on a compté jusqu'à quatre-vingts ronds-points occupés dans une région sinistrée industriellement, celle de l'ancien empire textile Boussac, où justement ces ronds-points viennent relayer et élargir les solidarités familiales qui permettent de « tenir » avec des RSA parce que même en traversant le trottoir, il n'y a pas de travail pour tout le monde. On pourrait y ajouter des agglomérations comme celles de Saint-Étienne et Nîmes qui souffrent des mêmes maux. Les médias ont d'ailleurs peu parlé des graves troubles qui se sont passés dans ces villes, comme à Nîmes

avec de la casse contre les banques et les attaques successives et la destruction d'une barrière de péage à Narbonne-Sud, à la sortie de l'autoroute A9⁶.

Ce n'est donc pas étonnant que les Gilets jaunes ne s'attaquent pas prioritairement aux patrons de petites entreprises qui résistent encore aux difficultés économiques tout en ne bénéficiant pas des aides et autres CICE et qui embauchent encore alors que les grandes entreprises et autres multinationales continuent à débaucher, parce qu'elles privilégient les gains de productivité, les processus de fusions/acquisition (une forme de « reproduction rétrécie »), la sous-traitance et les délocalisations. C'est dans ces petites villes, comme aussi au Puy-en-Velay, que les manifestations ont été souvent violentes sans que les médias ou le pouvoir puissent faire intervenir le bouc émissaire d'improbables « casseurs » extérieurs, comme il a l'habitude de l'invoquer pour les manifestations parisiennes, bordelaises ou toulousaines. Une violence de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Elle reste minoritaire, mais elle est tolérée, et de plus en plus tolérée par les Gilets jaunes, comme on a pu s'en apercevoir le 16 mars à Paris sur les Champs Élysées.

De ce fait, le mouvement concentre plutôt ses attaques contre le capital à partir des figures concrètes des patrons du CAC40 ou des banquiers et non pas du patronat en général (le MEDEF), parce qu'il sait que les premiers ont les pouvoirs exorbitants au niveau I de la domination qui est celui de l'hyper-capitalisme et de la mondialisation. Il ne saisit pas encore l'imbrication entre ce niveau I et le niveau II de la domination économique et sociale, celui pourtant à notre porte comme quand l'association française des entreprises privées (AFEP) impose à Macron la réforme de l'ISF. Mais il ne faut pas dire qu'il ignore les patrons comme le prétendent certains groupes d'extrême gauche plus ou moins

6 – Ayant abouti à 45 interpellations et 12 détentions provisoires : <https://www.ladepeche.fr/article/2018/12/02/2917532-aude-nuit-emeute-peage-croix-sud-narbonne.html>

hostiles au mouvement. En effet, les Gilets jaunes tiennent compte de l'évolution de la politique du capital puisqu'ils en subissent de plein fouet les effets, seulement, ils la saisissent de façon immédiate. Et les patrons, eux, contrairement aux journalistes ou aux politologues, sentent bien passer le vent du boulet. Ainsi, dans *L'Opinion*, journal proche du MEDEF, peut-on lire à la fin 2018 : « Tous les grands groupes vont distribuer des primes parce qu'ils ont vraiment eu peur d'avoir leurs têtes sur des piques. Ah oui, les grandes entreprises quand il y avait le soir terrible là [le 8 décembre, NDLR], toutes les dégradations, ils avaient appelé le MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux en lui disant "Tu lâches tout, tu lâches tout parce que sinon..." ». Ils se sentaient menacés physiquement. »

Le lien entre niveau I et niveau II de la domination capitaliste est toutefois rétabli chez les Gilets jaunes, par la référence critique à « l'oligarchie » (financière et politique) qui est censée faire office de passerelle entre le niveau mondial (ou européen qui est plutôt le cadre de référence des Gilets jaunes) et le niveau national. Cette perspective nous paraît confuse, car elle ne tient pas compte de la forme réticulaire dominante du redéploiement capitaliste à travers le processus de mondialisation/globalisation. Peut-être avons-nous ici affaire à l'éternel « retard » du capitalisme français, qui fait que des groupes comme celui de Bernard Arnault apparaissent comme typiques de l'oligarchie de par leur base patrimoniale, le fait de reposer sur des participations croisées, le clientélisme et même le copinage. Mais au niveau politique, le retour du concept d'oligarchie pour désigner l'ennemi est le signe du déclin concomitant des conflits de classe et d'un État-providence qui « socialisait » au moyen d'une politique fiscale compensatoire et équilibrée, au profit d'une vision qui voit la domination de petits groupes de puissants qui discutent entre égaux et imposent leurs décisions à l'ensemble de la population.

La grogne des maires avait déjà constitué une alerte par rapport à la difficulté, dans un pays aussi colbertiste et jacobin, de garantir la structuration entre les trois niveaux de la domination,

celui du global (I), celui du national (II) et celui du local (III). La mise en réseau des territoires et le processus de déconcentration de l'État ont trop chargé la barque d'un niveau III dont les finances ont souvent été asséchées par des transferts de compétence non suivis d'une manne correspondante. Les fermetures de petits hôpitaux, de petites gares, de petites écoles, de petites usines, ont paradoxalement côtoyé le désenclavement des régions par de gros travaux d'infrastructure autoroutière, ferroviaire ou des projets comme Notre-Dame-des-Landes, Sivens qui ne profitent qu'aux deux autres secteurs et à quelques notables locaux⁷. Mais contrairement à l'avis de certains sociologues ou géographes il ne s'agit pas là d'une France périphérique, parce ce niveau III fait partie de l'ensemble de la structure de la société capitalisée, mais simplement au niveau le plus dominé. Celui qui subit les transformations sans en profiter un minimum. Mais cela ne veut pas dire non plus que c'est dans ces territoires que la pauvreté et la détresse sont les plus fortes, car ce niveau III est aussi très présent dans les banlieues et grandes villes qui concentrent activités informelles et activités précaires, travail clandestin, trafics, des secteurs où l'immédiateté des réponses aux questions de survie ne pose encore que sous forme d'émeute sans lendemain (2005) la question de la révolte, de « décourber le dos » justement.

Les conditions de vie ne sont plus aussi dépendantes des statuts et des conditions de travail. Comme nous l'avons signalé, il y a un retournement de l'ordre des priorités, du fait de la perte de centralité du travail et dans la mesure où les conditions de vie deviennent les nouvelles conditions de l'unité. C'est pour cela que les Gilets jaunes ne se demandent presque jamais, entre eux, quel est leur travail spécifique. C'est secondaire. Cela vient aussi d'une uniformisation des conditions de travail et de vie, qui est passée

7 – Les pays plutôt régionalistes, comme l'Espagne, ont connu une forme particulière du même mouvement, par exemple avec la construction d'aéroports surdimensionnés, alimentant à la fois le clientélisme régionaliste et le secteur du BTP.

par le salariat généralisé, l'aliénation, mais pas par la prolétarianisation. C'est aussi pour cela qu'affleure parfois, chez les Gilets jaunes, la question du revenu universel qui est aussi une façon, pour eux, de poser de façon nouvelle et originale le rapport entre travail et conditions de vie, puisque nous savons que leur mouvement est parti de ces conditions de vie et non pas, comme pour les luttes salariales, du travail. Dans ce sens le mouvement des Gilets jaunes est bien un mouvement pour le revenu, même s'il ne s'illusionne pas sur le rapport entre le revenu et le pouvoir d'achat réel une fois déduites les dépenses contraintes.

Cette exigence parfois rencontrée d'un revenu de base pour tous est aussi un embryon de dépassement des polémiques entre travail et activité parce qu'elle envisage l'activité au sens global et non pas au sens macronien du revenu universel d'activité (RUA) qui en exclut les activités bénévoles et d'utilité publique non professionnelles que nombre de Gilets jaunes pratiquent.

Le démocratisme radical à l'épreuve de sa « morale »

Une vie digne face à des pouvoirs indignes. L'idée que tout gouverne(ment) revient au goût du jour quand les institutions entrent en crise et que le clientélisme, la corruption semblent mener le monde au nom d'intérêts privés. C'est une inversion de l'ordre et du sens des *fake news*. Après trois mois à démonter le discours des Gilets jaunes comme complotiste, bourré de *fake news*, les affaires Benalla, de la manifestante bousculée par les forces de police, des mensonges sur les lanceurs de balles de défense (LBD) viennent rétablir un autre régime de vérité et invalider l'idée, un temps entretenue, que l'équipe nouvelle de Macron puisse réaliser, comme elle le prétendait, une épuration des pratiques de « mauvais gouvernement ».

Or, la victoire des macroniens est née justement d'un refus de l'ancien personnel politique de droite et de gauche, touché à la fois par ses échecs en politique et par les « affaires », mais très rapidement, cette idée d'un pouvoir dynamique et technocratique a été battue en brèche par des maladroites de langage indi-

quant un profond mépris⁸ et par le retour des « affaires ». C'est pour cela qu'on retrouve, dans le mouvement des Gilets jaunes, à côté de revendications classiques de justice sociale ou fiscale et de solidarité, des demandes de démocratie directe qui n'existaient pas dans les mouvements précédents auquel il a pu être comparé (UDCA de Poujade, CID-UNATI de Nicoud, et plus proche de nous, celui des « bonnets rouges » limité à la Bretagne).

Contrairement à la naïveté pré-démocratique des Cahiers de doléances de 1789, ces derniers exprimant la volonté de passer un contrat social avec des droits, les Cahiers d'aujourd'hui sont ceux de la désespérance démocratique et c'est ce qui fait leur manque de souffle, car les droits existent, mais comme les Gilets jaunes s'en rendent compte tous les samedis aux manifestations ou tous les jours sur les ronds-points, ils sont bafoués à partir du moment où ils les exercent effectivement. On retrouve ici l'actualité de la critique du jeune Marx par rapport aux droits « formels ».

Dans les plateformes de doléances (cf. celle de la région PACA, mais aussi la façon dont les AG de Lyon et Toulouse ont demandé de classer 48 revendications), les propositions avancées le sont sans mise en contexte ni en relation avec d'autres pour envisager par exemple leur compatibilité. De ce fait, elles font catalogue sans que s'amorcent de réelles discussions et encore moins des confrontations d'idées sur la base de ces propositions qui, finalement, sont toutes acceptées, et seulement classées, au mieux, par ordre préférentiel. En dernier ressort, ce ne sont que des « opinions » et en tant que telles, elles tombent sous la même critique

8 – Ce que Hollande disait en privé dans un repas arrosé, Macron le dit en public avec un détachement qui sied à ce qu'Adorno appelait la « froideur bourgeoise » qui a aujourd'hui largement déteint sur les nouveaux personnels dirigeants. Mais ce qu'ils n'avaient pas prévu c'est le ressenti d'individus qui y ont vu une véritable agression, parce qu'ils ne sont plus protégés par les anciennes identités ouvrières ou du métier, où la dignité et même parfois la fierté du travailleur au sein de son collectif de travail viennent compenser les mépris des supérieurs et des chefs.

que celle qui peut être faite aux sondages d'opinion. Tout est juxtaposé comme si tout était équivalent et d'ailleurs, dans la plateforme de l'AG de Lyon toutes les réponses à une exception près (celle du vote obligatoire) jugent prioritaires l'ensemble des revendications !

Comme le dit Sophie Wahnich dans son article dans *Libération* du 31 janvier, la méthode choisie fait qu'on abandonne la prise de parole et la délibération au profit d'un face à face avec la machine chargée de traiter l'information, ici, la réponse au questionnaire. Il est à noter aussi que les tenants de cette quasi mise en algorithme du mouvement sont souvent des anciens des Nuits debout. Ils comprennent mal un mouvement qui se définit avant tout par l'action directe, alors que le leur était plus un mouvement de libération de la parole avec sa dose de formalisme qui bride les échanges et qu'on retrouve aujourd'hui dans les procédures d'assemblée et *a fortiori* à l'assemblée des assemblées.

On s'éloigne donc fortement de ce qu'étaient certains « cahiers » sur les conditions de vie et qui décrivaient les situations dans lesquelles vivent les individus et dont on trouve encore aujourd'hui des exemples dans la démarche des Gilets jaunes de Bastia. D'ailleurs, si on en croit une enquête du journal *Le Monde* sur les conversations sur Facebook, le thème des revendications ne vient qu'en quatrième position avec quatre fois moins de partisans que la mobilisation seulement, trois fois moins que la répression et deux fois moins que la critique des élites⁹.

C'est un peu la même sensation que l'on éprouve avec l'appel de l'Assemblée des assemblées de Commercy. Certes, la barre semble être mise plus haut avec un assembléisme clairement assumé et qui rompt avec l'entre-soi des réseaux, mais il masque mal son contenu de souveraineté. Une souveraineté populaire qui certes s'oppose à la souveraineté nationale, au niveau des théories

9 – Il est vrai que ces sondages et analyses sont amenés à évoluer et que les enseignements tirés du « Vrai débat » placent le RIC en haut de l'affiche.

du droit qui se sont affrontées au cours des changements de constitutions républicaines, mais est quand même en contradiction avec des exigences de démocratie directe à la base, qui ont été exprimées sur les ronds-points et ailleurs. En effet, aux origines du mouvement, c'est la notion même de souveraineté qui est critiquée parce que le mouvement n'ayant pas de notion claire de ce que serait un « bon gouvernement » – il n'en a pas l'expérience – la seule chose qu'il sait, intuitivement et par habitude, mais aujourd'hui plus immédiatement et concrètement, c'est que le gouvernement se conduit en falsificateur. Des pratiques d'assemblée ont été développées par les Gilets jaunes sans pour autant devenir la forme unique et obligatoire de l'organisation de la lutte, sans s'ériger en une forme dominante et sans exclure des pratiques différentes, par exemple, en direction des entreprises. Toutefois, le risque est que ces assemblées se posent en alternative globale au pouvoir en négligeant le fait que ce dernier a été mis en échec (relatif) sur des revendications concrètes et peu nombreuses et une pratique de prise de l'espace public ou de son détournement de fonction (le rond-point, fait pour limiter la vitesse, devient un lieu de fixation socialisante et militante, un blocage ; la rue occupée non plus pour le tourisme et la consommation, mais pour la manifestation, etc.).

Une prise ou appropriation qui permet de sortir des logiques du capital, ce qui le renvoie à ses pratiques de répression aux bords de l'état d'exception (interdiction des manifestations en centre-ville, vote d'une nouvelle loi anti-casseurs). C'est ce que nous avons relevé et mis en avant quand nous avons parlé d'un mouvement qui faisait communauté de par sa lutte et qui n'était donc réductible ni à des revendications ni à une prise de pouvoir. Une communauté qui apprend à connaître ses ennemis et qui, par rapport à ses débuts, se déleste de ses faux amis : certains policiers vraiment pas gentils, quelques participants venant gueuler récriminants contre les surimpositions étatiques, les commerçants des grandes villes qui ont vite compris que le mouvement leur

couterait plus qu'il ne leur profiterait, les apprentis-chefs en quête de pouvoir, etc.

Une prise de l'espace public qui s'est accompagnée d'une prise de parole libérée dans les vociférations et les acclamations à une époque où ex-activistes de Nuit debout, transformés ici en gentils organisateurs des AG, voudraient que les Gilets jaunes manifestent leurs sentiments en agitant leurs mains comme des marionnettes de façon à ne pas faire de bruit et que tout le monde s'écoute dans le respect et en dehors de toute passion... révolutionnaire.

Cette insistance de la part de certains Gilets jaunes pour que « tout se passe bien » montre qu'ils n'ont pas pris la mesure de la haine (« On va aller chez toi » ; « On va venir te chercher ») qui habite beaucoup de Gilets jaunes exaspérés qu'ils sont par le peu de réponses qu'il a été donné à ce qu'ils considèrent comme leur juste colère. Une haine qui habitait aussi les mouvements de lutte des ouvriers ou des viticulteurs de la fin du XIX^e-début du XX^e siècle, avant que les organisations syndicales n'enterrent la hache de guerre après la Première Guerre mondiale, et participent à l'avènement d'une société civile, en grande partie réconciliée, dont l'opinion publique va devenir à la fois l'émanation et le vecteur/moteur. Cette nouvelle haine sociale surgie de nulle part à son pendant chez les journalistes et intellectuels qui surjouent, sûrement sans le savoir, ce qui se faisait sous la Commune où les Dumas fils, Théophile Gautier, Flaubert et autres poussaient à l'hallali contre les barbares et les pétroleuses de la Commune. Aujourd'hui, on a droit toujours « aux barbares » et à « la canaille encagoulée » (Pascal Bruckner), au « Combien de morts ces nouveaux beaufs auront-ils sur la conscience » (Jacques Juliard) ; « Qu'ils [les gardiens de la paix] se servent de leurs armes une bonne fois » (contre « ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite ou d'extrême gauche qui viennent taper des policiers » (Luc Ferry). Quant au conseiller d'État et

constitutionnaliste, Jean-Éric Schoettl, plus modéré, il constate une rechute dans une forme primitive de lutte de classes¹⁰.

C'est ce mépris des puissants vis-à-vis d'eux qui soude aussi la communauté de lutte des Gilets jaunes, et permet de comprendre l'importance que revêt, pour eux, la solidarité, y compris la solidarité dans le désaccord. Tous les familiers des ronds-points, des manifestations, des AG et réunions diverses notent cette capacité qu'à le mouvement à éluder les questions qui fâchent parce qu'elles feraient resurgir les *a priori* que la dynamique du mouvement tend à dépasser.

Ceux qu'on nomme les intellectuels, ou ce qu'il en reste, se sont mis hors mouvement dès le début de par leurs présupposés qui sont que c'est la culture, l'idéologie et les « valeurs » qui mènent le monde, et non pas la vie matérielle et les rapports sociaux. Certains d'entre eux essaient aujourd'hui de se ressaisir (cf. La pétition qui vient d'être lancée sur Mediapart) en se déclarant « Tous Gilets jaunes »... mais sur les bases de l'appel de Com-mercy. Il y a urgence, pour eux, à recycler les luttes de ronds-points et de rues dans l'agora démocratique, car quand même le mouvement fait peur et ils espèrent jouer les bons maîtres. Il n'empêche que leur sursaut est salutaire, car il peut servir de caution « de gauche » au mouvement, surtout face aux attaques qui sont survenues depuis les insultes envers Finkielkraut. Mais ne comprenant pas vraiment le mouvement ils se déclarent « Tous gilets jaunes »... en tant qu'intellectuels, alors que le mouvement des Gilets jaunes ne demande pas à celui qui le porte d'où il vient. Pour nous qui sommes dans le mouvement depuis le début, le fait de savoir si nous sommes « Gilets jaunes » ou non ne se pose pas ; certains le portent, la plupart non. Le gilet n'est que le signe/symbole de l'unité première du mouvement. Il n'y a pas à

10 – Ce mépris s'exprime, à un niveau plus basique cette fois, dans le courrier des lecteurs du journal *Le Monde* contre l'enquête menée auprès du couple Arnaud/Jessica dans l'enquête de Faustine Vincent (cf. le numéro daté du 20 décembre 2018)

s'y attacher, pas plus qu'à un autre signe. En la matière, tout est question d'opportunité. C'est ainsi que dans les manifestations du samedi nous sommes presque 50 % à ne pas le porter, ou alors à ne le porter que de façon tactique, quand par exemple le gros de la manifestation est amené à le quitter pour se rendre invisible au dispositif policier et à le (re)mettre quand il s'agit de se rendre à nouveau visible. De la même façon quand nous intervenons en soutien, et à la demande de salariés en lutte, nous utilisons les gilets comme partie intégrante de notre intervention dans la mesure où, de fait, nous nous apercevons que notre simple présence fait pression et même peur et que c'est aussi l'occasion de clouer le bec à tous ceux qui nous accusent de n'être que des « casseurs » ou de ne pas nous attaquer au capital et à la production, mais seulement à la circulation et à la redistribution.

Février-mars 2019

Aux éditions À plus d'un titre

Hors collection

L'évènement Gilets Jaunes — .../temps critiques

Palerme : ville ouverte — Jean Duflot

Le bonheur n'est réel que partagé : 40 ans d'éducation populaire —

Michel Mazziotta

Fresnes, tout le monde descend — Louis Beretti

Leptocéphale — Combor

Mai-68 à Lyon, retour sur un mouvement d'insubordination —

Jacques Wajnsztein

Catalogue de l'exposition : François Maspero et les paysages

Humains

Roms : Voyage chez les autres Tome 1 — Jean Duflot

Le rêve du centaure, entretiens avec Pier Paolo Pasolini —

Jean Duflot

La Crèche — François Salvaing

Le ressac des souvenirs — Louis Beretti

Avoir 20 ans à Xi'an — Françoise Chabert

Chute des corps — Combor

Bétail — Michel Guet

Alfred Dreyfus, un homme court dans la nuit —

Anne Monteil — Bauer

Çà tourne — Yves Neyrolles

L'économie à l'épreuve de l'Évangile — François de Ravignan

Georges Arnaud : vie d'un rebelle — Roger Martin

Ecchymose — Anne Monteil-Bauer

à paraître :

ROMS : Voyage chez les autres Tome 2 — Jean Duflot

Collection Les Merles Moqueurs

Zyada, Le livre du couchant — Abdellatif Chaouite

Pasolini, mort ou vif — Jean Duflot

Les tremblements du monde — Ateliers d'écriture avec Patrick
Chamoiseau

Toulon ou l'histoire contemporaine d'une justice singulière —
Albert Lévy

Maux de justice — Albert Lévy — illustrations : Charb

Collection Athisma

L'Espagne et les Espagnols — Juan Goytisolo

Tradition et Dissidence — Juan Goytisolo

Le combat et autres nouvelles — Ednodio Quintero

Les antipodes et le siècle — Ignacio Padilla

Toute la terre — Saül Ibargoyen

Collection Littérature

L'envolée belle — Mylène Mouton

Collection À charge

Gelato al sol — Philippe Puigserver

Les ruines de la future maison — Hélène Dassavray

Curtis — Dominique Salon

Aux vents — Marc Pellacœur

Roccoco Tokyoïte — Clément Bulle

Shopping! Bang!Bang! — JeanMarcFlahaut et Daniel Labedan

Le dimanche, je m'appelle Olivier — Hélène Dassavray

Collection La ligne d'horizon

- Aucun respect pour les vaches sacrées :*
entretiens Marie Claude Deffarge et Gordian Troeller
Du chômage à l'autonomie conviviale — Ingmar Granstedt
L'impasse industrielle — Ingmar Granstedt
Carnet de voyage en Pologne — François de Ravignan
Entre mondialisation et décroissance, l'autre Afrique —
Serge Latouche
Carnet de voyage en Inde — François de Ravignan
Finis Terrae — Bernard Charbonneau

Collection Poésie

- Nous irons au plus près* — Marc Rousselet, Illustrations : Yael
Antoon
Poésie/nuit — coédition Après Villenoise ? Théâtre
Boeings laboureurs — Daniel Sygit
L'ombre — Jean Louis Carron
Les mécaniques — Jean Baptiste Cabaud
Contes du miel et des astres neigeux — Lionel Bouchet,
Illustrations Maud Chalmel
Quatorze horizons carboniques — Daniel Sygit
Les cahiers de poésie :
Poèmes choisis — Alain Borne — Illustrations — Yael Antoon
Nous irons au plus près — Marc Rousselet — Illustrations Yael
Antoon
Ressacs — Mylène Mouton — Illustrations Yael Antoon

Livres d'artiste faits à la main, imprimés sur Vergé Ivoire ou Canson blanc, reliés avec papier chiffon du moulin Richard de Bas, illustrés par Yael Antoon numérotés de 1 à 50.

Poèmes choisis — Alain Borne

Nous irons au plus près — Marc Rousselet

Ressacs — Mylène Mouton

Les fleurs du mal — Charles Baudelaire

En coédition avec La fosse aux ours

François Maspero et les paysages humains — Ouvrage collectif
publié sous la direction de Bruno Guichard, Julien Hage et
Alain Léger.

Les trimbaldiens — Frédéric de Boccard

En coédition avec L'Atelier de Création Libertaire

Une vie au-delà du texte, Jean Louis Carron 1922-2008

Achévé d'imprimer en France en mai 2019
sur les presses de l'imprimerie Laballery
58502 Clamecy cedex
laballery@wanadoo.fr

N° d'impression : 9040411
Dépôt légal : mai 2019

À plus d'un titre éditions
La Curiaz
73360 La Bauche
www.aplusduntitre.com

ISBN 978-2-917486-61-0